l'unité

N° 182 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 5 au 11 décembre 1975

Portugal : Esc. 37,50



LE GRAND AIR DE LA SUBVERSION

Comment se remplir les poches aux dépens de la Sécurité sociale

PORTUGAL :

Gardez-vous à droite

ESPAGNE :

Les «colonies» intérieures

Jacques Chirac vient de faire à nouveau la preuve qu'il contrôle mal ses nerfs et ses paroles, ce qui est, somme toute, assez grave pour un Premier ministre. La veille de sa « sortie » contre le Parti socialiste à l'Assemblée Nationale, il avait reçu à l'Elysée le feu vert pour annoncer une initiative spectaculaire contre les « tentatives de subversion » dans l'armée. Mais, comme à son habitude, il a voulu en rajouter, ce qui l'a entraîné à une attaque sans nuances qui a surpris même les plus excités des députés U.d.r.

En fait, le Premier ministre a fait un pas de clerc dont l'origine est elle-même significative : sur la foi d'un rapport des Renseignements généraux, il a cru, en effet, détenir le moyen d'enfoncer un coin dans les rangs du P.s. : les 14 militants de la Fédération de Paris interpellés lors d'une distribution de tracts le dimanche 23 novembre à la gare de

Sommaire

5
POUR UNE ARMEE DEMOCRATIQUE, PAR LE GENERAL BECAM

6
ECONOMIE : LES COMPTES DE FEES, PAR GUY PERRIMOND

10
SECURITE SOCIALE : LA VIE DE CHATEAU, PAR ANTOINE BREANT

16
ESPAGNE : LES COLONIES INTERIEURES, PAR FRANCIS PISANI

18
LES CHIFFRES CONTRE JUAN CARLOS, PAR BENOIT COLOMBIER

19
PARTIS COMMUNISTES : LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ, PAR CLAUDE ESTIER

20
PORTUGAL : GARDEZ-VOUS A DROITE, PAR ANTONIO VIVIO

22
PROCHE-ORIENT : QUI VEUT CASSER LE LIBAN ? PAR JEAN NASSIF

24
PRISONS EN U.R.S.S. : LE REGNE DES UBUS-ROIS, PAR CLAUDE FUZIER

26
A LIRE CET AUTOMNE, PAR ANNE ET CLAUDE MANCERON

27
LIVRES : COMME UN FRERE, PAR GEORGES FRAMERIES

32
UN SOCIALISTE AUX U.S.A.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 32) Barrigue (page 9, 27) Coureuil (pages 1, 7, 17) Fotolib (page 20) Pascal Lebrun (pages 4, 5) Norma (pages 19, 20) Sipa (page 23) Solo (pages 3, 22).

→

l'Est appartenaient au Ceres. Laisser croire qu'ils avaient pris d'eux-mêmes l'initiative de s'attaquer à l'armée ne pouvait que gêner la direction du P.s. et discréditer celui-ci dans l'opinion en le présentant comme un parti irresponsable. L'occasion lui paraissant belle, Chirac a foncé.

Mais trop vite, beaucoup trop vite. Car même en faisant donner la presse écrite et parlée — plusieurs journalistes peuvent témoigner du nombre incroyable de coups de téléphone et d'interventions directes émanant du porte-parole de Matignon — il n'a pu empêcher l'opinion de déceler rapidement dans cette affaire une grossière provocation. Et qui a achevé de se dégonfler lorsque les services du Premier ministre ont publié eux-mêmes le texte du tract incriminé, reprenant pour l'essentiel les conclusions de la Convention des appelés, vieilles de plusieurs semaines et qui n'avaient à l'époque, et pour cause, suscité aucune réaction. Car il est clair pour tous ceux qui savent lire qu'il n'y a aucun lien entre les petits groupes ultra-minoritaires qui rêvent de détruire l'armée — et dont l'existence est aussi vieille que l'armée elle-même — et ceux qui, comme les socialistes et comme l'ensemble de la gauche, se battent pour que les soldats cessent enfin d'être des citoyens diminués, privés des droits les plus élémentaires.

A vrai dire, au delà des motifs purement politiques — ou plus exactement politiciens — qui sont à la base de cette vilaine querelle cherchée au Parti socialiste, on peut se poser quelques questions.

▶Le gouvernement croit-il sérieusement que quelques centaines de soldats partisans de syndicats dans l'armée — Bigeard lui-même souligne qu'il n'y en a pas davantage — mettent en danger cette armée ? S'il le croit c'est pour le moins inquiétant et cela prouve que le malaise parmi les militaires, soldats et officiers, est infiniment plus grave qu'on ne le dit. Or, qui est responsable de ce malaise sinon le gouvernement lui-même qui l'a laissé se développer en refusant de prendre en compte les revendications les plus légitimes en faveur d'une démocratisation du service militaire ? Il y a là un problème et qui n'est certainement pas du ressort de la Cour de sûreté de l'Etat.

▶Le gouvernement croit-il sérieusement, comme il l'a fait suggérer à certains journaux, qu'il y a derrière cette agitation la fameuse « main de Moscou » qui a déjà tant servi, étant entendu — on n'est pas à une contradiction près — que les gauchistes portugais qu'on accuse d'être les ferments du complot sont des agents stipendiés de Brejnev ? A propos de Portugais, on peut d'ailleurs s'étonner que le Pouvoir manifeste tant d'émotion à la suite de l'interpellation en France de quelques soldats des Suv, alors qu'il ne paraissait guère s'inquiéter, il y a quelque temps, de la présence à Paris du général Spinola qui n'y était pourtant pas venu que pour des raisons touristiques.

Tout cela montre le peu de sérieux des affirmations du Pouvoir. Ce qui est grave, en revanche, c'est que, pour une médiocre opération, le Premier ministre n'ait pas hésité à diviser à nouveau les Français entre ceux qui seraient des bons patriotes — sous entendu : les partisans de la majorité — et ceux qui, parce qu'ils sont dans l'opposition, ne songeraient qu'à livrer la France aux agents de l'étranger. En agissant ainsi, il aggrave encore le malaise de l'armée à tous les échelons, il met en cause les fondements mêmes de la défense nationale et, en fin de compte, c'est lui qui porte directement atteinte au moral de la nation.

CLAUDE ESTIER

LA PRESSE «INSPIREE»

L'attaque brutale lancée mercredi dernier par Jacques Chirac contre le Parti socialiste et le développement de l'opération anti-subversion dans l'armée ont fourni un exemple particulièrement édifiant de la façon dont la grande presse, écrite et parlée, à quelques rares exceptions près, s'aligne complaisamment sur les thèses gouvernementales.

Toujours à la recherche du « sensationnel », « France-Soir », comme il se doit, est immédiatement en flèche. Un gros titre barre toute la première page : « L'Armée reprise en main », suivi, en caractères gras, de ce sous-titre : « Le Premier ministre met en cause l'opposition socialiste » et de cette description martiale : « Tir par rafales du gouvernement contre les tentatives de subversion dans l'armée : le Premier ministre monte lui-même au créneau ».

Si, ce même jour, « l'Humanité », n'accorde que dix lignes à l'intervention de Chirac et, seule de toute la presse, « omet » de préciser que le Premier ministre a directement accusé le Parti socialiste d'encourager la subversion, la plupart des autres journaux n'hésitent pas à prendre pour argent comptant les affirmations du Premier ministre. Comme c'est tout de même un peu « gros », on trouve une explication, directement soufflée par le porte-parole habituel de l'Hôtel Matignon. Ce n'est pas la direction du P.s. qui est en cause, mais sa minorité, qui anime la Fédération de Paris et qui est responsable du tract distribué le dimanche précédent à la gare de l'Est.

Ainsi Xavier Marchetti écrit doctement dans « le Figaro » : « La fédération du P.s. de Paris est fortement pénétrée d'éléments agissants du Ceres, cette aile gauche du parti socialiste que François Mitterrand assimilait, il n'y a guère, à un « pot-pourri communo-gauchiste ». On retrouve donc, de ce côté-là, des positions sinon identiques, du moins assez proches de celles des gauchistes déclarés. Ce qui, inévitablement, entache l'image d'un Parti socialiste se voulant responsable et capable d'une réflexion sérieuse sur les problèmes militaires »

De même, « l'Aurore » qui rapporte l'opinion de prétendus « milieux U.d.r. » : « Jacques Chirac, dit-on dans ces milieux, n'a pas accusé le P.s. de subversion, mais uniquement certains de ses éléments, comme ceux de la Fédération de Paris où le Ceres joue un rôle important ».

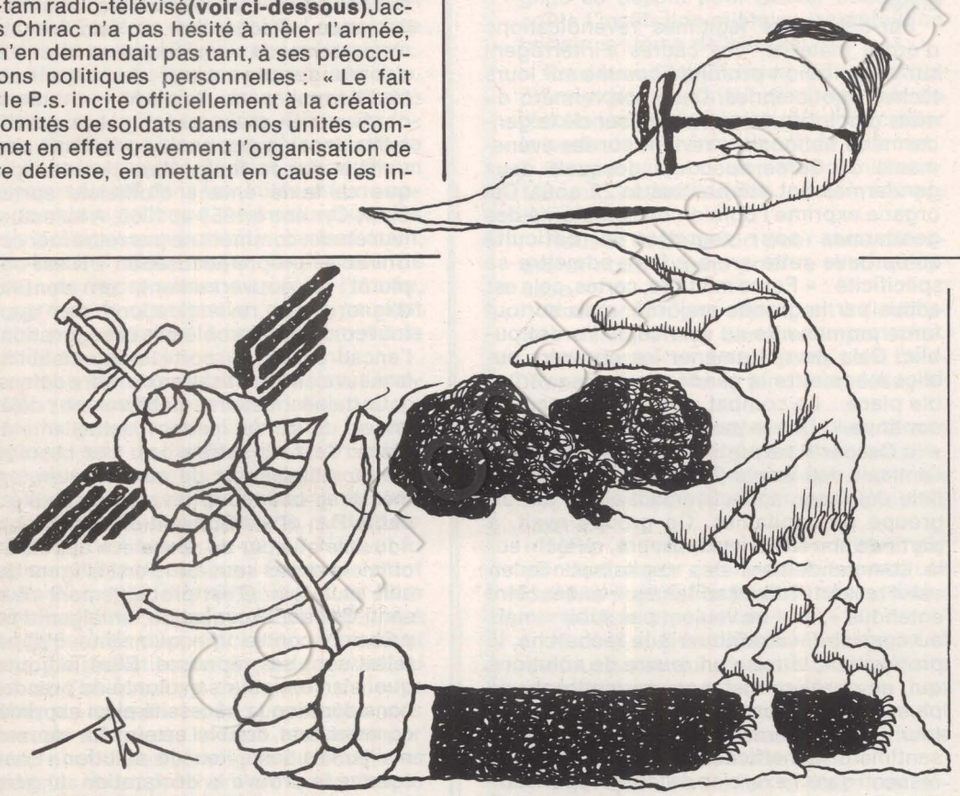
Aucun de ces journaux n'aura l'honnêteté élémentaire de chercher à savoir ce que contenait le tract incriminé. Il faut que, vendredi soir, les services du Premier ministre en publient le texte pour qu'ils soient obligés d'admettre qu'il ne s'agissait nullement d'un texte propre au Ceres, mais de la reprise des conclusions de la Convention des jeunes appelés, organisée il y a plusieurs semaines déjà par Charles Hernu, conclusions dans lesquelles il était difficile de déceler un appel à la subversion.

CHIRAC A LE TRAC

« Pour certains, le comité de soldats recouvre une structure révolutionnaire ayant pour objet la destruction de l'armée par l'intérieur. Pour les autres, l'expression désigne seulement un procédé ou une structure de participation, d'un degré plus avancé que les structures de participation désormais réglementaires et qui se généralisent vigoureusement ». Cette intéressante opinion émane du général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de Terre, qui a accepté d'accorder un entretien à « l'Unité » vendredi dernier 28 novembre. Deux jours plus tôt, le chef de gouvernement s'était lancé dans une grossière provocation. Englobant sans aucune subtilité l'action des socialistes et celle de divers mouvements d'extrême gauche sous une même qualification antimilitariste et relayé par un bruyant tam-tam radio-télévisé **(voir ci-dessous)** Jacques Chirac n'a pas hésité à mêler l'armée, qui n'en demandait pas tant, à ses préoccupations politiques personnelles : « Le fait que le P.s. incite officiellement à la création de comités de soldats dans nos unités compromet en effet gravement l'organisation de notre défense, en mettant en cause les indispensables principes de discipline et d'autorité. Cela se fait naturellement au détriment des cadres de notre armée, et plus particulièrement des sous-officiers, dont la tâche ingrate est essentielle. On ne peut à la fois prétendre que l'on veut une défense nationale indépendante et organiser le désordre et la subversion dans les armées... Le gouvernement ne tolérera donc pas la création de comités de soldats dans les unités militaires françaises et il prendra très prochainement une initiative très importante en vue de décourager ces entreprises de subversion ».

En clair, donc, le P.s. serait à l'origine d'une vaste tentative de subversion qui menacerait nos pauvres troupes pratiquement sans défense — ce qui est tout de même un comble pour une armée. Qui le croira ? En tout cas pas les militaires. Après la grande campagne de presse sur la constitution d'un « syndicat » d'appelés à Besançon, « Terre-Information », organe de l'armée de Terre, jugeait bon, voici une quinzaine de jours, de ramener cette affaire « à ses justes proportions » (l'expression est tirée de l'article). En ces termes : « Pour mesurer toute la portée de l'événement, il convient de préciser que la vie du régiment n'a aucunement été affectée par ces incidents qui n'ont pas dépassé, au corps, le stade de la distribution de tracts ». Le général-secrétaire d'Etat Marcel Bigeard a de son côté ainsi présenté le 18 novembre, à Pau, ce qu'il juge comme une tentative de « semer la pagaille » : « Il reste quelque soixante comités de soldats, vingt ayant été dissous. Un dizième de nos unités ont donc un comité de soldats sur un total de 600 unités, régiments, bases aériennes, bateaux. Qu'est-ce que c'est que chaque comité ? C'est 4,5 %, au maximum, des soldats, 480 garçons, en gros, qui essaient de semer la pagaille ». Bigeard précisait même : « Nous connaissons l'organisation des comités de soldats qui travaillent dans l'ombre, en taupes ; nous sommes très au courant ».

→



L'amalgame n'en continue pas moins et, vendredi soir, à 19 heures, puis à nouveau à 22 heures, France-Inter ouvre son journal en annonçant que le Premier ministre a rendu public le texte du tract du Parti socialiste (sic) et, sans citer le contenu de ce texte, enchaîne sur une interview du ministre de la Défense, Yvon Bourges. Lequel, dénonçant « une véritable entreprise de démolition de l'armée », donne lecture, sans préciser aucunement l'origine, d'extraits de tracts particulièrement violents où il est dit entre autres qu'il faut « détruire l'armée » et que « les officiers sont des crevures ». On voit la confusion qui peut facilement s'introduire dans l'esprit de l'auditeur un peu inattentif ! Et si le lendemain on doit, enfin, faire la distinction, il en restera toujours quelque chose...

Car le lendemain, après les inculpations de 14, puis de 15 appelés, la presse, toujours aussi directement inspirée par les services du Premier ministre, s'engage d'un même cœur sur un autre terrain : celui du « complot international ». Là encore, « le Figaro » est en bonne place, avec deux articles juxtaposés : « L'ennemi intérieur » et « l'ennemi extérieur ». Ce dernier dû à l'imagination fertile de Jacques Guillemé-Brulon, qui voit naturellement la main de Moscou dans toute cette affaire. « Les dirigeants soviétiques, écrit-il, estiment plus simplement que le poids spécifique de leur armée aux confins du monde libre, joint à une solide campagne de propagande destinée à paralyser une bonne part des armées ouest-européennes, pourrait se révéler suffisant pour provoquer à moyen terme cette « finlandisation » de l'Europe occidentale à laquelle ils aspirent. La crise économique, le chômage, une entente davantage « personnalisée » avec Washington, feraient le reste. Tel est le rêve dont ils souhaiteraient faire une réalité. Aussi est-ce sans aucun doute dans ce cadre que s'inscrit la campagne de démobilisation morale entreprise contre l'armée française. Une armée qui reste la charnière d'un dispositif militaire que l'U.r.s.s. a pour objectif premier de faire sauter. »

Il fallait y penser ! Mais comme tout cela n'est peut-être pas très convaincant, on met en avant une autre thèse, celle du complot organisé en commun par les gauchistes français et portugais. C'est « France-Soir » de lundi qui le dit et qui, du même coup, pratique un nouvel amalgame, d'ailleurs inverse de celui des jours précédents — mais on n'est pas à une contradiction près : « Bourges (Défense) et Hernu (P.s.) dénoncent leur action commune contre l'armée » (l'action des gauchistes). Le même Parti socialiste accusé le mercredi d'encourager la subversion devient soudain l'un de ceux qui la dénoncent...

Habitués qu'ils sont à épouser les thèses gouvernementales même lorsqu'elles se contredisent d'un jour à l'autre, ces chers confrères ne paraissent guère troublés par tant d'incohérence. Il est vrai que leur continuité à eux, c'est de répercuter ce qu'on leur suggère à l'Elysée ou à Matignon. Tant pis pour la vérité ! Tant pis pour l'information ! Mais qu'on ne s'étonne pas si la presse française est si malade !

A. V.











CHIRAC A LE TRAC

→

Il ressort de ces différentes appréciations que si menace il y a, elle reste de portée limitée. L'armée n'est-elle pas à même de la circonscrire seule ? Certainement si. D'autant plus que, contrairement aux imputations de Chirac, les militaires ne pratiquent pas l'amalgame entre les différents mouvements qui agitent l'armée. Ils savent bien que tous ne la menace pas. Mieux : depuis les élections présidentielles, la moitié, sinon plus, des officiers et des sous-officiers prêtent la plus grande attention aux positions de la gauche et regardent tout particulièrement en direction du P.s., ce qui explique d'ailleurs bien des choses. Tout comme les appelés, ils ont de nombreux sujets de mécontentement. Lorsque Chirac condescend à reconnaître que « leur tâche ingrate est essentielle », ils aimeraient mieux que cette reconnaissance se traduise en actes concrets plutôt qu'en belles paroles vite oubliées.

Par-delà leurs légitimes revendications d'ordre matériel, ces cadres s'interrogent sur leur mission profonde comme sur leurs tâches quotidiennes. Dans son numéro du mois d'octobre dernier, « l'Essor de la gendarmerie nationale » revient sur les événements de Corse au cours desquels deux gendarmes ont été abattus le 22 août. Cet organe exprime l'opinion de la majorité des gendarmes pour regretter la difficulté qu'éprouve cette arme à faire admettre sa spécificité : « Force militaire, certes, cela est admis par la grande majorité, mais surtout force permanente au service de l'ordre public. Cela devrait amener les pouvoirs publics à admettre la gendarmerie à sa véritable place... Le combat n'est pas engagé... il continue ». Dès le mois de décembre 1974, « le Casoar » revue trimestrielle éditée par l'amicale des Saints-Cyriens, publiait un article détonant, collectivement signé par un groupe de capitaines. Ce groupe avait, à partir de son expérience propre, réfléchi sur le commandement des capitaines. Qu'en est-il ressorti ? Les capitaines « veulent être entendus ». Ils « ne veulent pas subir » mais au contraire « contribuer à la recherche, la proposition, la mise en œuvre de solutions qui, en dernière instance, permettront une plus grande efficacité des formations ». De leur commandement, ils ont « conservé un sentiment d'inefficacité et d'incohérence ressenti dans l'exercice de leurs responsabilités. Cette déception trouve sa confirmation dans les désillusions de leurs plus jeunes camarades, officiers et sous-officiers, dans celles de trop d'appelés, à l'issue de leur service ». En particulier, le groupe a l'impression que l'objectif poursuivi n'est pas tant de « créer ou de maintenir une unité apte au combat », qu'il est « autre, mais vague, mal exprimé parce qu'un peu honteux : se perpétuer sans bruit, sans éclat, sans foi. Faire carrière dans la survie, tel semble le but ».

De l'appelé, ces capitaines notent qu'« il est content d'en avoir terminé ». Ils relèvent surtout qu'« il regrette de n'avoir pas pu s'exprimer face à un commandement qu'il



Le général Lagarde.

estime parfois, aux petits échelons, mais que globalement il ne comprend pas et dénigre. Ballotté à droite et à gauche, ayant eu trop de supérieurs mais pas de chef, il n'a pas adhéré à la notion de défense ». Parmi les propositions annoncées par le groupe à l'issue de son constat, la première a le mérite de la clarté : « Rechercher, au sein des unités, un système de représentation des subordonnés s'appuyant sur des organisations traditionnelles ou à créer — homme de confiance — mais respectant la spécificité militaire et la personnalité propre de chaque unité et de son chef ». Il est bon de rappeler que ce texte émane d'officiers sortis de Saint-Cyr entre 1958 et 1960. A la lecture de leur étude, comment ne pas retourner contre Chirac sa propre accusation ? N'est-ce pas plutôt le gouvernement, en continuant d'ignorer les revendications des appelés tout comme les problèmes et suggestions de l'encadrement, qui porte la responsabilité de la mauvaise organisation de notre défense ?

Certaines mesures positives ont déjà été prises. Elles se mettent actuellement en place. Cela ne suffira pas. Les besoins de démocratisation et de participation, exprimés avec beaucoup de responsabilité tant par le P.s. et les Conventions pour l'Armée nouvelle que par de nombreux appelés, des officiers et des sous-officiers, exigent qu'on aille plus loin. C'est probablement ce qu'a senti Chirac. Provocation, amalgame et répression contre une quinzaine d'appelés, telles sont ses réponses. Elles indiquent à quoi s'en tenir sur sa volonté de prendre en considération la nécessité ainsi exprimée. Il commet une double erreur. La répression n'a jamais tenu lieu de solution. Ensuite, comme le prouve la déclaration du général Lagarde, les militaires ont su distinguer parmi les différents mouvements d'appelés entre ceux, ultra-minoritaires, qui traitent les cadres de « crevures » contre lesquelles il conviendrait de « retourner les armes », et les comités élus de soldats tels que les préconisent les socialistes, des comités responsables agissant pour une véritable démocratisation.

« Il s'agit de deux domaines rigoureusement différents, insiste le général Lagarde. En fait, la partie la mieux informée de l'opinion ne s'est pas méprise sur cette distinction. La preuve : tous les partis représentés au Parlement et toutes les centrales syndicales ont clairement fait connaître qu'ils sa-

vaient distinguer entre ces deux choses. Il convient de noter ce consensus national pour s'en réjouir ». Le ton serein change quelque peu lorsque le général Lagarde poursuit : « La situation actuelle montre l'intérêt vital pour la France et les Français de faire en sorte que l'armée reste en dehors des jeux politiques, aussi naturels soient-ils ». Qui cherche à mêler l'armée à son jeu politique ? Ne serait-ce pas Chirac, justement, inquiet de voir grandir la prise de conscience des appelés et l'insatisfaction des cadres ? Chirac laisse entendre que l'armée est de son côté, contre ceux qui parlent de comité de soldats.

Ce qui s'est passé depuis un an et demi comme les quelques témoignages qui précèdent montrent bien la vanité de cette affirmation. Elle lui permet d'éluder les vrais problèmes. Ainsi, les commissions consultatives existant actuellement dans les corps de troupe, pour l'ordinaire et le foyer, ne répondent pas à l'attente des appelés. Les soldats devraient pouvoir élire leurs représentants, pour l'instant désignés par la hiérarchie. « C'est une décision très importante, constate le général Lagarde. Dans un domaine aussi sensible, nous n'avons pas le droit de nous tromper. Surtout, introduire un processus électif dans les unités est une option de nature politique. Il est naturel que les partis politiques en parlent ». Le tout étant, pour le chef d'état-major de l'armée de Terre, « de ne pas semer, au sein de l'armée, des germes de contestation qui ne peuvent qu'être préjudiciables à la cohésion et à la sérénité de celle-ci ».

Lorsque les socialistes réclament l'amélioration des conditions matérielles des appelés, la garantie des libertés du soldat-citoyen au sein de l'armée, et en particulier, la création de comités consultatifs de soldats, élus et obligatoirement consultés sur les conditions de vie à la caserne, mettent-ils la sérénité de l'armée en péril ? Non, et le Premier ministre le sait bien. En se déclarant ensuite favorable à la diffusion et au libre choix du statut d'objecteur de conscience, à celui de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans, à la réduction du temps de service, au refus de l'intervention de l'armée dans les conflits du travail et à la suppression des tribunaux militaires, le tract incriminé par Chirac n'a-t-il pas témoigné du souci des socialistes de rapprocher l'armée du peuple et de rendre le service militaire mieux adapté à notre société ? La majorité des militaires l'aura ainsi compris, même si elle ne partage pas automatiquement cette analyse. Voilà la réalité telle qu'il convenait de la présenter. Les problèmes existent. Ils sont réels, les dangers le sont moins.

Dans ces conditions, il convient de s'interroger sur l'opportunité de faire condamner une quinzaine de lampistes de 19 ou 20 ans — sans que pour autant on approuve toutes leurs méthodes — par un tribunal d'exception conçu il y a treize ans pour juger les tueurs de l'O.a.s.

JEAN-LOUP REVERIER



Le général Jean Becam à la Convention des appelés.

POUR UNE ARMEE DEMOCRATIQUE

PAR LE GENERAL JEAN BECAM

Les militaristes et les antimilitaristes ont ceci de commun que, dans l'armée, pour les uns comme pour les autres, seule compte l'institution.

Pour les militaristes, l'armée en tant qu'instrument de la défense n'a qu'une importance très secondaire que l'on néglige au besoin pour sauver coûte que coûte l'institution militaire, garante d'un certain système de valeurs.

Pour les antimilitaristes, il s'agit à tout prix de détruire l'institution, symbole de réaction et de répression, dût-il en coûter la perte de tout instrument de défense.

Pour nous qui ne sommes ni militaristes ni antimilitaristes, seul compte l'instrument.

Nous le voulons fort pour nous défendre et nous luttons pour le rendre efficace.

Nous accordons cependant à l'institution militaire une certaine importance.

A ne pas servir, en temps de paix, l'instrument se rouille et tend à se désagréger.

L'institution le maintient. C'est là son utilité, sa nécessité, qui est incontestable.

Elle n'est en aucune manière une fin en soi, mais elle est le seul moyen de fourbir l'arme.

Nous la voulons démocratique par principe, parce qu'elle ne doit constituer dans le pays, ni le ferment ni le dernier rempart de la réaction.

Nous la voulons démocratique aussi et surtout parce qu'une institution militaire antidémocratique ou seulement non démocratique ne peut fournir au moment du besoin qu'un instrument inefficace pour la défense de notre pays.

Pour que l'institution militaire soit démocratique, il ne suffit pas, comme le prétendent certains, que « le chef des armées », théoriquement responsable de son destin, ait, en principe, été démocratiquement élu par une majorité de la population.

Même si notre régime politique était tel que le peuple, selon la définition, y détînt effectivement la puissance, cela ne suffirait pas encore à rendre automatiquement démocratique notre institution militaire.

Pas plus dans l'armée qu'ailleurs, la démocratie n'est un fait définitivement et universellement acquis par le simple jeu d'un scrutin majoritaire au niveau du gouvernement.

C'est une possibilité sans cesse remise en question qui ne se conquiert et ne se maintient que par une lutte constante.

Pour que l'institution militaire devienne et reste démocratique, il faut donner à ceux qu'elle risque d'aliéner, d'étouffer et de frustrer, à tous les militaires les moyens de cette lutte, à savoir :

— Le droit de TOTALE INFORMATION qui est la base de toute démocratie.

— Le droit de LIBRE EXPRESSION et la possibilité de se faire effectivement entendre dans tous les domaines et d'abord celui de la mission, à tous les niveaux.

— Le droit de REPRESENTATION sans lequel la libre expression pourrait n'être qu'un leurre

— Le droit d'ASSOCIATION, indispensable fondement d'une représentation efficace.

— Et enfin — mais il découle de tout le reste — le droit de PARTICIPATION effective à la réalisation du meilleur instrument de défense possible.

L'institution militaire ne peut d'autre part être démocratique que s'il y règne une stricte discipline, imposée à tous par le peuple. Mais cette discipline ne doit viser que l'accomplissement maximum de la mission de défense et non pas, justement, abêtir et diminuer ceux qui doivent la remplir.

L'armée, comme institution ou comme instrument, de même que toute organisation, ne peut enfin être démocratique que si elle a une structure hiérarchique parfaitement claire.

En effet, toute prétendue suppression de la hiérarchie officielle conduit nécessairement, où que ce soit, à l'instauration de hiérarchies informelles incontrôlables qui sont très exactement le contraire de la démocratie.

Information totale, libre expression et discipline ; représentation, association et hiérarchie, sont loin, comme beaucoup le pensent, d'être antinomiques.

Ce sont les conditions dialectiques nécessaires de la démocratie, de la participation et de l'efficacité.

Or, seule la démocratisation de l'institution militaire peut y instaurer la participation et seule la participation maximum de tous peut rendre efficace l'instrument de notre défense.

Economie

LES COMPTES...

La reprise est là ! La semaine dernière, les Français ont appris que cette fois-ci, ça y était : le bout du tunnel était en vue. Utilisant des chiffres — ça fait sérieux — et des sondages — quel meilleur moyen de prédire l'avenir ? — du Premier ministre au dernier des sous-ministres — chut, pas de noms ! — les responsables gouvernementaux sont partis à l'assaut de la mauvaise humeur des Français.

Premier temps : utiliser les pourcentages. Les chiffres, chacun le sait, « ne mentent pas ». Au ministère de l'Economie et des Finances, les fonctionnaires chargés de la prévision ne sont pas, mais pas du tout, du même avis : « La seule chose que l'on nous demande, c'est de trouver des chiffres « cadrant» avec les discours du moment. Et ce n'est pas facile. Parfois, aucun de nos modèles mathématiques n'est utilisable. Il nous faut faire les calculs nous-mêmes... et les refaire tant que les résultats ne répondent pas aux souhaits du gouvernement. »

La prévision économique n'est pas, dans une économie aussi peu planifiée que la nôtre, chose facile. Les bouleversements dus à la crise actuelle rendent encore plus délicate toute prospective. Mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas de cela. C'est volontairement que le gouvernement camoufle la vérité. C'est volontairement qu'il falsifie ses objectifs, qu'il triche. Année après année, il a pris l'habitude d'établir des prévisions toujours démenties par les faits. A l'avance, les hausses de prix sont toujours minorées, la croissance du niveau de vie toujours majorée. Jean-Louis Moynot, secrétaire de la C.g.t. et membre de la commission des Comptes de la nation, vient de rappeler que, commentant les prévisions et analysant les résultats présentés à la commission, il avait pu affirmer, sans être démenti : « Prétendre atteindre certains résultats impossibles à obtenir, c'est mentir aux Français ». Et il a fait la preuve de mensonges en cascade.

Deuxième temps : utiliser « l'ailleurs», l'évolution de la conjoncture allemande ou américaine. Car il se trouve toujours un indice, une tendance à utiliser. Ici, la production remonte ; là, la hausse des prix est freinée. C'est temporaire ? Qu'importe, si cela améliore le tableau. Enfin, il y a les « opinions » : celles des experts, celles des patrons. Au total, en utilisant pêle-mêle des éléments disparates, en trafiquant l'information, on arrive ainsi à peindre l'avenir en rose.

Pourtant les « frémissements » mesurés sont bien maigres. Pour l'essentiel ils se limitent à une faible reprise des achats de certains biens de consommation. C'est peu. Car, pour le reste...

▶ Les prix : le dernier indice (plus de 0,8 % pour octobre) n'est pas des meilleurs. Pour les douze derniers mois, cela fait 10,2 % d'augmentation. Il ne s'agit là que de l'indice officiel, car celui de la C.g.t. en est à plus de 12,2 % depuis le 1er janvier, c'est-à-dire pour 10 mois. Et, dans les mois qui viennent, il serait étonnant que les hausses ne soient pas accentuées. En effet, Jean-Pierre Fourcade, tout en précisant que l'augmentation serait « limitée au maximum », fait étudier par ses services une majoration des prix des produits pétroliers. On ne sait pas encore sur quels produits pèseront ces hausses, mais les automobilistes peuvent être d'ores et déjà assurés que l'essence augmentera. Tout cela « à cause de l'Opep », évidemment. Car, c'est bien connu, les compagnies pétrolières sont prises à la gorge. Le dernier argument mis en avant par les pétroliers est d'ailleurs éloquent : « Si on ne fait plus de bénéfices, on ne pourra pas investir dans la recherche pétrolière dans les zones difficiles, donc hors de l'influence de l'Opep. Ce qui signifie que si les Français veulent une politique d'indépendance énergétique, il faudra que l'Etat nous subventionne. » La situation financière des groupes pétroliers est-elle si mauvaise pour qu'ils ne puissent même plus se livrer à de la recherche ? Une banque, le Crédit industriel et commercial — Fourcade en fut directeur général — vient de chiffrer les bénéfices faits par les pétroliers durant les dix premiers mois de l'année grâce à la seule baisse du dollar : 1,6 million de francs. Et cela en plus de leurs bénéfices « normaux »... A l'augmentation de l'essence s'ajoutera — c'est déjà prévu — celle des tarifs postaux et des voitures. Ce qui accélérera un peu plus la hausse des prix. En ce domaine, l'échec du gouvernement est patent. Et ce n'est pas le contrôle de certaines marges commerciales qui modifiera la situation. Surtout que, dans le même temps, la remise en liberté des prix à la production est organisée. Au bout du compte, le maintien d'une inflation à deux chiffres permettra au Pouvoir de justifier la mise en application de nouvelles mesures restrictives — sur le crédit, par exemple — qui aggraveront la situation de l'emploi.

▶ Le chômage : rien de neuf. On a dépassé le million de chômeurs officiel. Pour détendre le marché du travail, Michel Durafour a demandé à ses services de « dépoussiérer » les dossiers. C'est tout ce qu'il a trouvé pour redescendre en dessous du million... Fourcade, toujours optimiste, affirme qu'il baissera en 1976. Les patrons, non. Et ils n'ont pas tort. Même avec une certaine reprise de la production, la prolongation des tendances actuelles — démographie, productivité, emploi — fait apparaître un chômage « potentiel » officiel de 1,5 million en 1976 !

Brûler du capital

▶ Le commerce extérieur : malgré les « efforts » de Norbert Segard, la balance commerciale est à nouveau déficitaire. Le redéploiement annoncé n'a pas encore eu lieu. Mieux : en octobre, avec un taux de couverture de 92 % on a retrouvé une situation équivalente aux sombres mois de 1974. Et cette situation a de fortes chances de durer. En effet, beaucoup plus que la hausse des importations, c'est la stagnation — et parfois la chute — de nos exportations qui explique ce déficit. La « guerre commerciale » déclenchée par les Etats-Unis, l'acceptation par le gouvernement de la division internationale du travail aboutissent à de tels résultats. Non seulement les ventes de produits agricoles reculent, mais les perspectives de vente de produits industriels ne s'améliorent pas. Détail amusant, lorsque la balance était positive le gouvernement s'en glorifiait : c'était la preuve que son action était efficace. Aujourd'hui qu'elle est négative, il s'en glorifie encore : c'est la preuve que les Français consomment plus...

▶ La consommation :une reprise légère, mais certaine, est intervenue en octobre-novembre. Cela arrive d'ailleurs toutes les années à la même époque ! Mais, cette année, les particuliers se sont limités aux achats de renouvellement strictement nécessaires. Il semble que l'essentiel de la « reprise » soit dû à l'appel d'air provoqué par le déstockage. Cela a permis aux industriels produisant des biens de consommation d'être moins pessimistes. Mais il faut tempérer les résultats. Pour l'automobile, par exemple, l'augmentation des ventes de 5 % mesurée en septembre signifie simplement que l'on a vendu 5 % de plus qu'en 1974, qui était une très mauvaise année. Il semble, de surcroît, que ce regain est dû à un comportement de « précautions ». Ayant retardé le moment de changer leur véhicule, voyant que pour un temps le crédit est « desserré », nombreux sont ceux qui ont décidé d'acheter avant la prochaine augmentation. Cela signifie pour les mois à venir un marché en dents de scie. Car, si cette consommation n'est pas stimulée par une augmentation des revenus, il est évident qu'elle se tarira. Et avec elle le léger frémissement de la reprise. Car les limites de la reprise des achats sont évidentes : la masse des factures impayées, loyers, gaz et électricité, téléphone, ne cesse de croître. A Paris, par exemple, le nombre des coupures ou des rétablissements de courant électrique a augmenté de 74,5 % cette année...

▶ L'épargne : elle est à son plus haut niveau. Et il n'y a rien d'étonnant à cela. Face à la montée du chômage, à l'incertitude de l'avenir, il est naturel que les salariés économisent au maximum. Et le fassent dans les Caisses d'épargne, où existe un taux d'intérêt. Mais, derrière l'importance des chiffres — les excédents ont dépassé en novembre 4,2 milliards — il faut ramener cela au niveau des mé-

DE FEES



nages. Or, cette épargne n'équivaut qu'à deux ou trois mois de salaire. Ce qui est loin d'être impressionnant. L'autre forme d'épargne qui se développe — l'épargne logement — reflète la profondeur de la crise. En effet, si le système du crédit rend « attractif » ce placement, son taux actuel et le prix atteint par les logements dissuadent les éventuels acheteurs. Le moment venu, ceux-ci, plutôt que de s'engager dans l'aventure de l'achat, conservent leur livret en attendant des jours meilleurs. Ce qui explique que le nombre de permis de construire délivrés cette année ait baissé de 20 % par rapport à 1974. Commentaire du ministre de l'Equipement : « A moins d'un accroissement rapide des demandes de permis au cours des mois prochains, la construction pourrait donc être ralentie en 1975 ». Ce qui signifie un peu plus de chômeurs dans le bâtiment et des réactions en chaîne, en aval et en amont.

▶ L'investissement. Les raisons du peu d'empressement du patronat à investir ont des causes toutes différentes. Outre le fait qu'il est difficile d'investir lorsque 10 ou 20 % des capacités de production sont inemployées, la conjoncture nationale et internationale ne s'y prête pas. Enfin, dans une situation où il faut « brûler » du capital, il serait étonnant de voir des investissements massifs se faire. Pourtant, le gouvernement n'a reculé devant rien ; mais les mesures prises pour « pousser » à investir n'ont décidé que les patrons qui étaient déjà décidés. Mardi, les « économistes d'entreprise » ont publié un sondage portant sur les intentions de leurs dirigeants. C'est un démenti cinglant — et autorisé — aux prévisions gouvernementales. Alors que Fourcade table pour 1976 sur une hausse de 5 % des investissements des entreprises non financières, les membres de l'Association française des économistes d'entreprise (Afede) annoncent une croissance de 0,6 % (soit 8,33 fois moins) ! Et il faut les croire. Car eux savent ce que leurs patrons ont décidé. Partant de là, les prévisions des « afédiens » sont légitimement pessimistes... Pas d'investissement, pas de postes de travail supplémentaires ; pas de relance ou au mieux, après une légère reprise, une nouvelle décélération en 1976. On le voit, les perspectives ne sont pas brillantes.

Autre langage pour les patrons

Au refus d'investir des patrons « français» s'ajoute un autre phénomène. 24 % des investissements réalisés dans l'industrie française étaient dus, en 1973, à des trusts étrangers. Dans les circonstances actuelles, on comprend que ces derniers choisissent des pays où les bénéfices sont encore plus juteux qu'en France. Et ces pays existent. La preuve ? Le patronat français; qui hésite à investir dans l'hexagone, le fait, avec la bénédiction de Segard, de plus en plus là où c'est possible.

Faut-il après cela croire que la reprise est là ? Mais avant tout, que signifie « la reprise » ? Il est possible et même certain que, confrontées à une demande supplémentaire, les entreprises, plutôt que d'embaucher de nouveaux salariés, accroîtront l'intensité et la durée du travail. Cette reprise-là serait inacceptable. Seule une amélioration du niveau de l'emploi refléterait une véritable reprise de l'activité. Or ce n'est pas du tout vers cela que l'on se dirige. La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, la Datar, a calculé que l'industrie française ne créerait que 19 000 emplois d'ici à 1980...

Jacques Chirac n'a pas caché d'ailleurs que la situation de l'emploi serait « tendue pendant plusieurs années ». Et, franc comme l'or, il a ajouté : « Nous devons parvenir à une évolution plus modérée des prix et des revenus ». Pour les prix il est difficile de lui faire confiance. Pour ce qui est des revenus, la C.g.t. a chiffré la perte : pour les salariés, compte tenu des augmentations de salaire, de prix, etc., cela représente, pour les 10 premiers mois de l'année, une baisse de pouvoir d'achat de 2,5 %. Quant aux chômeurs...

Ce n'est pas le même langage qui est tenu aux patrons. Pour eux, tout est permis. Après les différents « plans » de relance, il y a les « actions » à l'étude. Elles sont de taille : réévaluation des bilans pour permettre aux entreprises de reconstituer leurs fonds et comprimer le niveau d'endettement, retour à la liberté des prix industriels et, surtout, la prise en charge par l'Etat des charges sociales. Chirac n'a d'ailleurs pas caché ses projets. Selon lui, le progrès social est lié « aux efforts que la collectivité sera prête à consentir pour assurer le financement des charges sociales ». Autrement dit, l'Etat prendra en charge ce que les patrons ne veulent plus payer ! Après avoir créé un volant de chômage important, avoir pesé sur les revenus, voilà que, de manière détournée — la fiscalité — le patronat va faire payer aux salariés les charges qui lui incombent. La boucle est bouclée. Pour restaurer les taux de profit le patronat a plongé la France dans la crise et fait appliquer sa politique au gouvernement. Sur toute la ligne. C'est beau, c'est grand, le libéralisme avancé.

GUY PERRIMOND



changer la vie sociale et économique

CHAIX CONDAMNEE

Le verdict est tombé : l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) doit cesser ce samedi ses activités. Ainsi en a décidé la direction, avec l'accord du tribunal de commerce de Paris. Pour les 640 employés, une nouvelle épreuve commence, un an à peine après la fin de l'action qu'ils avaient dû mener, au sein de la Néogravure, contre sa liquidation. Etait alors née la Société nouvelle imprimerie Chaix, en novembre 1974, avec un programme de développement appuyé par certains industriels.

Que reste-t-il de ces beaux projets ? Peu de choses en vérité. Dès la fin de l'année 1974, de gros clients de l'ancienne société Chaix résiliaient leur contrat : un hasard ? Et, comble de malchance, le pool bancaire qui devait être constitué pour soutenir la nouvelle imprimerie n'a jamais vu le jour.

D'échec d'association avec d'autres imprimeries en nouvelle résiliation de contrat, au début de l'été, la Société nouvelle imprimerie Chaix se trouvait acculée.

Officiellement pour sauver l'entreprise, la direction annonçait, en septembre, un plan de redressement avec « repli » sur les activités rentables. Autrement dit, 410 licenciements (sur 640 salariés) étaient annoncés. Une solution inacceptable pour les syndicats, qui la rejetaient. La direction a maintenant beau jeu de les accuser d'avoir bloqué la situation et d'avoir ainsi conduit l'entreprise à la fermeture.

Les responsables du syndicat du Livre C.g.t. estiment qu'il faut remonter aux lenteurs mises à constituer la nouvelle société pour trouver la cause du départ de la majorité des clients. Les délégués de l'entreprise ont annoncé que tout serait mis en œuvre, « y compris la grève avec occupation des locaux, pour le respect des accords de novembre 1974 et pour le maintien du potentiel industriel sur place ».

LIEVIN : LES HOUILLERES SANS PITIE

Une délégation de mineurs C.g.t. et C.f.d.t., une vingtaine de veuves des victimes de la catastrophe de Liévin et le maire socialiste de cette commune se sont rendus à Matignon le mois dernier pour protester contre les conclusions de l'enquête sur cette catastrophe.

Il est en effet choquant que, près d'un an après le drame, la vérité ne soit toujours pas dite et la justice pas passée. Le sentiment que le Pouvoir temporise à l'excès pour démobiliser l'opinion se répand. Par ailleurs, les conclusions du rapport du service des Mines d'après lesquelles la rupture d'un flexible serait à l'origine du drame n'est pas satisfaisante. Pour les syndicats il est étonnant de constater que les nombreux manquements aux règles de sécurité qu'ils avaient relevés, comme le sens inversé de l'aérage, l'existence de poches d'accumulation de grisou, la présence de vieux travaux abandonnés non isolés des travaux neufs, l'absence d'une tête de télégrisoumétrie et l'absence d'un gazier détecteur parti à la retraite, ne sont pas retenus dans ce rapport.

Enfin, que dire de l'attitude des Houillères ? Leur rigidité extrême dépasse l'imagination. La catastrophe étant survenue un 29 décembre, il a été retenu les trois derniers jours de ce mois sur la paie des victimes ! Leurs familles ne reçoivent plus qu'une quantité de charbon réduite. On a même retenu à l'une des veuves le prix de la combinaison déchiquetée que portait son mari au moment du drame ! Comme le dit Henri Darras, le maire de Liévin : « Les Houillères n'ont aucune humanité. La situation de certaines veuves qui n'auront pas plus de 1 200 F par trimestre est très difficile. Ce n'est tout de même pas la faute de leurs maris s'ils n'ont pas pu faire leurs 30 ans de mine. Il faut savoir que le plus gros des secours est allé au fonds de solidarité général de Douai. Ce fonds agit dans l'intérêt de l'ensemble des victimes des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. On ne peut donc pas dire, comme l'ont fait certains journaux, que les familles des victimes de Liévin auraient touché des sommes astronomiques. Il s'en faut même de beaucoup ».

LE COUDE-A-COUDE DU 2 DECEMBRE

Que ce soit dans les P.t.t., à la S.n.c.f., à l'E.d.f., à la télévision ou à la radio, dans les services publics ou dans de nombreuses entreprises du secteur privé, l'appel lancé par la C.g.t. et la C.f.d.t. pour une journée nationale d'action, mardi dernier, a rencontré un large écho.

Ce qui avait motivé cette journée était surtout l'avant-projet de loi sur la retraite à 60 ans proposé la semaine passée par le gouvernement. Mais ce n'était pas l'unique sujet de mécontentement. « Alors que la situation de l'emploi devient catastrophique, déclarent en commun les deux centrales syndicales, le gouvernement refuse délibérément de prendre toute mesure qui permettrait d'assainir cette situation... La multiplication des accidents du travail, des atteintes aux libertés syndicales et au droit de grève sont autant de raisons supplémentaires pour réagir vivement ». A ces thèmes hélas ! classiques, s'ajoute aujourd'hui celui de la défense de la Sécurité sociale que les récentes déclarations du ministre des Finances menacent directement.

Sans aller jusqu'au mot d'ordre de grève national, les confédérations ont voulu laisser toute latitude à leurs organisations : que chacune, en fonction de la situation locale, choisisse ses modes d'action. C'est ainsi qu'on a pu assister mardi aussi bien à des débrayages qu'à des manifestations ou des grèves de 24 heures.

Trois secteurs ont été particulièrement touchés :

▶ La S.n.c.f., où un préavis de grève s'étendant sur 36 heures a permis à toutes les catégories de personnel de participer à l'action, en particulier dans la région parisienne, à Lyon, Marseille, Chambéry, Nantes, Rouen et dans tout le Sud-Ouest. Dans la banlieue parisienne, on estime que le trafic a été perturbé à plus de 50 %.

▶ Dans les P.t.t., les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. ont déposé des préavis de grève couvrant l'ensemble des services. Mais seuls les services du tri et de l'acheminement furent touchés. Suivant leur brigade, les agents ont décidé de faire grève par roulement, et cela jusqu'au 7 décembre.

▶ Programme minimum également pour les téléspectateurs et pour les auditeurs de Radio-France. Les personnels administratifs et techniques avaient décidé, au cours d'assemblées générales, de se mettre en grève. L'intersyndicale des journalistes de la première chaîne avait également appelé ses adhérents à cesser le travail avec une revendication particulière : faire aboutir les négociations des conventions collectives, toujours au point mort.

On a aussi enregistré des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24 heures dans les arsenaux, la métallurgie, le bâtiment, l'enlèvement des ordures ménagères, les hôpitaux, en particulier ceux de l'Assistance publique à Paris.

Enfin, cette journée a permis de constater que, malgré les divergences qui les opposent parfois, militants C.g.t. et C.f.d.t. se retrouvent au coude à coude dans l'action. Ce qui correspond aux vœux des confédérations, comme l'expliquait récemment le secrétaire général de la C.g.t., Georges Séguy : « Cette journée est une nouvelle phase de l'unité d'action syndicale que nous sommes fermement décidés à poursuivre ensemble. »

FLICS CONTRE CHEMINOTS

La concertation ? Les employés de la S.n.c.f. viennent d'en avoir un exemple. La section d'entreprise du P.s. de la direction générale S.n.c.f. explique : « Mercredi 19 novembre, au siège de la direction générale de la S.n.c.f., quelques centaines de cheminots manifestaient leur mécontentement sous les fenêtres des directeurs et se proposaient de remettre à ces derniers les pétitions dont ils étaient porteurs. C'était

compter sans la présence d'une centaine de policiers auxquels la direction avait fait appel et qui s'étaient dissimulés dans tous les couloirs du bâtiment... C'est ainsi que l'on pratique dans les faits la concertation que le Pouvoir vante à longueur d'année dans le cadre de sa société libérale avancée ».

LE TORT D'ETRE MERE

Au Centre spatial de Toulouse, une petite grève qui ne manque pas d'intérêt : depuis 7 semaines, les 13 employés de la société Reproff luttent contre les licenciements.

La société Reproff est une entreprise montée à l'intiative du Centre national d'études spatiales, qui lui confie des travaux de sous-traitance. Elle n'adhère pas au syndicat patronal et n'a signé aucune convention collective. Les « usages maison », inscrits dans le règlement intérieur, laissent rêveur : « Le tutoiement est à proscrire, car nous exigeons une tenue empreinte de correction... Les absences pour convenance personnelle ou familiale doivent être demandées suffisamment à l'avance pour ne pas gêner le service et, bien que prélevées sur les congés payés, ne constituent pas un droit et ne peuvent être accordées qu'exceptionnellement ».

Dans cette entreprise, 10 personnes sont payées au Smic ; les salaires des autres ne dépassent pas 2 000 F. Le personnel se renouvelle souvent. Mais c'est le dernier licenciement qui a déclenché la grève : le patron de cette entreprise de pointe a en effet licencié une employée à son retour de congé de maternité !

Les 13 salariés ont alors décidé d'agir : le 13 octobre, ils se mettent en grève. Réplique de la direction : licenciement de 9 d'entre eux, pour fait de grève, tout simplement. Depuis, les grévistes, soutenus par les syndicats du Cnes, luttent pour conserver leur emploi, tout en tentant — en vain pour l'instant — d'intéresser la direction du Cnes à leur sort.

INFORMATIQUE : 200 JOURS D'AGONIE



L'informatique française est morte. 200 jours après l'annonce de la fusion des activités de la C.i.i. et d'Honeywell-Bull, une des rares industries de pointe où la France pouvait encore jouer un rôle vient de passer sous le contrôle d'une firme américaine. S'il a fallu 200 jours pour arriver à un accord définitif, ce dernier n'est pas plus « favorable » pour le personnel, la fabrication, la vente... et les clients que l'accord préliminaire du mois de mai. Au bas mot, 3 000 salariés risquent fort de perdre leur emploi. L'ordinateur X 4, dernier-né de la C.i.i., ne sera fabriqué qu'à quelques dizaines d'exemplaires, mais le « 66 », fabriqué aux Etats-Unis par Honeywell, sera largement vendu en France. La compatibilité entre les modèles C.i.i. et les matériels futurs n'est pas assurée, ce qui ne va pas encourager les achats. Quant à l'avenir de la « technologie française », il est difficile de se faire des illusions : le simple fait que le X 4 ne soit pas construit par la nouvelle firme est révélateur.

Tout cela a pourtant coûté cher à l'Etat. Sans parler des crédits alloués à feu le Plan calcul, la fusion va coûter 2,3 milliards : achat d'actions, apurement des comptes, subventions, etc. Plus 4 milliards de commandes garanties. Sans parler du coût de la création de la « péri-informatique », qui n'est pas du domaine de la C.i.i.-Honeywell-Bull. Or Michel d'Ornano a été clair : « Je demande aux industriels de me faire des propositions ». Ce qui signifie qu'il pourra « payer » leurs propositions...

En attendant, on aimerait savoir à quel secteur le ministre de l'Industrie va maintenant s'attaquer. L'aéronautique ?

Siemens mène le combat patronal

Premier groupe allemand par les effectifs, troisième trust mondial avec 300 000 salariés dans le domaine de l'électrotechnique, Siemens a connu une croissance exceptionnelle sous le IIIe Reich... On lui attribue une activité débordante au Chili en septembre 1973... Pays de prédilection pour son implantation : Brésil, Afrique du Sud, Espagne...

Siemens S.a., la filiale française, comptant 2 200 personnes, réparties dans 8 établissements et 3 usines, réalise un chiffre d'affaires de 600 millions dont 50 % avec l'administration et les collectivités locales. Sa production va du composant de centrale nucléaire au matériel médical et de télécommunication. Sans oublier les secteurs électro-ménager et informatique. La majeure partie de ces produits est importée, bien que deux usines soient implantées l'une à Haguenau, en Alsace, l'autre à Lormont, dans la banlieue de Bordeaux.

Fleuron du capitalisme ouest-allemand (un des « impérialismes secondaires » en progression), Siemens justifie par « la crise » son obsession d'augmenter le taux de profit.

Mai 1975 : 50 personnes licenciées à l'usine d'Haguenau.

Juin 1975 : 248 suppressions de postes annoncées, « ... nos actionnaires refusant de continuer à supporter nos pertes » !

Immédiatement, les militants C.g.t. réagissent et mobilisent l'ensemble du personnel. Ils parviennent à prouver que les comptes sont truqués, que des virements de fonds à la maison-mère (16 millions) échappent à tout contrôle — une question écrite a été déposée à l'Assemblée nationale par le député de Saint-Denis, exigeant une vérification de la comptabilité — que des frais financiers exorbitants sont payés... à la maison-mère !

Les élus de gauche soutiennent leur action. Les assemblées générales du personnel, les manifestations se succèdent. Partout les licenciements seront refusés, sauf à Bordeaux.

A Bordeaux, l'usine a été construite aux frais de la Communauté urbaine de Bordeaux, présidée par Jacques Chaban-Delmas. Une bonne affaire pour Siemens, qui a ainsi obtenu une réduction de prix pour les terrains, la viabilité, 12 millions de francs, plus 6 % des dépenses de construction et une prime de 15 000 F par poste créé. 1 500 emplois étaient prévus. En réalité, 450 seulement seront créés et 61 travailleurs licenciés !

En novembre, les licenciements refusés par les inspecteurs du Travail (100 personnes concernées) ont été autorisés par les directeurs départementaux du Travail. Dans la foulée et prenant prétexte d'une prétendue réforme des structures commerciales, la direction projette de supprimer les comités d'établissement de Saint-Denis (le siège social), Metz, Strasbourg, Lyon et Marseille. Choisi par le C.n.p.f., dans le cadre de la campagne contre les comités d'entreprise, Siemens a pour tâche de faire jurisprudence en la matière.

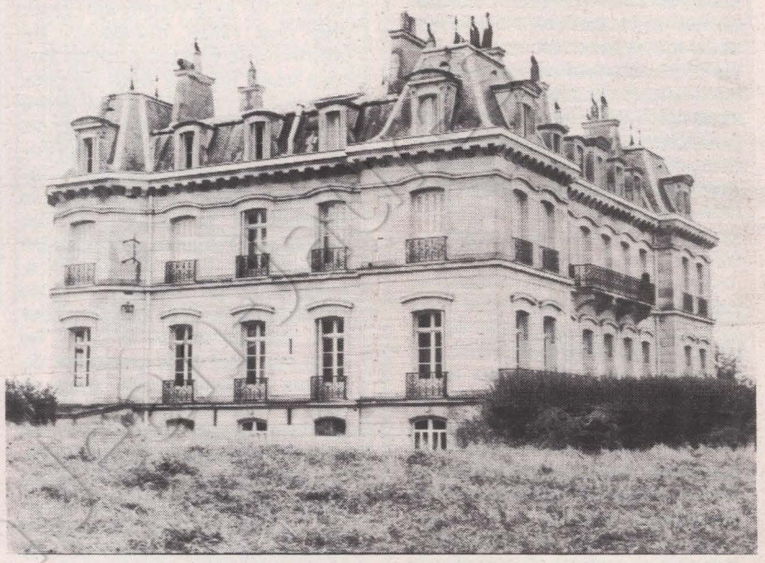
Bien sûr, depuis les premiers signes inquiétants, les syndicats sont sur le pied de guerre. De leur côté, Parti socialiste et Parti communiste sont plus que jamais mobilisés pour apporter leur soutien aux travailleurs menacés. Une aide bien nécessaire, car jamais la répression patronale ne s'est autant fait sentir, et sous ses formes les plus sournoises : obstacles à l'accomplissement des tâches professionnelles, atteintes portées à la compétence et à la responsabilité des salariés.

Pour faire face à cette offensive, les sections socialistes des localités où se trouve un établissement Siemens ont entamé une campagne d'information. Dans le 17e arrondissement de Paris, par exemple, Jean-Louis Lamey, secrétaire de la section, a été chargé de constituer un dossier pour dénoncer les agissements de la direction de Siemens.

LA VIE DE CHATEAU



Jean Constantin et Valéry Giscard d'Estaing lors du centenaire de La Bourboule, le 13 juillet dernier.



Le château du Theillat, à Sanssat.

De notre envoyé spécial

La Bourboule somnole entre deux saisons. L'été est parti, entraînant avec lui les curistes, les ânes et le petit train du Far-West — les deux moyens de locomotion les plus prisés par les enfants. L'hiver n'est pas tout à fait là qui va voir arriver la horde des skieurs, de ceux qui préfèrent le calme du plateau de Charlannes aux bousculades un peu snobs du Mont-Dore. La Bourboule va se réveiller à la veille de Noël. Devant les hôtels fermés, le touriste s'inquiète : « Vais-je trouver chambre et pension pour les fêtes de fin d'année ? » Pour calmer ses inquiétudes, il se rend au syndicat d'initiative, où on lui remet un dépliant intitulé « Se retrouver à La Bourboule » : tous les hôtels, toutes les pensions, toutes les locations possibles y figurent avec de beaux encarts. Tous les hôtels, sauf un. Car « Les Iles britanniques » fait l'objet d'un document à part qui en vante les mérites en ces termes : « Le confort est britannique. La cuisine est française. L'accueil est une longue tradition ». Le touriste, rassuré, sûr de trouver un gîte, ne relèvera peut-être pas le détail. Mais le journaliste de passage, curieux et intrigué, se demandera : pourquoi cette insistance publicitaire sur un hôtel en particulier ? En cherchant une réponse, il découvrira bien plus qu'il ne pensait.

Foin de Rouletabille, les faits sont là. L'hôtel des « Iles britanniques », est la propriété d'un certain Paul Constantin qui n'est autre que le maire Républicain indépendant de La Bourboule. Quand il l'a acquis pour une bouchée de pain, en 1970, il a déclaré vouloir y installer un établissement pour enfants, ce qui lui a permis de bénéficier d'un certain nombre d'exonérations fiscales. Quand Valéry Giscard d'Estaing est venu le 13 juillet dernier présider, en compagnie de Michel Durafour et de Simone Veil, les fêtes du centenaire de la station thermale, « Les Iles britanniques» était devenu un hôtel quatre étoiles. Aujourd'hui, de luxueux travaux y sont en cours d'achèvement ; l'ouverture est prévue pour le 15 décembre ; sur la porte vitrée ne figurent plus que trois étoiles, et aucune sur le document publicitaire.

Il semble bien que la valse des étoiles soit une des spécialités méconnues de La Bourboule. En effet, un document très officiellement diffusé par la Ville annonce des tarifs de pension pour des établissements de trois, deux ou une étoile « en instance de classement » (sic). « Les Iles britanniques » sont joliment encadrées par l'hôtel de ville et le casino de La Bourboule. Sans doute désireux de lui éviter des déplacements trop pénibles, le maire de La Bourboule avait proposé au président de la République de venir se restaurer dans cet hôtel des « Iles britanniques ». Giscard d'Estaing, conformément à la coutume, chargea le secrétariat d'Etat au Tourisme de prendre quelques renseignements sur l'établissement. Après enquête, le président de la République préféra que les agapes officielles aient lieu dans les salons du Casino. En cherchant bien, les fonctionnaires du ministère n'avaient trouvé aucune trace de l'attribution de toutes ces étoiles ! Il s'ensuivit une enquête des Renseignements généraux sur la personne de Paul Constantin. Une enquête dont les policiers eux-mêmes ne doivent pas encore être revenus.

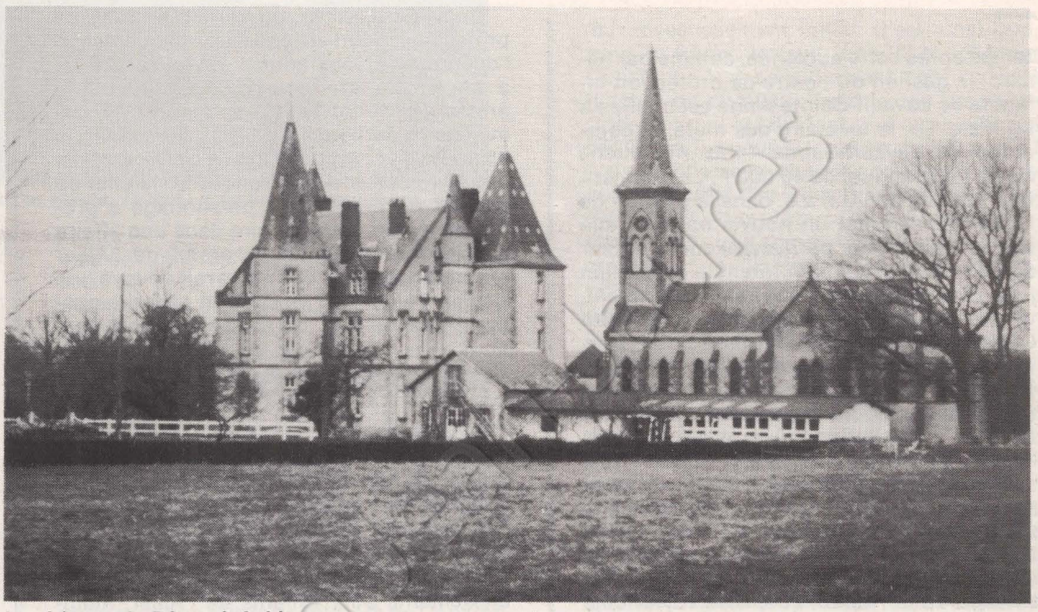
La Sécurité sociale est en déficit, au bord de la cessation de paiement, Fourcade voudrait la renflouer en majorant les cotisations des salariés. Pendant ce temps, à La Bourboule, le maire giscardien se remplit les poches, achète châteaux et hôtels, nourrit ses faisans et ses chiens sous prétexte d'aide à l'enfance en escroquant les deniers publics... et la Sécurité sociale.

Sacrés chasseurs

Paul Constantin est né en 1920. Il se présente volontiers comme administrateur de sociétés. Vers 1960, à quarante ans, il n'est qu'un illustre inconnu qui gère avec sa femme un petit aerium à La Bourboule « Les Hirondelles ». L'établissement a été acheté à partir de quelques biens familiaux dont



Le château du Grand-Montceau à Agonges : rendez-vous de chasse.



Le château du Réray, à Aubigny.

Constantin s'est séparé. Avec cet aerium déclaré comme société commerciale, Constantin n'est rien d'autre qu'un commerçant qui paie patente. Voilà pour 1960. Aujourd'hui, en 1975, Constantin est président de la section Auvergne de l'Association mondiale des amis de l'enfance (Amade). Il a été installé dans ses fonctions il y a quelques mois par la maréchale de Lattre de Tassigny et a reçu, à cette occasion, un télégramme de félicitations de l'archiduc Joseph de Habsbourg, président mondial de l'Amade. Que s'est-il passé pour Constantin entre 1960 et 1975 ? Il a tout simplement constitué sa fortune personnelle en mettant la main sur quelques établissements pour l'enfance. Voici l'histoire peu exemplaire de cette irrésistible ascension.

Ayant réalisé quelques bénéfices substantiels sur la gestion de son aerium de La Bourboule, Constantin achète en 1965 le château du Réray, à Aubigny. Ce château était auparavant l'ancien grand séminaire du diocèse de Moulins. L'évêque le cède pour une somme modeste, moyennant un accord avec Constantin : la chapelle du château restera un lieu de culte. Ce qui explique que, de temps à autre, des curés de Moulins vont s'assurer sur place que la petite église est bien en état... Au Réray, on installe bientôt un institut médico-pédagogique et professionnel qui accueille 120 garçons, tous débiles moyens. L'établissement est géré par une association privée à but non lucratif (loi de 1901) : l'Union hospitalière d'assistance à l'enfance (U.h.a.e.). Le siège de cette association est plutôt baladeur : en 1968, il est encore au 23, rue de Cléry, Paris 2e, mais on le retrouve au 5, rue du Helder, Paris 9e, en 1974 ; actuellement, une boîte aux lettres sans bureau ni locaux administratifs porte le sigle del'U.h.a.e. au 46, de la rue de Londres, Paris 8e. L'association est pourtant très officiellement déclarée à la préfecture de police de Paris, sous le numéro 307 P. Pour Constantin, elle a un double avantage : d'abord, elle paie un loyer annuel au propriétaire des murs du Réray, c'est-à-dire à Constantin (un loyer de plus de 200 000 F) ; ensuite, elle engage un directeur pour gérer l'institut médico-pédagogique et professionnel, ce directeur n'étant autre que Constantin lui-même. Or Constantin n'a ni l'expérience ni les diplômes exigés pour assumer de telles responsabilités : il n'est même pas bachelier et sa seule référence est d'avoir fait deux années de théologie. Mais il se couvre en engageant lui-même un sous-directeur qui, lui, répond aux normes administratives et a l'honorable avantage d'être un ami d'Olivier Guichard...

Seconde étape de l'ascension en 1966 : Constantin crée une société civile immobilière dont il détient évidemment la majorité des parts, le reste étant divisé entre sa famille et quelques hommes de paille. Cette société civile achète le château du Theillat, à Sanssat, à une vingtaine de kilomètres de Vichy. Là est installé un institut médico-pédagogique dont la gestion est confiée, comme par hasard, à l'U.h.a.e. Et, comme par hasard, l'U.h.a.e. verse un loyer, lui aussi supérieur à 200 000 francs lourds, à la société civile immobilière dont Constantin est l'actionnaire principal.

Cette même année 1966, Constantin crée une autre société civile immobilière dont les principaux actionnaires sont... lui-même et la première société civile immobilière. Cette nouvelle société achète le château du Grand-Montceau à Agonges (à quelques kilomètres du Réray). Ce château appartenait auparavant à la famille d'une dame qui est la « conseillère sociale » du sénateur Jean Cluzel, président C.d.p. du Conseil général de l'Allier. Ce château devient le siège d'une société de chasse que préside alors un certain Caserta, adjoint au maire — et député U.d.r. — de Moulins, Hector Rolland. Après les battues, les chasseurs se voient servir au Grand Montceau des repas confectionnés par le personnel du Réray avec les réserves alimentaires du Réray. Constantin empoche lui-même le prix des repas et oublie de le reverser dans les caisses de l'institut médico-pédagogique et professionnel. L'adjoint de Rolland, devant de telles pratiques, préfère démissionner et les chasseurs, devant le prix exorbitant des repas, finissent par emporter leur casse-croûte... ou aller chasser ailleurs. On découvrira même que le garde-chasse du Grand-Montceau est appointé sur le budget du Réray. Par ailleurs, des membres du personnel du Réray étant logés au Grand-Montceau, cela permet à Constantin de se verser à lui-même (à l'U.h.a.e.) le 0,90 % de la taxe à l'habitat.

Une facture de 27 000 journées

En 1967, l'ascension continue. A Lavault-Sainte-Anne, près de Montluçon, se trouve un centre de protection infantile. Il était jusqu'alors géré par une congrégation religieuse de Tours. Mais les religieuses viennent à manquer et le maire de Lavault-Sainte-Anne consulte Constantin. Quelque

→

LA VIE DE CHATEAU

temps après cette audience, comme par hasard, la gestion du centre de protection infantile de Lavault-Sainte-Anne est confiée à l'U.h.a.e. Là, le locataire des murs, la commune de Lavault-Sainte-Anne, ne touche qu'un loyer annuel de 40 000 F. La première intervention de l'U.h.a.e. dans la gestion de l'établissement est un nouvel hasard : elle consiste à nommer permanent coordinateur au centre de protection infantile un certain Paul Constantin. Il s'y adjoint, évidemment, un salaire digne de ces fonctions. Et Paul Constantin d'embaucher aussitôt un économe pour l'établissement : son fils Jean-François. Ce digne enfant ne quittera ces fonctions que pour devenir directeur de l'hôtel des « Iles britanniques » à La Bourboule au printemps de 1975.

Après l'achat de l'hôtel, Constantin couronne son ascension par son élection à la mairie de La Bourboule en 1971. Et il ne comptait pas en rester là : en mai 1974, au lendemain de l'élection de Giscard à la présidence de la République, il se voyait déjà successeur du Président dans ses fonctions de conseiller général de Rochefort-Montagne. Il tonitruait dans les lieux publics : « C'est moi qui remplace Valéry ». Il ne fut jamais candidat. Il semble bien qu'à l'époque déjà les Républicains indépendants avaient eu vent de sa façon de gérer les établissements pour l'enfance.

La bombe éclata publiquement quelque temps avant la visite de Giscard d'Estaing à La Bourboule. Le 17 juin dernier, en effet, Constantin a comparu devant le tribunal de grande instance de Moulins sur plainte de la Caisse primaire de Sécurité sociale de l'Allier. Il lui était demandé de rembourser 650 000 F indûment perçus. La Sécurité sociale appuyait sa demande sur la loi : pour des établissements du type de celui du Réray, la Sécurité sociale verse un prix de journée forfaitaire par enfant, habituellement fixé par arrêté préfectoral ; ce prix n'est évidemment payé que pour les journées où les enfants sont présents ; or Constantin avait tranquillement facturé 27 000 journées pendant lesquelles les enfants étaient en vacances ! Prétextant des ennuis familiaux, le président du tribunal s'est absenté le 17 juin, s'est fait remplacé par un jeune juge, mais a été vu du côté de la préfecture de l'Allier dans l'après-midi du procès. Résultat : le juge remplaçant a accepté les thèses du défenseur de Constantin ; à savoir : les enfants accueillis au Réray viennent d'autres départements que l'Allier et les Caisses de Sécurité sociale de ces départements n'ont qu'à rembourser ! Moyennant quoi Constantin n'a pas été condamné et a pu recevoir en toute dignité le président de la République à La Bourboule. Mais l'affaire doit passer prochainement en appel à Riom. Et, entre-temps, les autres Caisses se sont solidarisées avec la Caisse de Sécurité sociale de l'Allier.

Depuis ce procès, un certain nombre de protestations ont été émises publiquement à l'encontre de Constantin. Le syndicat C.f.d.t. a demandé à être reçu en délégation par le préfet de l'Allier le 16 septembre. La demande d'audience a été adressée le 25 août ; les syndicalistes n'ont été reçus que le 13 octobre par Mondésert, le chef de cabinet du préfet... Ce personnage a prétendu ne rien pouvoir faire dans une affaire aussi compliquée. Or le préfet de l'Allier lui-même, en avril dernier, avait envoyé une lettre à Constantin mettant en cause la gestion de ce dernier. De qui se moque-t-on ?

Rapports à l'Elysée

Plus récemment, la C.f.d.t. a rendu publique une lettre au préfet. Cette action a été suivie de l'envoi d'une missive signée du responsable départemental de l'Association nationale des communautés d'enfants : elle demandait une audience au préfet à propos de l'affaire Constantin. Les directeurs d'établissements pour enfants de l'Allier, membres du Centre régional pour la jeunesse inadaptée en Auvergne, ont fait de même, certains allant jusqu'à réclamer l'exclusion de Constantin de leur profession. Toutes ces interventions mettaient en cause l'honnêteté et la gestion de Constantin. Ce qui était amplement suffisant pour que le préfet puisse appliquer les textes : demander l'ouverture d'une enquête et, en attendant, suspendre Constantin de ses fonctions tout en confiant la gestion de ses établissements à un administrateur provisoire.

Non seulement le préfet de l'Allier ne l'a pas fait mais, de plus, il a essayé d'étouffer l'affaire. Pourquoi ? Sur ordre de qui ? C'est qu'actuellement la Brigade régionale des contrôles fiscaux et la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale sont parfaitement au courant des malversations de Constantin. Des rapports à son propos sont en ce moment entre les mains du préfet de la région Auvergne, du président du Conseil régional (le R.i. Morellon), au cabinet de Simone Veil, ministre de la Santé, au cabinet de Michel Durafour, ministre du travail et de la Sécurité sociale, et même à l'Elysée.

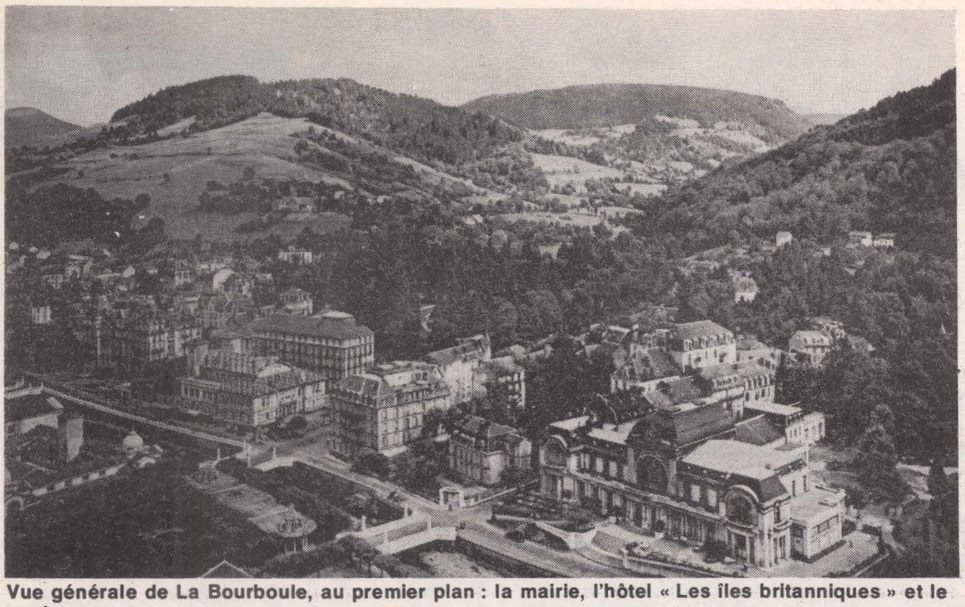
Que peut-on reprocher à Constantin ? Ce que la C.f.d.t. lui a reproché publiquement dans sa lettre ouverte au préfet, ce dont Constantin n'a jamais protesté. Tout d'abord : une répression antisyndicale contre tous les délégués qui entendent seulement faire appliquer le règlement intérieur des établissements, faire respecter la législation du travail et les conventions collectives. Ensuite : tous les agissements illégaux de la « mafia Constantin », selon le terme employé par la C.f.d.t. Et c'est là le plus grave : Constantin confond volontiers la gestion d'établissements privés à but non lucratif et ses intérêts personnels. Il a ainsi fait payer sur différents budgets des établissements qu'il gère — l'institut médical pédagogique et professionnel du Réray, l'institut médico-pédagogique du Theillat et le centre de protection infantile de Lavault-Sainte-Anne — des fournitures et des factures qui ne relevaient que de quelques plaisirs ou consommations personnels.

Ces « détournements » atteignent près d'un million et demi de francs pour la seule année 1974. Cette somme s'ajoutant aux salaires et loyers qu'il perçoit déjà officiellement dans les établissements cités — au moins 500 000 F de plus.

Citons quelques faits. Au centre de protection infantile « La Charité » à Lavault-Sainte-Anne, le fils de Constantin — qui est aussi l'économe de la maison —, Jean-François, a fait figurer dans les dépenses de l'établissement des factures de produits livrés à son adresse personnelle à Montluçon. Ce même Jean-François Constantin, avant de devenir gérant des « Iles britanniques » à La Bourboule, a effectué un stage de deux mois à l'hôtel de Paris à Moulins : pendant cette période, il a continué à être payé par « La Charité » ! Au Theillat, à Sanssat, deux jardiniers — dont on ne sait vraiment où ils travaillent — sont payés comme personnel de l'I.m.p. Choses encore plus étonnantes dans cet établissement : un membre du conseil d'administration de l'U.h.a.e., un certain Juvin, s'est annexé toute une aile du château, où il vit le plus confortablement du monde au milieu de très beaux meubles ; il utilise en outre une 204 immatriculée dans le Var dont les frais d'amortissement sont comptabilisés sur le budget de l'institut médico-pédagogique !

Comptabilité maquillée

Mais la palme du magouillage revient sans conteste à l'institut médico-pédagogique et professionnel du Réray. Là, les services du fisc ont dû s'en donner à cœur joie, car la comptabilité de Constantin est digne du plus bel inventaire de Prévert. On y trouve pêle-mêle, sans justification par rapport aux besoins de l'établissement, des achats de poufs, de meubles, de cuisinière et même pour 2 000 F de vaisselle achetée à Bandol. On y trouve 750 F mensuels pour les « missions et réceptions », sans qu'aucune facture ne justifie cette sortie à répétition. On y trouve la note de soins dentaires donnés au petit-fils de Paul Constantin et des factures libellées à l'adresse d'une maison de la rue de Decize, à Moulins, qui serait la propriété de l'U.h.a.e. On y trouve le montant d'un bloc de cuisson en vitro-céramique qui a dû être livré ailleurs, puisqu'il n'est nulle part dans l'établissement. Et le montant d'un réservoir d'eau livré au château de Montceau à Agonges. Et des factures d'entretien des parcs et jardins d'Agonges. Et le coût de réparations effectuées sur la voiture de Mme



Vue générale de La Bourboule, au premier plan : la mairie, l'hôtel « Les îles britanniques » et le casino.

Constantin, qui n'est pas employée de la maison. Et des notes de graines servant à la nourriture de quelques centaines de faisans à Agonges. Et des traces d'achat de produits bien utiles à un établissement réservé aux garçons : du rouge à lèvres, du dissolvant, des serviettes périodiques... Le poste budgétaire consacré aux salaires entrouvre des horizons nouveaux : le jardinier du château d'Agonges, le garde-chasse du même endroit et une employée de maison de Constantin sont officiellement payés par l'institut médico-pédagogique et professionnel.

Mais les employés du fisc ont surtout dû faire des bonds quand ils sont tombés sur certaines factures d'eau, d'électricité, de fuel et de téléphone. Le budget du Réray s'est en effet révélé si généreux qu'on a trouvé dans ses colonnes des quittances d'E.d.f. qui correspondaient à deux maisons à Aubigny, un appartement à Chamalières, une maison à Moulins, un château à Agonges et, bien sûr, l'ineffable hôtel des « Iles britanniques » à La Bourboule. Le téléphone de la maison de Moulins était également payé par le Réray ainsi que l'eau du château d'Agonges et des maisons d'Aubigny. Surtout, une livraison de 30 000 litres de mazout pour le château d'Agonges s'est malencontreusement retouvée dans la comptabilité du Réray. Au prix actuel du produit livré, cela signifie que Constantin a fait payer à la Sécurité sociale une somme de près de 20 000 F qui lui a servi à chauffer son rendez-vous de chasse.

Côté frais, Constantin n'y va pas non plus de main morte : en dehors du défraiement forfaitaire journalier qu'il reçoit pour ses déplacements, il rapporte volontiers quelques notes bien senties : ce monsieur ne descend que dans des Hilton à 200 F la nuit ; l'enfance inadaptée a bon dos ! C'est le même esprit qui préside quand Constantin confond véhicule de service et véhicule personnel : pendant la première quinzaine de juillet, l'été dernier, il s'est mis en vacances pour préparer la visite du président de la République et le recevoir ; il est tranquillement parti à La Bourboule avec la 504 de service du Réray...

Autre astuce de Constantin pour gagner un peu d'argent : il prétend organiser lui-même dans son établissement la formation professionnelle continue ; pour ce faire, il délivre des diplômes d'éducateurs, qui n'ont aucune valeur et, en contrepartie, empoche la somme qu'en tant que directeur de l'U.h.a.e. il devrait remettre à des organismes compétents. Cela, hélas ! ne tombe pas sous le coup de la loi, puisque la loi le permet. Mais que dire de ces petits « détournements » personnels qui, au bout du compte, constituent une belle somme en fin d'année ? Quand, pour ses besoins personnels et familiaux, Constantin achète du saumon, des croissants, une escalope, une bouteille de whisky, de la viande pour chien, de l'avoine, de quel droit fait-il figurer ces dépenses sur la comptabilité d'un établissement pour l'enfance ? A moins qu'on nous explique que lesdits enfants sont nourris tantôt avec des produits de chez Fauchon, tantôt avec de la pâtée pour chiens. A moins qu'on nous explique que la belle-mère de Constantin, dont quelques factures ont gentiment été « utilisées », ait été déclarée d'utilité publique pour l'enfance inadaptée. Constantin, lui, sait bien qu'il ne s'agit pas là de plaisanteries. Dès qu'il a su que des agents du fisc interrogeaient ses fournisseurs, il s'est empressé d'aller négocier de nouvelles facturations avec les commerçants visités. Ces plaisanteries-là s'appellent du maquillage de comptabilité.

Au coût du whisky

Certes, Constantin n'a pas toujours eu tutelle sur trois établissements, mais si l'on considère la somme d'argent qu'il a réussi à se faire payer en 1974, si l'on considère que ses procédés ne sont pas nouveaux, on risque d'arriver à un total astronomique. Combien a-t-il pu empocher ainsi en quelques années ? Pourquoi sa gestion n'a-t-elle jamais été contrôlée ? C'est là le fond du problème. C'est tout le fonctionnement des établissements pour l'enfance inadaptée qui est en cause. Historiquement, dès la Libération, sous couvert de la loi de 1901, d'anciennes sociétés à but lucratif ont pu tout à coup devenir des sociétés à but non lucratif et être ainsi directement prises en charge par les services publics, c'est-à-dire par l'argent de tous les citoyens.

Résumons : l'Etat se refuse à prendre en charge l'investissement immobilier que constituent ces établissements, mais il en assure le budget de fonctionnement. L'état actuel de la situation incombe surtout à Marie-Madeleine Dienesch, qui, lors de ses années ministérielles, a laissé naître nombre de sociétés civiles immobilières qui reçoivent chaque année de l'Etat l'équivalent de leur investissement initial. C'est ainsi que, pour le Réray, le loyer annuel touché par Constantin est sensiblement égal au prix d'achat du château. Dans le cas précis de Constantin, il est évident que c'est avec les bénéfices faits sur la location du Réray qu'il a pu s'acheter le château du Grand-Montceau et l'hôtel des « Iles britanniques ». Autrement dit, sous prétexte qu'il ne peut au départ investir une somme importante pour la création d'un établissement pour enfants, l'Etat devient par la suite la vache à lait de la personne privée qui investit la somme initiale. Ah, la belle gestion publique que voilà !

Cette situation est d'autant plus scandaleuse qu'elle va en s'aggravant et que, bientôt, des pratiques comme celles de Constantin risquent de se voir officialiser. N'a-t-on pas entendu Simone Veil déclarer à la tribune de l'Assemblée, le 3 octobre 1974, lors du débat sur le projet de loi en faveur des personnes handicapées : « Il n'a pas paru opportun d'écarter les établissements à but dit lucratif... » ? Dans ces conditions, si la politique actuelle mène à un racket organisé au seul bénéfice de quelques intérêts privés, on ne voit pas pourquoi Constantin se gênerait.

L'Association des communautés d'enfants au plan national, tient un discours très clair : « Pour le présent, nous acceptons l'existence d'un secteur privé, mais à condition qu'il soit contrôlé par les payeurs. A court terme, nous souhaitons l'étatisation de tous les établissements au service de l'enfance. » Dans le cas de Constantin, les payeurs sont la Sécurité sociale et l'ensemble des citoyens. La Sécurité sociale est en procès avec Constantin : elle défend ses intérêts. Mais qui défend les intérêts des citoyens dont l'argent sert à Constantin pour aller acheter de la vaisselle à Bandol ou du whisky place d'Allier à Moulins ? Qui va pouvoir contrôler l'utilisation des deniers publics qui, pour le présent, servent à nourrir des chiens ou des faisans sous prétexte d'aider des enfants ? A ceux qui jugeront exagérée l'importance que nous accordons aux frais personnels de Constantin portés sur le budget de trois établissements pour enfants, il convient d'expliquer ceci : le prix forfaitaire de journée par enfant, payé par la Sécurité sociale pendant un an, est calculé à partir du chiffre global du budget de l'année précédente, que l'on divise par le nombre d'enfants accueillis. Donc, en toute logique, plus Constantin achète de whisky cette année, plus son prix de journée sera majoré l'année prochaine. Si cela ne s'appelle pas du racket de l'argent public, alors quel terme employer ? Qu'en pense le préfet de l'Allier et que fait-il de ce lourd dossier ?

Le 13 juillet dernier, Giscard d'Estaing assura qu'il voyait en La Bourboule « le paradis des enfants ». Voulait-il signifier alors que saint Pierre, à l'image de Constantin, ne serait qu'un boutiquier ?

ANTOINE BREANT

Universités

SAVOIR, SAVOIR-FAIRE ET SAVOIR-ETRE

De notre envoyé spécial

« Il fallait marquer le coup ». Pour Michel Berson, secrétaire général de Démocratie et Université, organisme associé au P.S., nul doute qu'il l'a été. Pendant deux jours, samedi et dimanche derniers à Amiens, la « Rencontre nationale des universités » organisée par Démocratie et Université a permis à une soixantaine de responsables politiques et syndicaux, d'universitaires et de spécialistes des problèmes d'éducation d'échanger leurs réflexions. C'était la première fois depuis des années qu'une organisation proche du P.S. prenait l'initiative d'une discussion de cet ordre. Non sans un certain mérite, car les thèmes étaient piégés : la gauche et l'autonomie universitaire, la gauche et les formations supérieures à finalité professionnelle. Autant de terrains où les récupérations par le Pouvoir giscardien sont faciles. Autant, pourtant, de problèmes réels dont il fallait débattre en se plaçant dans la perspective d'un accès au pouvoir de la gauche unie autour du programme commun.

« Tout cela aura permis d'éclaircir pas mal d'idées », remarquait à la sortie un des participants. De fait, sur le second thème notamment, la discussion est allée loin, soulevant des problèmes neufs. La question des formations professionnelles à l'Université est posée depuis quelques années. Auparavant, c'était simple : sans le dire le plus souvent, les vieilles facs préparaient à des professions : l'enseignement, pour les lettres et les sciences ; le barreau et la magistrature (ainsi que les concours de la Fonction publique), pour le droit. Seules les études de médecine et pharmacie avaient une vocation explicitement professionnelle. Avec la croissance des effectifs étudiants, la vieille machine s'est paralysée.

Que faire ? Non sans réticences, on a trouvé : créer des filières professionnelles. Que les universités préparent à des métiers auxquels, jusque-là, elles ne préparaient pas (souvent parce qu'ils n'existaient pas). Dès 1966, c'est ce qui fut fait pour les enseignements techniques supérieurs, avec les Instituts universitaires de technologie. Puis, à partir de 1970, il y eut création de quelques dizaines de maîtrises de sciences et techniques (M.s.t.) et de diplôme d'études supérieures spécialisées, (D.e.s.s.) où l'on a pu voir parfois une panacée.

Or, comme devait le faire remarquer Maurice Bernadet, président de l'université de Lyon II, c'est loin d'être le cas. Ce sont des formations hautement spécialisées — aménagement urbain, par exemple — dont les débouchés sont souvent aléatoires et numériquement fort limités. De plus, elles répondent à des « besoins » qui, aux yeux des socialistes, posent souvent bien des problèmes. Par ailleurs, elles coûtent fort cher et amènent les universités à déshériter à leur profit les formations traditionnelles en raison de la pénurie des moyens : du coup, on crée comme cela une filière d'élite au sein d'une université par ailleurs sous-développée. Enfin, ces formations mobilisent leurs étudiants à temps complet, ce qui, en l'absence d'un système d'aide particulier, a les conséquences sociales qu'on imagine.

D'autant que la question va en réalité plus loin qu'on ne croit. Un des acquis du colloque aura sans doute été de remettre en cause la notion de qualification supérieure. Rien de plus simple, pourtant, que cette notion. On a fait des études poussées sur la résistance des matériaux. Donc, on doit logiquement accéder à une fonction d'encadrement dans une entreprise (par exemple) de construction ou d'aéronautique. En réalité, le vocabulaire est piégé. L'étude détaillée — telle qu'elle fut menée par Jean-Paul Bachy et plusieurs de ses collaborateurs — des « qualifications » branche par branche prouve qu'au « savoir » du cadre s'ajoute, outre un savoir-faire, un « savoir-être » très important. Autant que la capacité technique, le patronat requiert du « bon cadre » une certaine mentalité, une certaine adhésion aux « valeurs de l'entreprise ». C'est pour cela qu'il y a des secteurs où moins de la moitié des cadres possèdent un diplôme supérieur. C'est une illusion que de croire qu'en l'état actuel des choses la « qualification supérieure » est une donnée principalement technique. Une autre illusion, plus grave encore, de s'imaginer qu'il est possible d'opérer une adéquation entre les « besoins » d'une part et les formations de l'autre.

Il y aurait d'ailleurs à dire sur la notion de besoin. Comme l'observait Jacques Vaudiaux, les « besoins » dont on parle actuellement sont ceux de l'économie capitaliste, non pas des besoins sociaux, inexprimés, refoulés ou réprimés. De même, la liaison avec « le milieu industriel » se résume pour le patronat (et pour certains universitaires) à la liaison avec l'entreprise (et donc ses dirigeants) et non avec ses travailleurs (et leurs organisations).

Dans ces conditions, on s'est bien, à Amiens, trouvé devant une série de dilemmes. Que les formations professionnelles aient toute leur place à l'Université — à laquelle on doit intégrer réellement les grandes écoles — nul n'en disconvient. Il ne faut ni en oublier les limites ni en méconnaître les dangers. Au-delà, la gauche devra repenser entièrement le problème, ne serait-ce qu'en définissant des formations beaucoup plus ouvertes, moins spécialisées, que celles qui prévalent actuellement, ce qui pose le problème des rapports avec « la profession ».

A ce point, comme devait le rappeler pour conclure Louis Mexandeau, toute transformation profonde de l'Université passe par l'application des mesures contenues dans le programme commun, y compris — et peut-être surtout — en matière extra-universitaire. Comme Roger Quillot l'avait observé le samedi à propos de l'autonomie, il est vain d'espérer faire l'économie d'un profond changement politique, seul susceptible de faire des formations professionnelles à l'Université autre chose qu'une astuce nouvelle au service du patronat.

JEAN-PIERRE MOULINS

LA LIBERTE DES SYNDICATS

Le 18 novembre, le Parti socialiste et la Fédération de l'Education nationale se sont rencontrés. La situation économique et sociale a été largement évoquée et, à la demande de la délégation du P.s., conduite par François Mitterrand, deux questions ont été approfondies de façon directe et franche : le droit à la formation initiale et les négociations salariales dans la Fonction publique, lesquelles suscitent, comme on le sait, de sérieuses controverses entre les organisations syndicales.

La déclaration commune adoptée à l'issue de la réunion a traduit fidèlement l'état des discussions. La C.g.t., par la voix d'André Berteloot, estime à la lecture de ce texte que le P.s. fait bon marché des préoccupations syndicales. Notre surprise est grande, pour ne pas dire plus.

La déclaration publiée témoigne, en effet, d'une convergence de vues sur l'analyse de la crise que partagent les partis de gauche, la C.g.t. et la C.f.d.t. Considérer que la pourquite de l'inflation et l'aggravation du chômage sont liées à la crise du capitalisme, dénoncer les responsabilités du Pouvoir qui entend en faire supporter les conséquences aux travailleurs, ne peut que renforcer leur conviction dans la nécessité de développer la lutte pour faire aboutir leurs revendications.

Pour ce qui concerne les négociations salariales, le communiqué dit exactement ceci, sans un mot de plus : « le P.s. considère, comme la Fen, que l'existence de négociations salariales dans la Fonction publique constitue un acquis positif des luttes syndicales de 1968 ».

Ce texte signifie clairement que :

1) le P.s. est effectivement d'accord pour considérer le principe de négociations salariales comme un acquis des luttes de 1968 ;

2) le P.s. ne se prononce pas sur le contenu des accords qui ont fait suite à ces négociations. L'appréciation du contenu des accords et leur éventuelle signature relèvent des responsabilités de chaque syndicat et non d'un parti politique.

Conformément au principe d'indépendance entre partis et syndicats, le P.s. n'a pas à s'immiscer dans une prérogative syndicale. Le Parti socialiste comprend que la liberté de critique réciproque accompagne nécessairement le pluralisme des syndicats et des partis. Chacun est maître de ses jugements. L'essentiel est de ne pas perdre de vue l'intérêt de la grande masse des travailleurs peu soucieux de voir s'ouvrir des polémiques inutiles. Dans ses discussions avec la Fen, le P.s. a souligné la nécessité de l'unité d'action intersyndicale dans le respect de la souveraineté de chaque organisation. Il est donc à son aise pour regretter que la C.g.t. lui cherche querelle.

PIERRE BEREGOVOY



changer la vie politique

TIRS TENDUS

Après les graves blessures subies à la fin septembre par des passantes à Paris (crâne fracturé) et à Fougères (perte d'un œil) à la suite de tirs tendus — théoriquement interdits — de grenades lacrymogènes par la police, le député socialiste Charles Josselin s'inquiète de savoir quelles sanctions ont été prises. La réponse sera d'autant plus intéressante que ces jours-ci doit avoir lieu, au civil, le procès intenté par Richard Deshayes, le jeune homme défiguré et rendu presque aveugle par l'un de ces tirs lors d'une manifestation de 1971 contre la condamnation du lycéen Guiot. Les conseillers de Paris du P.s. ont fait remarquer combien il serait indécent aujourd'hui de chicaner sur l'indemnisation de Deshayes... alors que le policier coupable a été amnistié, puis promu à un grade supérieur.

CURIEUSE COLLABORATION

Lorsqu'une entreprise du bâtiment utilise des travailleurs marocains, elle a un moyen de lutter contre l'absentéisme éventuel : il lui suffit de passer un accord avec l'ambassade du Maroc, lui permettant de menacer le salarié « indiscipliné » d'« informer l'Ambassade de ce retard » ! Avec les suites que cela suppose au pays de Hassan... C'est en tout cas ce que fait la Société d'urbanisme de la Seine, Paris-8e. Une question, posée à Michel Durafour : sur quelle base légale de tels accords peuvent-ils être conclus entre une entreprise française et une ambassade étrangère ?

LE NOUVEL ANTIRACISME

L'apartheid, le sort des Noirs et des Porto-Ricains aux Etats-Unis, celui des Juifs en U.r.s.s., le néo-nazisme... C'est tout cela qu'a dénoncé samedi et dimanche le congrès du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (Mrap). Mais surtout le « racisme à la française », qu'il soit violent — un Marocain tué samedi par un portier de cabaret, ancien C.r.s., déjà meurtrier en 1972 ! — ou « quotidien ». Le secrétaire général, Albert Lévy, a toutefois conclu avec espoir, à propos de la vague de nouveaux adhérents au Mrap : « Une nouvelle race d'antiracistes est née ».

LE « CHEVAL DE TROIE »

Sous le titre « Combat sans concession contre les idées réformistes », Jean Colpin, responsable du P.c.f. pour le secteur entreprises, a cru nécessaire de répondre sur trois colonnes de « l'Humanité » aux quelques lignes que nous avions publiées, la semaine dernière, pour commenter le refus de la délégation communiste au Comité de liaison des trois partis du programme commun d'organiser des manifestations communes dans les entreprises. Le P.c.f., écrit Colpin, ne veut pas « favoriser les ambitions du Parti socialiste qui voudrait, sur le terrain des entreprises aussi, se renforcer à notre détriment en se servant de l'unité comme un cheval de Troie dont nos cellules et nos militants seraient les porteurs ». Voilà qui est clair et en même temps absurde. Et cela pour deux raisons au moins.

La première est que le P.s. ne compte nullement sur les cellules et les militants communistes pour pénétrer dans les entreprises. Dans la plupart des cas, c'est au contraire malgré le barrage dressé par ces militants et ces cellules que les sections socialistes sont parvenues à développer leur activité et à renforcer leur implantation. Et elles entendent bien continuer, ainsi que Colpin veut bien d'ailleurs leur en reconnaître le droit.

Le second motif d'étonnement que suscite l'article de Colpin touche à l'unité. Le P.c.f. s'en affirme depuis longtemps le champion, mais il ne semble pas admettre la concurrence sur ce terrain. Ce qui l'amène à accuser le P.s. à la fois de n'être pas assez unitaire et de se servir de l'unité « comme d'un cheval de Troie ». Contradiction qui ne doit pas manquer de conduire un grand nombre de militants communistes à s'interroger sur les objectifs réels de leur parti. S'il n'en était pas ainsi, Jean Colpin aurait-il d'ailleurs pris la peine de répondre si longuement aux quelques lignes de « l'Unité » ?

TELEVISION CONJUGALE

L'événement était d'importance et c'est par retransmission avion que le reportage télévisé a été diffusé sur tous les récepteurs des départements d'outre-mer. L'événement en question, c'était le mariage du chef de cabinet d'Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux Dom-Tom. Dans une question écrite, le député socialiste Alain Vivien s'est permis de s'étonner de ce reportage. Et de s'enquérir de son coût...

CONDAMNÉ POUR GORKISME

Il est des pays où il est dangereux, très dangereux d'être poète, metteur en scène, acteur. L'Iran est de ces pays. La nouvelle judiriction militaire qui vient d'être promulguée résume ce qu'il suffit de faire pour « subir les rigueurs de la loi ». En effet, « toute personne convaincue d'avoir encouragé ou incité à la contestation par quelque moyen que ce soit (discours, écrits, etc.) sera condamnée à la réclusion à vie et exécutée si cette incitation a entraîné l'assassinat ». Et il suffit d'être soupçonné d'appartenir à un « groupe d'idéologie socialiste » ou simplement « opposé au régime de monarchie constitutionnelle » pour être passible d'emprisonnement.

La menace n'est pas formelle. Nasser Rahmani-Nejad, metteur en scène et comédien, vient d'être « jugé » : il avait monté, avec Saïd Soltan-Pour, « Les petits bourgeois » de Gorki. Le premier a été condamné à 11 ans de prison, le second à 5 ans...

SAMEDI A SAINT-LAZARE

Les trois partis signataires du programme commun, avec en tête Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand manifestent ensemble samedi après-midi à 14 heures 30, de la gare Saint-Lazare à la place Saint-Philippe du Roule pour protester contre le charcutage électoral dans la région parisienne et les autres atteintes au suffrage universel préparées par le ministre de l'Intérieur.

Auparavant, les trois partis ont accompli une autre démarche commune, le P.c.f. ayant accepté la proposition des socialistes et des radicaux de gauche, réunis mardi, pour l'envoi d'une délégation auprès des présidents des trois sociétés de Télévision et de Radio-France pour exiger le droit d'expression des partis de gauche en réponse à l'allocution du président de la République.

ANTONY OU LES RUES-AUTOROUTES

L'exposition « Vivre à Antony » a connu un vif succès. Organisée par la section socialiste de cette commune, elle a permis aux Antoniens de découvrir ce que cachait la rénovation du quartier Saint-Saturnin et du centre de leur ville. Dénonçant ce projet absurde et scandaleux, les socialistes y voient un risque social et une menace pour leur cadre de vie. A peine 20 % de logements sociaux sont prévus, car l'opération repose sur un projet de rentabilité maximum. La transformation de certaines rues en véritables autoroutes tronçonnera la ville en îlots isolés pour prolonger en ville le règne finissant de l'automobile. Et tout à l'avenant. Les impôts locaux se ressentiront lourdement de ces fantaisies pleines de monotonie. Présentant ses contre-propositions, la section socialiste d'Antony a diffusé un questionnaire pour mieux permettre à la population de faire connaître ses conceptions.

● Michel Poniatowski a toujours la même conception du libéralisme avancé : il vient d'interdire d'affichage et de vente aux mineurs, en même temps que « Le petit libertin », la revue « Sexpol ». Il est vrai que, pour Poniatowski, il y a plus de danger à laisser circuler une publication reliant sexualité et politique que les feuilles porno...

LES «COLONIES» INTERIEURES

D'un de nos envoyés spéciaux

Tous les sportifs victimes d'une mesure disciplinaire — sauf les sanctions définitives, bien entendu — bénéficient de mesures de grâce en l'honneur du couronnement de Juan Carlos, lui-même sportif de renom. Cette grande nouvelle, abondamment commentée par les journaux de la semaine, n'a pu faire oublier le caractère dérisoire de la grâce royale si peu différente des grâces franquistes. Que le roi « révolutionne la coutume » en assistant au défilé militaire de la porte de son palais, et non de son balcon, est d'autant plus tragique que l'Espagne d'aujourd'hui est secouée par des problèmes infiniment plus graves contre lesquels il devra canaliser son énergie, s'il veut durer : la situation économique, la « question nationale », la crise de société.

« Les Pyrénées sont beaucoup moins élevées que beaucoup de Français pensent », ne cessent de répéter les Espagnols. Ils ont raison. L'Espagne d'aujourd'hui n'a rien à voir avec le pays sous-développé que des millions de Français traversaient pendant leurs vacances il y a 15 ans. Barcelone ressemble à s'y méprendre à Paris ou Francfort, avec en plus le dynamisme de la jeunesse et bien sûr... le soleil. Mais toute l'Espagne ne se réduit pas à Barcelone et tout Barcelone aux ramblas. Il faut aussi connaître les régions arriérées de l'Andalousie, les quartiers ouvriers sans hôpitaux de la capitale catalane.

« J'ai travaillé pour un riche Andalou, dont l'argent de poche quotidien s'élève à 4 000 F, » m'a raconté un cadre moyen de Séville. Il verse à sa petite amie 160 000 F chaque année et 800 000 par enfant qu'il lui fait. « Elle en a 7 maintenant », dit-il en souriant. Si le capitalisme vit d'inégalités, la bourgeoisie se nourrit de déséquilibres particulièrement accentués : social, régional, technologique. Les différences sociales sont très nettes lorsqu'on se promène dans la banlieue ouvrière de Barcelone ou dans les bidonvilles agricoles de Séville et qu'on les compare aux centres urbains les plus connus du pays. Mais il faut y ajouter que l'Andalousie, par exemple, est « une colonie à l'intérieur de nos frontières ». La plus grande ville andalouse n'est pas Séville, avec ses 650 000 habitants, mais Barcelone, avec ses 850 000 Andalous. Entre 1962 et 1971, la participation de chacune des provinces espagnoles au revenu national a diminué sauf deux. Ces deux exceptions sont le Pays basque et la Catalogne. Inégal, le développement espagnol se caractérise aussi par son extraordinaire dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Dépendants de l'étranger

Les transferts des émigrés entre 1960 et 1974 ont permis de financer environ 15 % des importations et 30 % du déficit de la balance des paiements. Le tourisme, lui, rapportait, en 1973 environ 5 fois plus que les émigrés. Alors que le pays recevait à peu près autant d'étrangers qu'il y a d'Espagnols : 35 millions.

Insister sur la dépendance économique de l'Espagne vis-à-vis de l'étranger n'est pas un amusement de technicien. Un pays qui s'apprête à entrer dans une situation de changement politique sérieux ne peut négliger cet aspect qui peut devenir déterminant. Le Portugal n'est pas loin. I.t.t. a, devant la situation actuelle, décidé de réaliser en Belgique un plan d'investissement de 65 milliards de francs, qui était initialement prévu pour l'Espagne. Des 300 plus grandes entreprises multinationales, 209 ont des filiales en Espagne et 241 une relation financière ou technologique avec ce pays. Ajoutons que des 600 plus grandes entreprises espagnoles 248 ont une participation étrangère. Dépendance financière et dépendance technologique sont ici plus intimement mélangées qu'ailleurs. Alors que leur pays verse près de 300 millions de dollars de royalties par an, les Espagnols se plaignent de devoir monter chez eux des systèmes de fabrication déjà périmés ailleurs.

Sans attendre les changements politiques, cette dépendance a déjà d'énormes conséquences en cette période de crise économique mondiale. Le tourisme s'est peut-être révélé moins élastique que beaucoup ne croyaient et ce fut une bonne surprise. Mais les émigrés, eux, commencent à rentrer. Le chômage, de l'avis unanime de ceux qui cherchent plus loin que les statistiques officielles, frappe en cette fin d'année 1975, près de 800 000 travailleurs.

La question nationale

Pour le jacobin qui sommeille en chacun de nous, la « question nationale » est bien difficile à comprendre. Au niveau du vocabulaire d'abord. Un Catalan parle de « nation catalane » et « d'Etat espagnol ». L'ensemble du pays étant vu comme un « ensemble

LA STRATEGIE DU GOUTTE

D'un de nos envoyés spéciaux

La mort de Franco n'est pas la mort du franquisme. Ne pas confondre. On s'en rend déjà bien compte aujourd'hui. Le dictateur disparu, demeure la dictature. Les principales structures répressives du régime fasciste sont toujours en place : armée, police, Guardia civil, syndicats verticaux, Mouvement national, associations d'anciens combattants... Tel est l'héritage que laisse à son pays le vieux Caudillo, après avoir organisé — tant bien que mal — la succession de ce Juan Carlos 1er, roi imposé à son peuple, roi dont la marge de manœuvre politique est plus que limitée. Ce qui fait dire à un leader du Parti communiste espagnol : « Ce qui compte, c'est le rapport de forces. Il ne joue pas en faveur de Juan Carlos. L'appareil d'Etat est contrôlé par la droite. Il y a en Espagne aujourd'hui deux forces légalement organisées : la droite franquiste et l'armée. Le reste ne compte pas ».

Une image plus que saisissante — elle est réelle — pourrait clairement illustrer ces propos : en plein centre de Madrid, la veille et le jour du sacre royal, la police en uniforme, tout à fait officiellement, distribuait des portraits-posters de Juan Carlos aux ménagères et aux passants ; non sans susciter d'ailleurs quelques écarts significatifs de certains : sans doute des terroristes... Tout ça le sourire au coin des lèvres.

Aujourd'hui, toute l'opposition démocratique fait face à la parodie de libéralisation (voir page 18) **et se bat, d'abord, pour l'amnistie générale. Certes, le prestigieux leader des commissions ouvrières, Marcelino Camacho, est libéré. Mais s'agit-il d'autre chose que d'une mesure d'ordre « diplomatique » en direction des bourgeoisies occidentales ? Les Madrilènes sont descendus dans la rue par deux fois cette semaine (déjà !). Un seul cri, unanime : « Amnistie ! » a retenti, crié par trois mille poitrines, devant les portes de la sinistre prison de Carabanchel. Dans cette foule, beaucoup de femmes et de jeunes surtout avaient répondu à l'appel des commissions de quartier et d'entreprise de la capitale. Témoignage d'une volonté populaire depuis quarante années refoulée par la force. Il est vrai que le choc de la mort de Franco n'a pas provoqué immédiatement — comme beaucoup avaient tendance à le penser — une immense vague de libération collective dans les masses, alors que cette sorte de sursaut populaire est constant dans l'Histoire des peuples d'Espagne. Il est trop tôt pour en chercher les explications, encore plus pour en tirer des conclusions éventuelles. Tout ne fait que commencer.**

C'est bien dans ce contexte, toujours dictatorial, en tout cas, que le président de la République française a cru devoir cautionner la nouvelle monarchie. Dans le même temps, aux Asturies, un ouvrier mineur, accusé d'appartenir au comité national du Parti socialiste ouvrier espagnol, était arrêté et sauvagement battu par la police ; à Burgos, un militant de l'Eta a vu sa peine de six ans de prison commuée en... plus de 23 ans de réclusion : la générosité de Sa Majesté n'a pas de limites... Dans un autre ordre d'idées, une



de peuples ». Il en va de même des Basques et des Galiciens. La première chose qui frappe dans les rues de Barcelone, c'est qu'on y parle rarement l'espagnol, le castellano ; comme on dit là-bas. Un militant du Parti socialiste unifié catalan a même refusé de s'adresser à moi dans cette langue. Comme il ne parlait pas français, ses amis ont dû traduire. Personne ne saurait nier qu'il existe une culture, une langue, une Histoire catalane, basque ou galicienne. Dans les autres « régions », à Séville par exemple, on parle de « nuances » et de « particularisme » andalous. Et la sensibilité à ces « particularismes » va croissant.

Partant d'une particularité culturelle indéniable, la « question nationale » a pris d'autant plus d'importance qu'elle est devenue une arme politique considérable contre le franquisme. Victimes du régime central et totalitaire imposé par la force, sensibles à la négation de leur particularité par des fonctionnaires venus de Madrid, les « Espagnols » ont trouvé là un point de rencontre d'autant plus important que la bourgeoisie et les plus défavorisés pouvaient s'y retrouver. Positive pendant un temps, cette arme pouvait se retourner à brève échéance contre certaines forces de l'opposition démocratique.

« La séparation en régions autonomes, économiquement, ne ferait que cristalliser les inégalités de ce pays », dit à Madrid Tierno Galvan, l'un des responsables du Parti socialiste populaire. Les syndicalistes de l'U.g.t., rencontrés à Séville, sont encore plus violents. « Nous comprenons les Basques qui souffrent d'une terrible répression, notamment au niveau de leur propre langue, →

A GOUTTE

conférence organisée par l'Association de la presse étrangère à Madrid, conférence à laquelle devait participer le secrétaire général du Psoe, Felipe Gonzalez, a été interdite (voir en page 18). **Enfin, la revue « Cambio 16 » a été une nouvelle fois saisie. Pour l'ensemble des militants de l'opposition ouvrière, la lutte n'est pas moins difficile aujourd'hui, sous Juan Carlos 1er, qu'elle ne l'était hier sous Franco. En toutes occasions, déplacements ou rendez-vous, avant de rentrer chez soi, avant d'en sortir, le maximum de précautions et de vérifications est de règle.**

Entre les forces de l'opposition démocratique, les liens se resserrent. Les objectifs du texte commun adopté par la Junte démocratique et par la Plateforme de convergence demeurent de la plus grande actualité. Le Parti socialiste ouvrier espagnol et le Parti communiste gardent le contact en permanence. Reconnaissons cependant — ce sont les militants eux-mêmes, à Madrid, Barcelone, Séville, Pampelune, etc. qui l'ont souligné pour nous — que deux écueils principaux se dressent sur la route de l'opposition de gauche : la question syndicale et celle de l'autonomie des différents peuples d'Ibérie. Pour ce qui concerne la première, les différences stratégiques sont flagrantes, l'expérience protugaise jouant de chaque côté comme facteur négatif. Encore faudra-t-il compter avec certaines forces de l'extrême gauche, solidement implantée semble-t-il dans certaines couches de la classe ouvrière, et avec la volonté unitaire de cette classe elle-même. L'exigence qui monte de la base semble bien être ici celle de la démocratie ouvrière la plus totale, la plus résolue dans la ou les futures organisations syndicales libres. Enfin, au-delà des déclarations volontaristes, les problèmes « régionaux » (basque, catalan, valencien, galicien) ne sauraient être résolus que dans le cadre d'une alliance de classe ouvriers-paysans offensive, s'intégrant — et intégrant le phénomène autonomiste, qui est une réalité — dans une stratégie socialiste à caractère autogestionnaire.

En face, les secteurs monopolistiques du capital ont choisi. Face à la crise qui s'annonce maintenant pour l'Espagne — la récession joue déjà à plein — cette bourgeoisie moderne a plus que jamais besoin de l'Europe... et des Etats-Unis. Il lui faut donc payer le prix d'un minimum de démocratisation. Mais la représentativité réelle de la gauche et de l'extrême gauche l'effraie. Ne dit-on pas, d'ailleurs, que la stratégie de Henry Kissinger est celle du « goutte à goutte », n'incluant pas le P.c.e. dans le processus de libéralisation ? Rappelons également, pour compliquer le tout, que le régime fasciste — contrairement à une théorie trop étroite du « bunker » — bénéficie d'une certaine base de soutien dans la population ; une partie des classes moyennes, notamment, et la petite et moyenne bourgeoisie de type non évolué.

La crainte des cercles dirigeants et de la classe capitaliste est de voir la transition démocratique se transformer rapidement en transition au socialisme. Tout dépendra aussi, ainsi que nous le confirmait un jeune intellectuel, militant de base du Psoe, « de notre capacité à inventer une nouvelle stratégie de rupture, démocratique et unitaire, clairement anticapitaliste, au niveau de toute l'Europe du Sud ».

Les anciens combattants, en uniforme et médailles pendantes, qui saluaient le bras tendu la dépouille du Caudillo ne faisaient — somme toute — que saluer le passé. La guerre est finie. Le « roitelet » l'apprendra sans doute très vite à ses dépens.

GILBERT SANS

LES «COLONIES» INTERIEURES

disent-ils. Chez nous aussi le cante hondo, le flamenco, sont nés de la souffrance du peuple. Mais, à notre avis, ce problème est un problème de lutte de classes. Les bourgeois basques, catalans ou madrilènes sont aussi salauds les uns que les autres. Nous sommes pour une totale autonomie au niveau de la culture, mais nous ne voulons pas que la bourgeoisie catalane continue d'exploiter, impunément ou en se substituant à la madrilène, les travailleurs andalous ».

Réduire les problèmes « nationaux » à la lutte de classes est une simplification dangereuse. Il est certain que la bourgeoisie catalane a pour objectif de reprendre à la bourgeoisie madrilène la part de gâteau qu'elle s'est assurée grâce au système franquiste dans l'exploitation de la Catalogne. Mais la sensibilité nationale ou régionale atteint chaque jour des couches plus populaires et la lutte pour rapprocher les instances de décision de ceux qu'elle concerne est reconnue comme une des bases du mouvement socialiste en Espagne. Demain, tous les « Espagnols » seront d'accord pour l'autonomie culturelle et, jusqu'à un certain point, politique. Mais le problème économique sera difficile à trancher. A la lutte de classes pourrait s'ajouter une lutte entre « peuples » nantis et « peuples » défavorisés. Seule une coordination économique et un partage au niveau de l'Espagne tout entière (fût-elle une « République fédérale ») des bénéfices du développement seraient susceptibles d'éliminer les plus grandes inégalités de ce pays.

Le règnedu "macho"

Au début de 1975, le procureur général d'Espagne a dressé une liste des délinquants les plus dangereux. Pas très loin derrière les « terroristes » venaient les femmes qui prenaient la pilule. Quelques mois plus tard, une mère de 7 enfants a rossé son médecin qui refusait de lui donner ladite pilule. Une des plus grandes contradictions de la société espagnole est sans doute celle qui oppose son niveau de développement économique et social et l'état de l'idéologie dominante véhiculé par l'Etat franquiste.

L'industrialisation accélérée, l'urbanisation, le développement des couches moyennes l'emportent aujourd'hui sur la vieille structure rurale et féodale qui dominait encore voici quelques années. Le tissu économico-social ressemble chaque jour un peu plus au tissu français ou italien. Mais jusqu'au bout Franco aura tenté de maintenir cet esprit de croisade salué la semaine dernière encore par Pinochet. L'Eglise de la guerre civile et la famille du Moyen Age sont les deux mamelles arides de ce régime totalitaire sans imagination. Alors qu'il ne pouvait contenir le développement industriel, Franco a cru pouvoir nier les implications idéologiques qui en découlent. Résultat : le divorce est interdit, l'avortement aussi, bien sûr. Mais ce carcan législatif saute à chaque instant. La propre fille du Caudillo vit séparée de son mari, et il y a en Espagne aussi plus d'avortements que de naissances.

« Le combat est très difficile. Le « macho iberico » (le mâle espagnol) croit encore qu'il a un droit de propriété sur sa femme », m'a dit Magda Oranich, avocate catalane, défenseur du « Tixi », dernière victime de Franco et féministe. « Le problème de l'avortement pourrait être discuté, mais si c'est la femme qui choisit, il est impensable qu'il soit accepté par la majorité. » Mais la pression sera difficilement contenue. La volonté de poursuivre dans le sens de son prédécesseur n'est pas assez forte chez Juan Carlos et la foi unanime dans cette cause est morte au sein même de l'Eglise. Le roi continue d'affirmer que la famille est le pilier de la famille espagnole, il ne peut rien contre la dissolution de cette « cellule ». La migration des travailleurs et l'urbanisation sont trop fortes.

Chaque Espagnol est en fait « coincé » entre ces deux réalités. Les jeunes Catalans se disent libres de tout préjugé. Mais, au dernier moment, ils se marient plus fréquemment que les Français d'un même mi-

LES CHIFFRES CONTRE JUAN CARLOS

Les efforts d'une certaine presse française pour présenter la grâce accordée par Juan Carlos comme une généreuse amnistie ont pour le moins quelque chose d'étonnant. Il est vrai qu'en cette matière tout concourt à brouiller les cartes.

Exemple type : les informations parvenues d'Espagne le 2 décembre 1975. On apprend tout d'abord que 7 responsables du Parti communiste avaient été libérés dans la matinée de la prison madrilène de Carabanchel, faisant suite à la libération de dix dirigeants des Commissions ouvrières dont Marcelino Camacho. Et le ministère de l'Information espagnol d'expliquer : il s'agit là de la décision la plus importante depuis la proclamation de la grâce royale.

Quelques heures plus tard, nouvelle information. On apprend alors que des arrestations ont eu lieu pendant le week-end à Madrid et Barcelone et qu'en Biscaye une vingtaine de syndicalistes (sans plus de précision) s'étaient retrouvés le dimanche 30 novembre entre les mains de la police. Quant à la journée du lundi, elle avait été marquée à Saragosse par l'arrestation de 9 étudiants pour activité subversive de caractère communiste tandis qu'à Pampelune la garde civile avait dispersé en tirant en l'air une manifestation avant d'arrêter six personnes.

En fait, le régime de Juan Carlos joue sur le velours. Car, en Espagne, il n'y a pas de statistiques officielles publiques sur le nombre des emprisonnés politiques. Quelques libérations, beaucoup d'arrestations, et le tour est joué.

Enfin presque. Car la direction générale de la Sécurité, sorte de Sûreté nationale espagnole, a fait l'erreur de publier le 12 septembre 1975 un document portant les références T.o.p. 528-75 et frappé du sceau secret qui apporte quelques précisions intéressantes. On y apprend que 3 982 personnes étaient en prison à cette date pour des motifs politiques. Et que 2 657 d'entre elles attendaient d'être jugées.

Au niveau des condamnations, les résultats sont les suivants : 66 condamnés à 30 ans de prison, 172 à des peines de 6 à 20 ans, 470 de 6 mois à 6 ans.

Entre le 1er août 1974 et le 31 août 1975, le tribunal de l'ordre public a eu à connaître de 4 160 dossiers intéressant quelque 11 739 inculpés. Autre remarque : alors qu'un tiers seulement des délits de droit commun sont poursuivis, la presque totalité des délits politiques l'est.

Ces quelques chiffres démontrent que la grâce de Juan Carlos n'est qu'une goutte d'eau. En prenant la version la plus optimiste, on obtient le chiffre de 10 % de détenus politiques remis en liberté depuis son accession au trône.

Juan Carlos n'a pas eu ces prudences pour tout le monde. Le seul condamné de l'affaire Matesa vient d'être gracié par Sa Majesté. Il est vrai que plusieurs membres de la famille de Franco et de l'Opus Dei, la sainte Mafia, avait vu leur nom mêlé à ce fantastique scandale politico-financier.

B. C.

Felipe Gonzalez : « Rien n'a changé »

Après l'interdiction par les autorités espagnoles de la conférence de presse qu'il devait prononcer devant la presse internationale à Madrid le 26 novembre 1975, Felipe Gonzalez, premier secrétaire du P.s.o.e., nous a fait parvenir la déclaration suivante :

« L'interdiction d'une conférence de presse constitue un acte politique dont la valeur en soi ne doit pas être exagérée mais qui est néanmoins un symptôme évident de la nature du pouvoir. Surtout en un moment où, nationalement et internationalement, certains secteurs prétendent faire croire que « les choses ont changé ».

La liberté d'expression est un symbole de la démocratie. Imposer le silence à ceux qui pensent différemment est un symbole de la dictature !

Aucun fait ne peut prêter à l'optimisme.

Le « décret de grâce » démontre que rien n'a changé après Franco. Il est bienveillant pour le délit véritable (droit commun) et intransigeant avec le supposé « délit politique ».

Durant les derniers mois, plusieurs militants d'idéologie socialiste et démocrate ont dû supporter le qualificatif de « terroristes » et souffrir l'application du décret antiterrorisme ; aujourd'hui, après la promulgation du « décret de grâce » on continue à les considérer comme des terroristes.

Pour les socialistes la libération de tous les prisonniers politiques et la liberté d'expression sont des exigences minima.

Les forces démocratiques du monde, et plus spécialement les gouvernements européens, doivent comprendre qu'aujourd'hui, 26 novembre 1975, les règles du jeu démocratique doivent être identiques pour tous. Qu'elles existent dans la réalité du pays ou pas.

Il est évident qu'en Espagne ces règles n'existent pas. »

lieu social. « Un peu par peur de l'inconnu », disent-ils. Mais le blocage est de moins en moins supportable, au niveau individuel aussi bien qu'au niveau social. C'est un maillon particulièrement faible de la société espagnole. Connus pour leur pruderie « forcée », les Espagnols pourraient nous surprendre avant longtemps pour peu que leur tempérament l'emporte dans cette phase de transformation sur l'échelle de la tradition.

Conscient de ces traditions économiques, régionales et idéologiques, auxquelles s'ajoutent les difficultés politiques de la succession, Juan Carlos et une fraction importante de la bourgeoisie moderniste espagnole tenteront de les résoudre en noyant l'Espagne dans l'Europe. Les mains secourables se dressent déjà en France, en Allemagne et en Angleterre, qui ont compris que seule une redistribution de certaines cartes pourrait ralentir les effets d'un après-franquisme logiquement explosif.

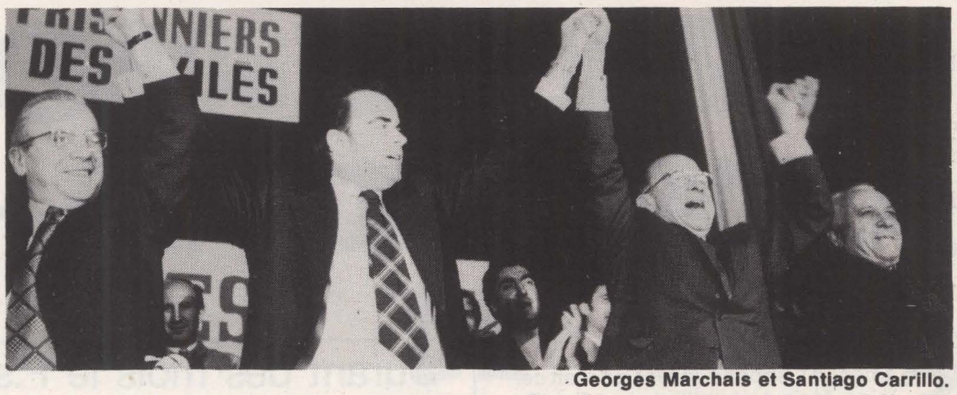
L'Espagne est à la fois l'un des pays dans lequel les accidents du travail sont les plus importants et l'avant-dernière nation européenne (après la Turquie) pour le nombre de lits d'hôpital par habitant. Les patrons espagnols se sont épanouis à l'ombre de la police armée et d'une certaine corruption. Toute grève étant réprimée, quand elle n'est pas interdite, les syndicats restant contrôlés par les fascistes, les ouvriers ne pouvaient se défendre facilement. Il est encore aisé à une entreprise de faire un « petit cadeau » au médecin qui vient suggérer la création d'une cheminée d'aération dans un atelier au lieu de construire ladite cheminée. Dans ces conditions, la moindre ouverture démocratique, difficilement évitable au niveau politique, peut se révéler d'un coût économique important pour le patronat. Du fait qu'il n'a pu contrôler l'organisation ouvrière, même avec Franco.

Changement inévitable ! Changement contrôlable ? Tout montre que l'Espagne d'aujourd'hui vit une tension considérable maintenue par la force pendant des années, le système est encore en place et l'habitude n'est pas morte. La société espagnole continuera donc à courir sur son aire pendant un certain temps. Mais des petits dérèglements apparaissent déjà au sommet. Ils auront très vite des répercussions à la base, d'autant plus importantes que le système est rigide et les travailleurs combatifs. Juan Carlos dispose somme toute de peu de temps pour assurer sa couronne.

Vue de loin, l'Espagne pourra donner pendant un certain temps encore une impression de relatif immobilisme. Mais les changements infimes ne cessent déjà de s'accumuler. La perspective n'est pas, à court terme, un changement radical. Mais qui peut dire à un ouvrier espagnol qu'il a tort quand il pense que « bientôt nous pourrons imposer dans l'usine un rapport de forces qui nous sera plus favorable qu'il ne l'est aujourd'hui aux ouvriers français ou italiens ».

FRANCIS PISANI

Partis communistes



Georges Marchais et Santiago Carrillo.

LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ

La conférence des partis communistes européens souhaitée par les dirigeants soviétiques et préparée depuis deux ans au cours de multiples réunions n'aura pas lieu avant longtemps et en tout cas pas avant le prochain congrès du P.c.u.s., convoqué pour la mi-février 1976. Le fait est d'importance, car c'est la première fois que l'ensemble des P.c. européens, même si leurs raisons sont différentes, refusent de s'engager dans la définition d'une stratégie commune avec l'U.r.s.s.

Au départ, les Soviétiques avaient pour cette conférence de grandes ambitions. Ils voulaient qu'elle se prononce sur un texte doctrinal approfondi, ce que refusaient les communistes italiens et espagnols, en même temps que les Roumains et les Yougoslaves. Devant le barrage ainsi dressé et après des échanges assez vifs au cours des réunions préparatoires tenues à Berlin-Est — notamment au début de septembre encore, entre Français et Italiens — les Soviétiques, désireux avant tout que la conférence se tienne, avaient admis qu'elle n'ait à son ordre du jour qu'un texte bref et de portée générale. Le P.c.f. s'était rallié à cette idée après qu'en son nom Jean Kanapa, à la radio et dans un article de « France nouvelle », eut exprimé le regret qu'on ne puisse aller plus loin.

Le 16 novembre, c'est-à-dire aussitôt après avoir participé, dans la banlieue de Rome, à l'élaboration du document commun P.c.f.-P.c.i., qui exclut lui aussi toute stratégie commune aux différents partis communistes **(voir le n° 180 de « l'Unité »)** Kanapa et son homologue italien Giancarlo Pajetta se retrouvaient à Berlin-Est pour ce qui devait être la dernière réunion préparatoire. Mais, à leur grande surprise, la délégation soviétique qui était conduite non plus, comme à l'habitude, par Boris Ponomarev mais par Konstantin Katouchev, membre du secrétariat du P.c.u.s., remit tout en question en reparlant de la nécessité d'une plate-forme idéologique solide fondée sur les principes intangibles du marxisme-léninisme. Ce qui constituait une critique indirecte mais non déguisée contre les documents signés par le P.c. italien, en juillet avec le P.c. espagnol et, quelques heures plus tôt, avec le P.c. français. Du coup, on décidait de se revoir à la fin de janvier pour une nouvelle réunion préparatoire, dont on peut bien se demander aujourd'hui quel en sera l'objet, plusieurs des participants n'hésitant plus à affirmer leur scepticisme sur la tenue de la conférence elle-même.

Si les communistes français, publiquement du moins, se montrent discrets sur les raisons de cet ajournement sine die, dont ils semblent pourtant fort bien s'accommoder, Giancarlo Pajetta, pour sa part, s'est exprimé clairement dans une interview publiée par « l'Unita » :

« L'autonomie de chaque parti communiste n'est pas une sorte de revendication « isolationniste » dans un monde où se déroulent des processus d'intégration et où est toujours plus évidente la nécessité de la collaboration internationale. Cette autonomie a son exigence dans le développement de chacun des partis, dans leur enracinement dans la réalité des pays où ils se trouvent, dans l'évolution des situations nationales qu'ils contribuent à transformer. L'unité reste un objectif auquel le mouvement ouvrier international ne peut renoncer, mais les diversités constituent des réalités dont il est nécessaire de tenir compte. L'alternative ne peut être dans la tentative de travailler comme s'il était possible de réaliser un bloc monolithique, comme s'il était plus efficace d'avoir une stratégie et une tactique semblables pour tous et de proposer un modèle uniforme. Le temps de l'« Internationale » définie explicitement comme un parti unique mondial n'est pas seulement lointain, il est dépassé. Le processus de la diversité est irréversible et il faut le rappeler avec l'expérience d'un demi-siècle, avec les aspects négatifs du monolithisme qui ne peut être que formel ou imposé.

« L'unité formelle est une sorte de solidarisme liturgique qui tend à réduire les partis communistes à des organes d'une propagande toujours moins efficace et qui les isolerait des masses et des réalités. Nous repoussons l'unité imposée pour une question de principe et parce que, lorsqu'elle s'est réalisée, elle a été lourde d'effets négatifs. »

On n'avait jamais été aussi loin. On peut même dire que la thèse du « polycentrisme » chère à Togliatti est désormais largement dépassée. C'est à la lumière de cette situation nouvelle qu'il faut observer à la fois ce qui se passe autour de Brejnev dans le cadre de la préparation du prochain congrès du P.c.u.s. et le rapprochement spectaculaire que le P.c.f. vient d'opérer avec les P.c. italien et espagnol dont il semblait naguère encore si éloigné.

C. E.

GARDEZ-VOUS A DROITE

Portugal

De notre envoyé spécial

Samedi, à Lisbonne, la tension était certaine. Mais aujourd'hui c'est fini. Regardez autour de vous ». Sur le Rossio, rien de changé. Sauf pour les marchands de journaux. Mercredi les « nationalisés » n'avaient pas encore reparu. « C'est pour la mise en ordre », m'explique un vendeur. Une mise en ordre difficile. Alors les gens achètent. « A Luta », le quotidien du P.s., le « Jornal Novo », « Republica » ou « Avante », l'hebdomadaire du P.c. L'éventail politique est respecté. « C'est l'essentiel n'est-ce pas ? Et ça prouve quelque chose ». Souriant, le militaire — en civil — cherche à se persuader lui-même. Il espère comme la majorité des Portugais que cette fois-ci la « Révolution » — le mot sonne clair et fort ici — va enfin suivre son cours normal.

«Leurs» militaires

Et le 25 novembre prend déjà des allures d'épopée. Face aux paras de Tancos, les commandos d'Amadora et les blindés de l'Ecole pratique de Santarem. D'un côté les gauchistes — qui ne l'étaient pas il y a un mois — rêveurs et passionnés, de l'autre les fidèles efficaces. Ça c'est l'Histoire résumée pour une bande dessinée. « Soyons sérieux. Bien sûr, il y a eu les paras de Tancos et les commandos du colonel Jaime Neves. Cela c'est la surface des choses. Ce qui compte sur le plan militaire c'est la cohésion de l'ensemble. Et sur le plan politique, c'est le rôle joué le 25 par les différents partis ou organisations. Le vrai rapport de forces est là ». Convaincant, ce journaliste sait l'être. Pour lui le 25 novembre, c'est un peu la preuve par neuf d'une longue opération.

> Durant des mois le P.s. portugais a lutté, à gauche, pour imposer une certaine vision du socialisme, « maintenant l'ennemi est à droite ».

« Certains parce qu'ils se considèraient comme l'avant-garde ont cru avoir raison contre tout un peuple. Et parce que « leurs » militaires parlaient plus fort que les autres, ils ont cru qu'une victoire était possible ». De fait, les actes et les déclarations des différents partis durant la longue journée du 25 montrent qu'entre eux et « leurs » militaires respectifs il y a une distance qu'il ne faut pas franchir trop vite. Le P.c. par exemple a su mobiliser ses militants mais ne pas les faire intervenir. Et dès le milieu de l'après-midi il a pu les libérer. Ce qui permet aux dirigeants actuels d'expliquer que « le Parti n'a pas participé aux événements. Seuls des éléments incontrôlés ont suivi ». Même chose au « Front » regroupant certaines organisations gauchistes. Les différents groupes qui le forment reconnaissent que certains de leurs militants « ont participé d'une manière sporadique au coup ». Mais c'est tout. Il n'empêche que pour les uns et les autres, l'analyse de cette journée, des événements qui l'ont précédée, devrait être l'occasion d'une remise en question.

« Maintenant l'ennemi est à droite ». Au siège du P.s. cette affirmation si elle n'est pas encore majoritaire est courante. Durant des mois le P.s. a en effet lutté, à gauche, pour imposer une certaine vision du socialisme. Le 25 novembre lui donne la possibilité de faire passer dans la pratique son projet. « A une condition, ajoute-t-on : que les autres forces de gauche acceptent de jouer le jeu ».

Cela implique que le P.c. change, effectivement de ligne. Que participant au 6e gouvernement, il ne joue pas la rue contre lui, qu'il accepte de participer à la construction d'un socialisme qui ne soit pas forcément celui dont il rêvait. Mais très vite, après avoir expliqué cela, n'importe quel militant ajoute : « Mais il est nécessaire qu'il soit avec nous. Pas seulement qu'il ne soit pas contre ». Jamais peut-être comme depuis une semaine le débat politique dans la gauche socialiste n'a été aussi fort. Car les questions sont nombreuses. Que signifie l'extrême gauche ? Réponse majoritaire « elle est indispensable à la vie idéologique. Mais à une condition : qu'elle n'ait pas d'armes ». Les militaires ? Certains souhaitent les voir retourner dans les casernes. D'autres espèrent qu'ils continueront à participer au jeu politique. La droite ? C'est l'ennemi désigné. « Mais aujourd'hui elle a moins de force, ajoute-t-on. Elle se renforçait grâce aux provocations ou aux erreurs de l'extrême gauche et du P.c. Cela peut enfin changer ».

Capables de miracles

Toutes ces questions ne dépassent pourtant pas les milieux politiques. Dans la rue



Les commandos d'Amadora et les blindés de l'Ecole pratique de Santarem.

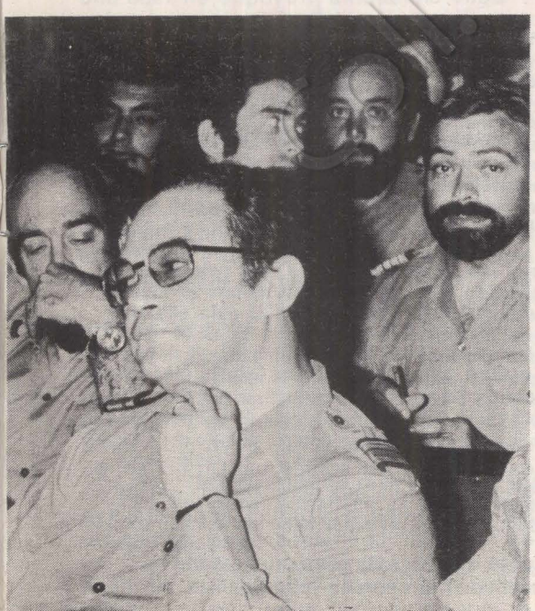


Le colonel Jaime Neves et Melo Antunes, lors d'une assemb de l'armée de Terre en août dernier.

les événements se racontent autrement : le président de la République a montré qu'il était capable d'énergie, le groupe des Neuf rassure, il n'y a du côté des partis ni perdant ni gagnant. Donc la vie continue. La levée de l'état de siège, un gouvernement qui fonctionne ont fait tomber la tension. Puis il y a l'espoir. Celui de voir la Révolution reprendre son souffle. C'est Pezerat Correïa, le chef de la région militaire du Sud, qui mardi résumait le rêve commun : « Jusqu'ici il y avait un rythme apparent de la Révolution qui était hallucinant. Maintenant il y aura une Révolution au rythme moins rapide. Mais cela rendra plus sûres les conquêtes de la Révolution ».

La phrase est belle. Mais les six mois passés ont pourtant creusé dans la gauche des blessures difficilement cicatrisables. La volonté nécessairement hégémonique d'un parti s'allie mal avec les relations de bon voisinage. Admettre que l'on s'est trompé ou que l'on a perdu une bataille n'est pas facile. Pas plus qu'il est simple d'accepter que « l'autre » ne fasse pas d'autocritique publique. Là est le cœur du débat. Certains des Neuf comme Melo Antunès l'ont compris. Amener ceux qui se considèrent comme l'avant-garde à accepter de ne pas être douze pas en avant des masses, convaincre ceux qui représentent l'essentiel du peuple que seuls ils ne pourront pas lutter sur deux fronts. Ou que cette lutte favorisera la droite. Et pour finir élaborer un projet socialiste qui, tenant compte de la spécificité du Portugal, ne conduise pas à l'échec. Tâche difficile ? Certes. Mais les Portugais ont montré, depuis 18 mois, qu'ils étaient capables de bien des miracles.

ANTONIO VIVIO



VOUS AVEZ BESOIN CHAQUE SEMAINE DE L'unité

Pour être assuré de l'avoir régulièrement, abonnez-vous en profitant de notre offre exceptionnelle que nous prolongeons de quelques jours : en souscrivant immédiatement un abonnement vous bénéficierez d'une réduction de 10 F sur le tarif normal que nous serons hélas prochainement obligés d'augmenter. En outre, vous recevrez en cadeau un livre original que nous avons choisi pour vous : un recueil de 100 dessins de 10 dessinateurs politiques parmi lesquels vous retrouverez ceux que vous appréciez chaque semaine dans notre journal. (La même offre est valable pour un réabonnement arrivé à échéance, ou si, étant déjà abonné, vous voulez abonner l'un de vos amis.)

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le retourner avec un chèque.

MAIS N'ATTENDEZ PAS. VOUS N'AVEZ PLUS QUE QUELQUES JOURS POUR PROFITER DE NOTRE OFFRE.

BULLETIN D'ABONNEMENT - CADEAU
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

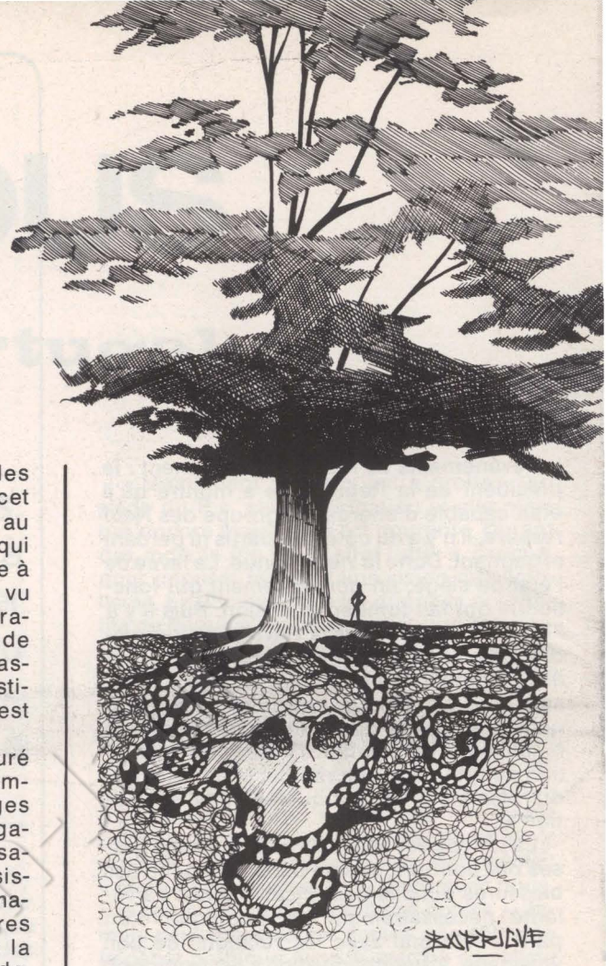
désire souscrire un abonnement-cadeau à l'UNITE :

— pour six mois (60 F au lieu de 70 F) ☐
— pour un an (110 F au lieu de 120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date . Signature

QUI VEUT CASSER LE LIBAN ? Proche-Orient



De notre correspondant

« Couve de Murville n'est pas venu pour rien. Je ne sais pas si sa médiation aura des effets, si la guerre civile va cesser. Mais les financiers français avaient intérêt à ce que les choses se calment : vos grandes banques sont présentes à Beyrouth et de nombreuses entreprises sont sous contrôle français. Mais la France n'a pas seulement envoyé un négociateur : avant lui sont arrivés une centaine de mercenaires, anciens de toutes les guerres coloniales, venus entraîner les milliers de gros propriétaires, comme Jean Sfeir, ou les phalanges de Pierre Gemayel. » Le Libanais qui parle a dans les yeux le reflet d'une guerre civile qui, en six mois, a fait plus de 7 000 morts, 20 000 blessés, des milliards de francs de pertes sur le plan économique. « Ce n'est pas la première guerre civile qui ensanglante le Liban, ajoute-t-il. Mais c'est la plus dangereuse ».

Février 1975. Une manifestation publique de pêcheurs a lieu à Sidon pour protester contre le monopole de pêche accordé par le gouvernement libanais à une compagnie maritime dont le P.d.g. est l'actuel ministre de l'Intérieur. Un ancien député progressiste de la ville est tué d'une balle tirée d'un barrage proche de l'armée. La colère éclate, les armes parlent. On compte plusieurs victimes au sein de l'armée. Le parti des Phalanges va en profiter pour organiser une journée de soutien à l'armée, le tout accompagné d'une campagne de provocation. La tension monte encore...

Mars 1975, la 9e mission Kissinger se solde par un échec. L'espoir d'une solution imminente s'évanouit. Les Palestiniens sont tenus en grande partie responsables du piétinement dans la conclusion de cet accord. Or il y a 300 000 Palestiniens au Liban, qui vivent dans des camps et qui étaient jusqu'en 1969 une main-d'œuvre à très bon marché démunie de tout droit, vu sa situation illégale : pas de carte de travail, pas de passeport, juste une carte de réfugié. Le 13 avril, à Ain-Roumanech, bastion phalangiste, les 27 occupants palestiniens d'un autobus sont exécutés. C'est l'explosion.

La première étape de cette guerre a duré 4 jours. Des usines, des bureaux de membres du Bureau politique des Phalanges ont été détruits. L'économie se désorganise. Les Phalanges sont mises en accusation et les forces patriotiques et progressistes exigent leur dissolution. Des leaders maronites dénoncent les crimes, entre autres le patriarche maronite et le leader de la droite libérale maronite, Raymond Edde. Mais les Phalangistes parlent fort : ils exigent que « l'autorité de l'Etat s'affirme sur tout le territoire ». Autrement dit, qu'il soit mis fin à la présence armée palestinienne au Liban. Car, depuis quelques années, les Palestiniens sont devenus pour les Phalanges des occupants dont il faut se débarrasser. En fait, ce que les Phalangistes craignent, c'est un changement des rapports de force internes provoqué par la présence palestinienne. Ce changement possible allant dans un sens contraire à leurs intérêts et aux privilèges de la communauté maronite que les Phalangistes prétendent défendre.

Quels sont les buts visés par les instigateurs de cette guerre ? Où pourrait-elle mener à long terme ?



Maurice Couve de Murville.

Avec les Marines

Le Liban a une population de 3 millions d'habitants. Cette population est partagée en 17 communautés religieuses reconnues officiellement par l'Etat libanais, et ayant droit à une représentation aux différents niveaux de la hiérarchie administrative. Il est incontestable que la bourgeoisie de la communauté maronite — chrétiens se réclamant de Maron, saint local, qui reconnaissent (et sont reconnus par) le Vatican — occupe les postes dominants de l'appareil d'Etat (armée, administration...) et détient les secteurs-clés de l'économie du pays. Ce pouvoir est partagé avec la bourgeoisie musulmane sunnite. Le « mandat » français (1918-1943) au Liban a consolidé les positions de la communauté maronite à tous les niveaux et l'a liée à l'Occident par différents moyens.

Un recensement organisé en 1932 par les autorités françaises au Liban avait « accordé » à la communauté maronite le statut de la communauté la plus nombreuse et du même coup les postes les plus importants dans l'administration (chef de l'armée, président de la République, le plus grand nombre de députés).

L'indépendance de 1943 fut une consécration de la situation créée par le « mandat ». Un accord tacite entre les différentes communautés accordait aux Maronites la présidence de la République et le commandement de l'armée ; aux Musulmans chiites, la présidence du Parlement et aux Musulmans sunnites, la présidence du gouvernement. Aux autres communautés (druze, grecque, catholique, grecque orthodoxe, arménienne...) on a accordé une certaine représentativité au Parlement et au sein de l'administration.

Cette situation a provoqué en 1958 une première guerre civile — moins meurtrière que celle d'aujourd'hui — à laquelle avaient participé les Marines américains. Mais la présence de différentes organisations palestiniennes a contribué, surtout parmi les masses déshéritées des différentes communautés musulmanes, à une prise de conscience patriotique — pour défendre le Liban contre les attaques permanentes d'Israël — et de classe — contre les différents détenteurs des secteurs dominants de l'économie libanaise, en majorité chrétiens maronites.

Le régime libanais était sensible au danger que représente pour lui la présence armée palestinienne au Liban. Un affrontement de grande envergure eut lieu en mai 1973, lorsque l'armée libanaise attaqua les camps palestiniens à Beyrouth. Cette campagne s'est soldée par un échec, dû principalement aux nombreuses pertes au sein de l'armée, à la participation effective des masses libanaises aux combats du côté des Palestiniens, aux dissensions au sein de l'armée elle-même, entre chrétiens et musulmans, au sujet des bombarde-



Phalangiste chrétien.

ments par l'aviation libanaise de camps palestiniens. Ces mêmes camps qu'à son tour, mardi, l'aviation israélienne pilonnait de nouveau, faisant plus de 100 morts.

La guerre d'octobre 1973 avait élargi les perspectives de solution du problème palestinien. Ces perspectives ont poussé le régime libanais à l'adoption d'une attitude plus « compréhensive » à l'égard des Palestiniens. C'est dans cette perspective de solution que le président de la République libanaise a accepté de parler au nom de tous les Etats arabes pour défendre le peuple palestinien devant l'Assemblée générale de l'Onu en novembre 1974. La guerre civile vient de sonner le glas de cette politique.

A ces mutations politiques se sont ajoutées des modifications démographiques : les Maronites ne représentent plus que 20 % de la population, contre 60 % pour les Musulmans. Et ces derniers ont exigé une réforme du système et une participation plus importante aux différents niveaux de la vie politique, économique et sociale. En insistant sur la nécessité d'une réforme de la loi électorale.

Cette situation intérieure est doublée par une situation régionale propice aux visées des Phalangistes et du régime libanais. Il est important de signaler que les combats ont commencé après l'échec de la mission Kissinger à la fin de mars, et ont redoublé de violence après l'accord égypto-israélien du 1er septembre 75, conclu sous le patronage de Kissinger. Les Syriens et les Palestiniens avaient intérêt à s'opposer résolument à cet accord. Pour cela, un conflit ouvert au Liban réduit leur champ d'action...

Le but des Phalangistes est double : conserver en leur faveur le rapport des forces au Liban : pour cela, porter des coups à la résistance palestinienne du Liban, ou la liquider complètement.

Ces deux buts ont reçu un soutien en dehors des petites frontières du Liban (10 000 km2). Les Etats-Unis ont intérêt à raboter, sinon à éliminer l'obstacle que les Palestiniens constituent à une solution négociée américaine au Moyen-Orient.

Si les Phalangistes restent les instigateurs de la guerre civile, ils ne sont pas la seule force « intéressée ». L'armée libanaise y est impliquée. Elle soutient résolument les Phalangistes. Le 6 novembre dernier — c'est l'exemple le plus clair — un bateau d'armements arrive à Jounié, bastion phalangiste. Le Premier ministre et ministre de la Défense donne l'ordre d'intercepter le bateau. Cet ordre ne sera jamais respecté. Mieux : l'armée protégera le bateau et aidera les Phalangistes à le décharger.

Le 23 mai un gouvernement militaire était formé. Les Phalangistes l'apprirent mais

→

Vivre dans un camp palestinien

Il y a au Liban 15 camps de réfugiés palestiniens éparpillés sur tout le territoire. Ces camps, habités par 75 316 personnes sont pris en charge par l'U.n.r.w.a., agence de l'Onu créée en 1949. Il ne regroupe qu'une partie des réfugiés. Les autres plus ou moins bien intégrés à la population libanaise ont afflué dans les quartiers populaires musulmans.

59 écoles sont gérées par l'U.n.r.w.a. Les sections primaires reçoivent 11 614 garçons et 9 698 filles. Le secondaire, 3 367 garçons et 1 801 filles. En comparant le nombre de jeunes en âge de scolarisation avec ces chiffres, il apparaît que 50% seulement des enfants vont à l'école. Par contre si l'on se fie aux statistiques du gouvernement libanais, 25% seulement des jeunes palestiniens seraient scolarisés.

En 1961, les filles ne représentaient que 23% des jeunes scolarisés. En 1969, le nombre des jeunes filles scolarisées approchait déjà des 50%.

Au Liban, la majorité des 75 316 Palestiniens recensés par l'U.n.r.w.a. travaillent comme salariés. C'est une main-d'œuvre à bon marché et qui se vend au « marché noir ». La raison en est simple : ayant un statut de réfugiés, ils ne possèdent ni carte de travail, ni passeport... Les femmes des ouvriers palestiniens qui vivent dans les camps restent chez elles.

En principe, les Palestiniens des camps sont là « provisoirement ». Il leur était donc interdit de construire des maisons en dur. L'U.n.r.w.a. leur donnait quatre feuilles de zinc par famille tous les 4 ans...

La « montée » de la résistance palestinienne, la prise en charge par cette dernière de toutes les affaires des camps, a modifié les choses : les Palestiniens peuvent aujourd'hui construire en béton armé.

De la même manière les conditions sanitaires se sont améliorées. La population a pu entreprendre les travaux d'assainissement, construire des latrines publiques et individuelles, amener l'eau et l'électricité dans les camps, faire évacuer les ordures.

Mais la pauvreté nutritionnelle et les accouchements rapprochés et répétés entraînent des anémies de l'adulte, de la mère, des malnutritions de l'enfant ; des gastro-entérites, parasitoses, etc., des poliomyélites ; des affections pulmonaires.

Depuis les années 48-50, l'U.n.r.w.a. assure une présence sanitaire auprès des « réfugiés », mais ses soins sont payants. De plus 50% seulement des Palestiniens étant recensés par l'U.n.r.w.a., ils sont, et eux seuls, considérés comme ayant droit aux soins. Ce jeu statistique a un résultat évident : depuis 1950 les quantités annuelles de médicaments et de vaccins livrés n'ont pas varié.

L'amélioration survenue dans les conditions de vie dans les camps est considérable, depuis que l'administration de ces derniers est entre les mains de l'O.l.p. Mais ces camps demeurent. Et leurs habitants sont considérés par les uns comme des réfugiés, par d'autres comme des terroristes... Au point que, d'un bombardement à l'autre, il ne suffit pas de savoir comment on vit dans l'un de ces camps — mais aussi comment on essaie de n'y pas mourir.

QUI VEUT CASSER LE LIBAN?

→

l'opposition unie des leaders musulmans, des forces progressistes et de la résistance palestinienne hantée par l'expérience de mai 1973 a poussé ce gouvernement à présenter sa démission 65 heures après sa formation.

Au fil des différentes campagnes militaires qui ont eu lieu depuis avril, un projet est de plus en plus discuté par les différentes parties en présence : le partage du Liban ou ce que ces forces appellent la « chyprisation » du Liban. Les leaders musulmans classiques, les forces patriotiques et progressistes, le patriarche maronite et le chef de la droite libérale — tous deux représentant les intérêts d'une partie de la grande bourgeoisie maronite liée par ses affaires au monde arabe — de même que la résistance palestinienne s'y opposent. Mais le climat pourrait très vite y être : les pratiques phalangistes, arrêter les gens et les liquider selon leur religion, « épurer » des régions à majorité chrétienne de leur minorité musulmane comme c'est le cas pour le quartier Berjaoui du flanc ouest de la région d'Achrafié, ont fait tache d'huile: dans l'autre camp, les mêmes réactions ont eu lieu. Pour couper court à une escalade tragique, les responsables progressistes et musulmans condamnent à mort et font exécuter publiquement des auteurs d'actes de vengeance.

Si la tendance au partage se confirmait, qui la soutiendrait pour la rendre viable ? Sur le plan intérieur, même parmi les chrétiens, cette tendance n'est pas majoritaire. Mais sur le plan militaire la milice phalangiste est la plus forte. Elle peut à la rigueur imposer par la force son projet de partage : elle jouera le rôle de la Garde nationale grecque à Chypre...

Sur le plan régional, ce projet aura sûrement le soutien d'Israël : il confirmerait sa thèse de la non-viabilité d'un Etat multiconfessionnel. En revanche, la Syrie, directement impliquée dans un tel projet, le combat résolument. En effet, après l'accord égypto-israélien du 1er septembre, la Syrie a été exclue des tentatives de paix en cours. Mieux : l'accord l'a éloigné de son partenaire de la guerre d'Octobre, l'Egypte. Placée devant un partage, elle n'aurait que ce choix : accepter un accord désavantageux avec Israël ; ou accepter la possibilité d'une guerre « solitaire » contre Israël, soit qu'elle-même intervienne la première au Liban, soit qu'Israël interviennent d'abord. Quant aux autres Etats arabes, aucun n'est favorable au moins publiquement à un tel projet.

Sur le plan international, la France a pris officiellement position « pour l'intégrité territoriale du Liban ». Dans une lettre adressée par Gerald Ford au président syrien, les Etats-Unis ont annoncé leur « soutien aux chrétiens modérés du Liban ». Ce qui leur posera quelques problèmes : un autre Israël dans la région leur reviendrait très cher...

JEAN NASSIF

Prisons en U.r.s.s.

Amnesty International est une organisation née de cette étrange — pour l'esprit dit latin — habitude de la mentalité anglo-saxonne qui consiste à inviter les « hommes de bonne volonté » à donner le plus librement possible leur opinion sur la morale qui anime les affaires publiques. Dans le cas particulier, il s'agit de savoir comment sont traités les prisonniers politiques, ou plus exactement comment on règle concrètement la question de cette liberté de conscience qui constitue, depuis quelques siècles, un des fondements de la pensée philosophique occidentale et à laquelle tant d'hommages officiels, constitutionnels et internationaux, ont été rendus. Par une pratique commune au protestantisme et à la libre pensée, le problème est abordé de façon pratique, en confrontant les pétitions de principes à la réalité.

Brésil, Irlande du Nord, Israël, Syrie, Espagne, Chili, Sud-Vietnam, tels sont quelques-uns des pays qui ont eu droit récemment à l'examen attentif de l'Association et à la publication de rapports qui firent le bonheur des commentateurs politiques, en fonction des opinions de ces derniers. Un rapport d'Amnesty International est toujours en effet une source de références pour les démonstrations partisanes, chacun en tirant ce qui lui convient à un moment déterminé. On peut imaginer que les membres de l'organisation sont conscients de cette utilisation de leurs travaux et qu'ils s'en soucient peu, estimant qu'au total l'intérêt présenté par la publication des faits l'emporte sur les inconvénients qui résultent de l'exploitation qui en est accomplie.

Dans ce cadre, la situation en U.r.s.s. ne pouvait pas ne pas être un jour abordée. D'abord parce que, depuis la mort de Staline et le rapport de Nikita Khrouchtchev devant le XXe congrès, l'affirmation selon laquelle l'Union soviétique était par nature à l'abri de toutes les violations des droits de l'Homme n'est plus prise au sérieux par personne. Ensuite parce que, depuis ces événements importants, un grand nombre d'informations sur la répression en Union soviétique ont été données, entraînant des discussions passionnées entre les partisans et les adversaires du système soviétique. Dans la mesure où la coexistence pacifique ne signifie pas la disparition de la compétition idéologique, il devient évident que pour beaucoup le traitement réservé en U.r.s.s. aux prisonniers politiques est un des éléments de cette compétition. Un rapport d'Amnesty International sur cette question devient ainsi pour les uns un moyen de critiquer un régime détesté, pour les autres une démonstration d'antisoviétisme.

Le rapport d'Amnesty International sur les conditions faites aux prisonniers politiques en U.r.s.s. a cependant paru gêner les uns et les autres. Ce n'est pas « L'archipel du Goulag » et ceux qui en attendaient une description de l'Apocalypse restent sur leur faim. Le sérieux des sources, pour une bonne part officielles, obtenues par des contacts directs en U.r.s.s. même au cours notamment de plusieurs déplacements en Union soviétique, rend difficilement contestables les faits rapportés.

Le risque d'un nouveau Khrouchtchev

Dans une courte lettre publiée à la fin du rapport, Smirnov, président de l'Association des juristes soviétiques, écrit à Martin Ennals, secrétaire général d'Amnesty International, qui lui avait adressé le document, qu'il s'agit d'une « vulgaire falsification et diffamation de la réalité soviétique et de la légitimité socialiste ». On en attendait pas moins. On pouvait en espérer plus. Après tout, Smirnov ne prend qu'un risque : qu'un nouveau Khrouchtchev finisse par penser que l'intérêt de la légitimité socialiste est de dire un certain nombre de vérités sur la réalité soviétique.

Cette réalité n'est pas exceptionnelle. Et c'est presque là que le bât blesse. L'Union soviétique aspire à la perfection et ses partisans dans le monde souhaitent qu'elle l'atteigne. En tout cas, s'ils sont devenus réservés sur leur certitude au sujet de sa situation actuelle, ils lui prêtent toujours toutes les chances de parvenir à cette perfection, compte tenu de la supériorité qu'ils reconnaissent aux fondements théoriques de son action. A leur place, on voudrait toujours le mieux pour le premier pays affirmant construire le socialisme. Et un tel rapport est l'occasion de faire mieux, d'autant plus qu'entre la situation actuelle et celle de la période stalinienne d'immenses progrès ont été accomplis et ressortent clairement d'une lecture la moins passionnée possible du document.

Celui-ci affirme en effet notamment qu'il n'y a plus eu au cours des dernières années la moindre exécution pour des motifs politiques ; que la population « politique » des prisons et des camps est de 10 000 personnes, ce qui, sur une population totale de 220 millions d'habitants, est bien « modeste ». Ce qui devrait même être particulièrement réconfortant pour un partisan du système soviétique. En effet, la Révolution a été faite il y a un peu plus de cinquante cinq ans et son développement jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'a été qu'un tissu de violences dont elle est loin de porter la responsabilité exclusive. La petitesse — toute relative — de la répression actuelle pourrait être présentée comme une preuve de l'adhésion quasi unanime des masses au nouveau système. Dans ces conditions, pourquoi ne pas corriger les insuffisances et pourquoi continuer à uti-

LE REGNE DES UBUS-ROIS

Le rapport d'Amnesty International sur les conditions faites aux prisonniers politiques en U.r.s.s. a paru gêner tout le monde. Ce n'est pas l'Archipel du Goulag et ceux qui en attendaient une description de l'Apocalypse restent sur leur faim. Plutôt que l'enfer, il s'agirait plutôt d'un pénible purgatoire organisé par des Ubus-rois.

liser un marteau pilon pour écraser une opposition qui, fondamentalement, n'existe plus ?

Une seule victime suffit

De toute façon, le propos d'un défenseur des droits de l'Homme n'est pas là. Une seule victime de l'arbitraire doit lui suffire pour combattre l'arbitraire. Dix mille victimes, cent mille victimes ne changent rien à l'affaire. La législation soviétique est sans doute une des meilleures du monde. La Constitution de 1936, qui, rédigée pendant la période stalinienne, put alors apparaître comme un monument d'hypocrisie, reconnaît les libertés de religion, de parole, de presse, de réunion, de manifestation et le droit à la sécession pour chaque république membre de l'Union. L'U.r.s.s. a ratifié en 1973 le document de l'Onu sur les droits individuels et politiques. Le Code criminel de 1960, qui a remplacé celui de 1926, a supprimé toute référence aux activités contre-révolutionnaires, ces activités qui justifièrent, au nom de l'accentuation de la lutte de classes, l'arbitraire stalinien. Une réglementation parfaite sur le papier protège les prisonniers contre les abus, garantit leur dignité et les autorise en toute liberté à faire appel, pour les plaintes qu'ils auraient à émettre sur le traitement qu'ils subiraient, à des organismes jouissant d'une indépendance reconnue par la loi. De quoi pourrait-on alors se plaindre ?

Comme tous les Etats, l'Etat soviétique se heurte à une difficulté, qui est une contradiction propre à sa nature d'Etat. Un discours de Leonid Brejnev, prononcé en octobre 1973, le fait comprendre : « Les lois soviétiques accordent aux citoyens les libertés politiques. En même temps, elles protègent notre système et les intérêts du peuple soviétique contre toute tentative d'abuser de ces libertés ». La notion d'abus se définit mal, à Moscou comme ailleurs. Elle est souvent aussi subjective que circonstancielle. Et le Code criminel soviétique en est une démonstration, en réglementant par ses articles 64 à 73 les fameuses libertés. On y avance en effet les idées de propagande et d'agitation antisoviétiques, de crimes contre l'Etat, de participation à des organisations antisoviétiques, de fabrication de nouvelles diffamant l'Union soviétique et son système social, de violation de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat et de l'Eglise et de l'école. Quelle merveilleuse panoplie juridique à partir de laquelle beaucoup de choses deviennent possibles ! Ainsi, protester publiquement sur la place Rouge contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie n'est plus l'exercice de la liberté de manifestation, mais de l'agitation antisoviétique ou une participation à une organisation antisoviétique.

En matière de liberté religieuse, les contradictions sont encore plus évidentes. Le décret de 1918, signé par Lénine, qui sépara l'Eglise de l'Etat et de l'école, affirme que les « citoyens peuvent donner ou recevoir une instruction religieuse en privé ». Mais la loi fondamentale sur la famille soviétique précise que « les parents doivent éduquer leurs enfants dans l'esprit du code moral des bâtisseurs du communisme » et que la famille a pour tâche essentielle de faire disparaître « les coutumes du passé » dans les relations inter-familiales. Enfin un décret du Soviet suprême, adopté en 1966, déclare illégal l'enseignement « systématique et organisé » des principes religieux aux mineurs. Il est évident que selon les lieux et les moments, la liberté religieuse peut être plus ou moins grande et qu'à l'intérieur même de la cellule familiale les parents peuvent être conduits à se demander quels sont leurs droits en la matière.

Les délices de la bureaucratie

Mais le plus sérieux n'est pas dans ces contradictions de la législation, encore qu'il ne faille pas les négliger. Le plus grave tient dans une pratique bureaucratique, accumulant des réglementations si subtiles qu'elles permettent tous les abus. Depuis Gogol, nous savons que la bureaucratie est un des délices du comportement russe. Ce passé survit largement chez les Soviétiques, malgré les avertissements, si nombreux à ce sujet, de Lénine.

Par exemple, les conditions de vie des prisonniers. L'incarcération a, en U.r.s.s., pour but de corriger et de punir. Or il apparaît bien qu'on punit plus qu'on ne corrige, notamment lorsqu'il s'agit des politiques, condamnés dans la plupart des cas pour des crimes qualifiés de « spécialement dangereux pour l'Etat ». Or l'incarcération, selon le crime commis ou ensuite, pendant la période de privation de liberté, selon l'attitude du prisonnier, peut être accomplie selon différents régimes, « ordinaire, intense, strict, ou spécial ». D'autre part, le prisonnier doit gagner sa nourriture, en vertu du principe selon lequel « celui qui ne travaille pas ne mange pas ». Ainsi, un petit chef-d'œuvre de réglementation inventé par des bureaucrates tâtillons et perfectionnistes va déterminer la nourriture ou les soins auxquels un prisonnier a droit. Selon les cas, ou les moments, le « corrigé » disposera de 2 600 ou de 1 300 calories par jour. Comme dans aucune prison au monde l'alimentation ne prétend à la gastronomie, ni même à la diététique, la faim et les carences alimentaires sont en U.r.s.s. un des moyens de coercition les plus couramment utilisés.

De même, selon la faute commise, le travail sera plus ou moins pénible et dangereux. Quant au sous-équipement des services de santé, il est évident, sauf lorsqu'il s'agit de ces hôpitaux-prisons psychiatriques dans lesquels une partie des prisonniers politiques — plusieurs centaines sans doute — se trouvent incarcérés, la mise en cause du système passant alors pour une attitude anormale, paranoïaque, ou relevant du dédoublement de la personnalité. Ainsi, une forme subtile de mauvais traitement menace chaque prisonnier. Il n'y a pas torture, au sens communément donné au mot, mais en fait une atteinte physique et morale permanente — notamment par la réglementation des visites, de l'incarcération en cellule isolée, du droit à la lecture, etc. La prison soviétique n'est pas l'Enfer de Dante, mais un purgatoire pénible organisé par des Ubus-rois quelquefois à la limite du sadisme doucereux.

L'action d'un Sakharov et de son Comité de défense des droits de l'Homme n'est donc pas aussi inutile qu'on veut bien le prétendre. Et les recommandations qui terminent le rapport d'Amnesty International et qui s'adressent au gouvernement et aux juristes soviétiques n'ont pas le caractère injurieux et diffamatoire qu'on voudrait leur prêter. Que pourrait d'ailleurs redouter l'U.r.s.s. d'un tel débat, après qu'elle ait supporté sans dommages écrasants le choc de la déstalinisation ? On voit bien les avantages d'une réforme des textes déterminant les uns les procédures de jugement, les autres les conditions d'incarcération. On en saisit mal les inconvénients. En tout cas, l'image du communisme est aussi en cause. Et ne serait-ce pas l'essentiel ?

CLAUDE FUZIER

A LIRE CET AUTOMNE

PAR ANNE ET CLAUDE MANCERON

« Une vie de putain », de Claude Jaget (aux Presses d'aujourd'hui, collection La France sauvage) ; « Les prostituées, ce qu'elles disent quand elles parlent à une femme » du Dr. Claude Maillard (Robert Laffont, collection Réponses).

Il y a vraiment un ton nouveau à trouver pour parler des prostituées et de leurs problèmes. Depuis l'occupation de l'église Saint-Nizier, à Lyon, par Ulla et ses compagnes les chroniqueurs — généralement masculins — de la presse écrite et parlée ont été du sarcasme de fin de banquet à la complaisance démagogique. Rares sont ceux qui ont su, en s'abstenant de tout sexisme, analyser cette exploitation de la femme par l'homme, qui apparaît comme l'un des exemples les plus significatifs de la bonne vieille exploitation de l'homme par l'homme contre laquelle nous avons engagé notre vie.

Cessons les clins d'œil et les plaisanteries grasses. Et abstenons-nous de cette charité bien pensante que les prostituées ressentent comme la pire des injures, et elles ont bien raison. Qui de nous, en système capitaliste, ne s'est pas peu ou prou prostitué, à partir du moment où nous vendons des parcelles de notre être : travail manuel ou intellectuel, énergie, dynamisme ? Sans parler du « mariage de raison », cette forme notariée de la passe à perpétuité, qui tend heureusement à la régression, mais a fait le bonheur des romanciers du XIXe siècle.

Ce ton nouveau, difficile, il est vrai, à inventer dans les limites d'une chronique, deux livres récents viennent d'y parvenir et nous paraissent indispensables à ceux qui veulent se documenter sur tous les aspects de la prostitution : ses raisons psychologiques, sociales, son contexte actuel en France, la vie quotidienne des prostituées, leurs revendications, le danger d'évolution rapide des choses, avec la complicité hypocrite des pouvoirs, vers la pire des « solutions » : la réouverture des maisons closes.

De Claude Jaget, je ne regrette que son titre, volontairement provocant : « Une vie de putain ». Quelle que soit la discussion sémantique qu'on pourrait instaurer à ce propos, il faut entendre le cri de la banderole déployée l'autre soir à la Mutualité : « Prostituées, oui. Putains, non ». N'employons jamais à l'égard de quiconque un mot qu'il estime injurieux. Ce n'est qu'une parenthèse : ce livre est tout de respect et d'intelligence, d'abord parce qu'il sait, presque intégralement, **leur** laisser la parole. Ces six témoignages circonstanciés de filles sur le chemin de leur vie, chacune gardant son originalité et sa forme d'expression, valent des tonnes de documents d'enquête. Et la remarquable conclusion de l'auteur nous ramène à l'essentiel : « Pas de chômage dans la prostitution. Au contraire. C'est justement lorsqu'on licencie dans les hôpitaux, les bureaux, les usines, lorsque les salaires versés ne suffisent plus, qu'il reste pour les femmes une ultime solution, une dernière chose à vendre, la seule valeur qu'en fin de compte cette société veut bien reconnaître à une femme : le cul, le con ! »

Quant à Mme le docteur Maillard, son livre, moins âpre peut-être, donc d'une approche plus facile, mais tout aussi courageux, et à l'éventail de témoignages plus ouverts, se lit d'un trait et nous donne, classées avec clarté et sous-tendues par une tendresse constante à l'égard des victimes, quelques pages qu'on devrait faire apprendre par cœur à tous ces hypocrites exploiteurs, nos semblables, nos frères. Les macs ? Non. Nous n'en sommes pas encore là. Mais les clients.

« Crie moins fort, les voisins vont t'entendre », d'Erin Pizzey. Préface de Benoite Groult (Des Femmes) ; « La punition d'Arles » d'Emma Santos (Stock - 2 Lire).

Les femmes battues ? Ricanements dans l'assistance, depuis des siècles. On connaît le trop fameux dicton arabe : « Bats ta femme régulièrement. Si tu ne sais pas pourquoi, elle le sait » Le mari (ou le concubin, quel horrible jargon judiciaire !) a tous les droits chez lui.

En 1971, Erin Pizzey et un groupe de femmes cherchaient à faire quelque chose contre la hausse des prix dans leur quartier, à Chiswick. Elles ont découvert la solitude de certaines « ménagères », comme on dit et de leurs enfants. Et puis aussi qu'un certain nombre d'entre elles étaient battues. Mais elles n'osaient pas le dire ; ou, si elles osaient se plaindre, à la police par exemple ou à un avocat, que faire quand on n'a pas un sou, qu'on ne sait pas où aller habiter avec ses enfants, et surtout qu'on est abruti de fatigue et de chagrin ?

Au milieu de difficultés financières, judiciaires, psychologiques incalculables, Erin Pizzey et ses amies ont donc « ouvert » une maison pour que les femmes battues et leurs enfants puissent s'y réfugier. Ce fut la ruée. Elles ont reçu en outre une marée de lettres de femmes battues. Toutes reflètent le même désespoir : le mari, presque toujours ivrogne, non seulement bat sa femme, souvent devant les enfants, mais la laisse pratiquement sans argent, quand il ne frappe pas aussi les enfants, et quand il ne viole pas ses filles. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les femmes battues ne viennent pas seulement des milieux populaires ; des femmes de la bourgeoisie le sont aussi. Mais évidemment le problème des enfants prend des proportions terribles dans les milieux pauvres !

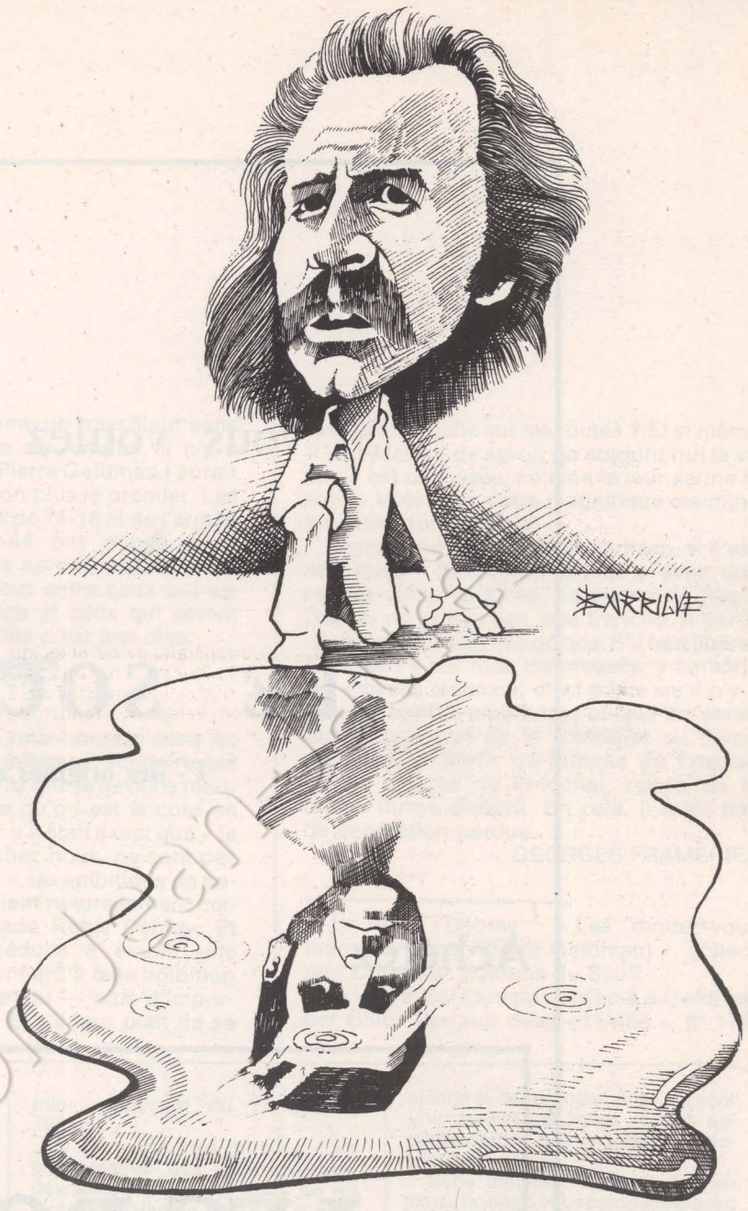
Ecoutons Erin Pizzey parler du premier refuge : « Ça vous remet les pieds sur terre de voir ces femmes venant dormir sur le sol avec leurs enfants : elles ont dû quitter d'inimaginables souffrances pour supporter cela. Il n'y a aucune place pour l'intimité dans la maison, aucune possibilité de paix et de calme (...). Pendant les vacances scolaires, les enfants sont partout : quatre vingts enfants dans un jardin de trente mètres de long. En dépit de cet entassement impressionnant, il règne à la maison une atmosphère étonnante »... Trois cents femmes vivent en ce moment dans six refuges à Londres ; six mille y sont passées en cinq ans. Et, toujours, sans l'aide de l'Etat !

Il y a eu un court métrage sur ces centres d'Aide aux Femmes à la télévision en Hollande. Aussitôt le standard du studio a été bloqué : « Pourquoi montrez-vous la situation des femmes anglaises ? Et nous, alors, les Hollandaises ! ». Et, nous , les Françaises ? Mme Françoise Giroud, à qui l'on demandait une préface pour ce livre a répondu superbement que comme ce problème n'existait pas en France, il n'y avait pas de raison. Alors pourquoi faut-il se boucher les oreilles pour pouvoir supporter le cri déchirant d'Emma Santos, dans « La punition d'Arles » ? Battue, injuriée, exploitée, puis abandonnée par son compagnon après dix ans de vie commune, et sept ans de maladie — ablation de la thyroïde, entraînant une interruption de grossesse, et séjours dans des hôpitaux psychiatriques, et est-ce fini ? — elle continue à crier qu'elle aime son bourreau. Comme le dit Benoite Groult dans la préface du livre d'Erin Pizzey : « Elles n'aiment pas être battues. Elles aiment l'homme qui les bat. Ce n'est pas tout à fait pareil. » Effectivement, la nuance est de taille.

« Chroniques du bonheur » de Brigitte Fontaine (Des Femmes).

Nous sommes loin de l'univers des femmes battues et des prostituées avec ce titre, direz-vous. Le croyez-vous ? C'est vrai, au premier abord. « J'habite juste après la guerre, le mois de juin, le mois de juin, te dis-je, la fin du mois de juin. Les blés sont en fleur, la lumière se pavane dans un ciel spacieux. De larges paysannes tournoient dans des colonnes d'air chaud. Le bonheur souffle, les sexes rougeoient, les paupières se posent en douceur, les yeux en bougeant font jouir, les hommes sont revenus de la guerre et sur leurs têtes le gazon repousse ». Un délire verbal superbe. Une écriture réjouissante. Mais par ci, par là, comme un orage dans un ciel serein : « Les hommes opprimment leur femme afin de célébrer leur propre solitude. Les citoyens se laissent tuer pour la patrie et ainsi on voit bien qu'ils n'en font pas partie, qu'il n'y a plus de peuple, plus rien qu'eux-mêmes, et ils sont morts ». Et, « vos enfants sont à l'entraînement, chiens d'arrêt, chiens de luxe, chiens de garde, chiens policiers, ils rient comme il convient autour des émissions pour enfants, d'un rire édenté à faire frémir même les lapins en peluche ». Le fond du problème est bien toujours la recherche du bonheur. Le droit au bonheur pour tous. « Le bonheur, bourrique, c'est une pluie de plumes tièdes tombant dans la chair toujours, c'est une caravane de jardins jaunes, qui danse, et ton corps éclaté avec le soleil son époux. (...). Te souviens-tu qu'il est pour tous, t'en souviens-tu sous ton sac, t'en souviens-tu avec ton petit bol de soupe dans les camps, t'en souviens-tu avec tes varices et ta honte, t'en souviens-tu dans ton charbon-prison, dans ton litron-poison, dans ta cuisine-usine, dans ton dodo-boulot, t'en souviens-tu bétail, t'en souviens-tu charogne, t'en souviens-tu mon amour ? » Contre le masochisme, le complexe de culpabilité, la résignation, il faut entendre ce cri tonique.

COMME UN FRERE



Poursuivant un examen de conscience avec la méticulosité d'un bourreau chinois, Régis Debray, ancien combattant rescapé de la décennie soixante, plonge en Pierre Goldman pour se retrouver lui-même. L'emprisonné de Fresnes est plus qu'un prétexte : une copie conforme.

Régis Debray n'a pas eu le prix Goncourt. C'est tant pis pour son compte en banque. C'est tant mieux pour sa réputation.

Qu'aurait-il été faire dans les tristes pitreries de la République des lettres ? En quoi son nom pourrait-il servir à une machinerie publicitaire ? La seule clandestinité qu'il ait connue, il y risquait sa peau. Et il n'a pas besoin de putasser avec un tandem juif-arabe pour nous dire la misère du monde : il lui suffit de retrouver dans une glace, derrière le reflet de ses yeux, les ombres des prisonniers, des torturés et des disparus.

Une ombre le hante aujourd'hui (1). Celle de Pierre Goldman (2), condamné à la prison perpétuelle pour des vols commis et pour des crimes non prouvés. Et aussi l'auteur des « Souvenirs obscurs d'un Juif polonais en France », un livre sans prix. Un déclassé, qui fut communiste, intellectuel et responsable de service d'ordre, avant d'attaquer les banques sans pouvoir un jour bénéficier des excuses que Staline obtint pour la victoire d'Octobre 1917. Une ombre qui vous ronge, parce qu'on imagine qu'il aurait peut-être suffi d'un petit coup de pouce du destin pour être à sa place. Ou à la place de l'Indésirable, tué par sa propre bombe.

Un livre de souffrance. Pierre Goldman devient l'image excessive, parfois la caricature, du drame d'une génération qui n'eut en pâture que le projet de la révolution alors que la révolution n'était pas à l'ordre du jour. Poursuivant un exeman de conscience avec la méticulosité d'un bourreau chinois découpant sa victime en mille morceaux, Régis Debray, ancien combattant rescapé de la décennie soixante, plonge en Pierre Goldman pour se retrouver lui-même. L'emprisonné de Fresnes est plus qu'un prétexte, c'est une copie conforme.

Né trop tard ?

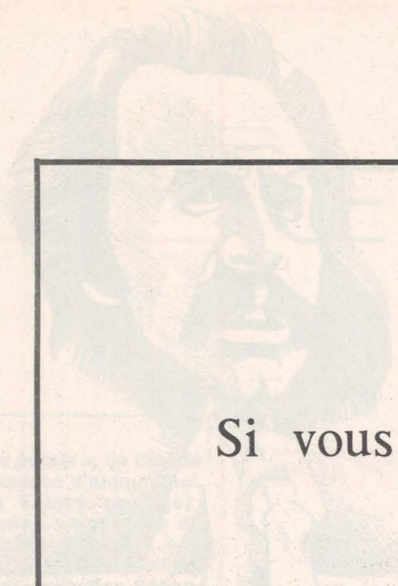
Alors, il faut bien suivre. Ou s'en désintéresser. La France était entrée dans la sérénité gaullienne. Giscard d'Estaing succédait à Pinay aux Finances. Les courbes des statistiques de production défonçaient les plafonds. Et, comme le dit une fois de Gaulle soi-même, il se tuait plus de Français chaque jour par la grâce de l'automobile qu'en Algérie. La société du bonheur par le réfrigérateur, la machine à laver et les articles promotionnels était en place, pour l'éternité. Que venaient faire alors ces jeunes gens déchirés par les bavardages révolutionnaires ? La réalité est pauvre : une infime minorité alla se battre quelque part dans le monde ; la très grande majorité sombra dans les palinodies de Mai 68.

Vous voici choqué ? Choquez-vous encore plus en lisant Régis Debray. Aucune tendresse pour Mai 68. Aucune conviction sur la qualité révolutionnaire des barricades de la rue Gay-Lussac. Les milliers de manifestants qui contournaient soigneusement l'Elysée et la Place Beauvau, tout satisfaits qu'ils étaient d'avoir pris la Sorbonne faute d'avoir envie de prendre la Bastille, n'émeuvent pas Régis Debray, sinon pour agiter en lui une fureur amère et bien compréhensible. Entrer dans la vie en aspirant à changer le monde et en sortir au cri de « L'imagination au pouvoir » lancé au général de Gaulle et à Georges Pompidou peut donner le sentiment que, quelque part, quelque chose a grippé. Mais le règlement des comptes ne s'en tient pas là et Régis Debray n'a pas écrit un livre pour se faire des amis. Et s'il paraît parfois être revenu de tout, c'est parce que d'abord il y a été.

Suivons donc. Même si les Debray furent l'exception d'une génération qui n'aurait pas eu les ambitions qu'il lui avait généreusement prêtées. Après tout, ce sont les minoritaires qui meurent sur les barricades de la Commune de Paris ou de la Cité universitaire de Madrid. Les autres comptent les coups sur les gros titres des journaux et, au mieux, font des discours dans les meetings de solidarité. Il y a donc une génération perdue, à un moment historique donné, les années soixante.

Et là, il faudra bien que Régis Debray aille jusqu'au bout. Parce qu'il nous laisse encore sur notre faim. Il y a des pages admirables, mais donnant un goût d'inachevé, lorsqu'il esquisse une analyse de cette période. Celle du début de la coexistence pacifique. Celle qui prouve que la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu, que l'Europe s'engage dans une longue période de paix, que le tournant du siècle est pris, que la guerre de trente ans est terminée. Entre ce qui attendait ceux qui avaient vingt ans en 1914 ou en 1939 et ce qui a attendu la jeunesse de 1960, il y a plus qu'un fossé. Le siècle fracassant et fracassé avait tant saigné qu'il ne lui restait plus que l'eau pour faire son boudin. Mais ce n'est pas la première fois qu'un tel malaise existe. Notre Europe en a connu d'identiques, après 1815 et après 1876. C'est-à-dire lorsque l'Europe, lassée de ce qui l'avait bouleversée — la Révolution française ou l'unité allemande — confiait son destin aux prudents. Régis Debray serait-il Fabrice Del Dongo, arrivé trop tard pour vivre l'épopée de la Grande Armée ? Ou d'Annunzio, en quête d'une guerre purificatrice ?

→



Si vous voulez mieux connaître

LE SOCIALISME

I - des origines au Front populaire

Achetez

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE

En vente 10 F dans tous les kiosques

213 bis Boulevard Saint-Germain 75007 - Paris (tél. 548.77-97)

coll. Fondation Jean Jaurès



S'interroger n'est pas dresser les instruments d'un procès. Si la paix se confond aujourd'hui en Europe avec la médiocrité, ce n'est pas la paix qui est responsable. Le bonheur n'est sans doute pas de mourir à Verdun ou à Buchenwald. La découverte est qu'il n'est pas non plus dans la conquête des bienfaits de l'automobile. Seulement, on ne sait jamais où le raisonnement s'arrêtera. La révolution est exaltante tant qu'elle n'est pas victorieuse. Que la République était belle sous l'Empire et la démocratie sous l'Occupation ! Aussi belle que la femme lointaine depuis des années, dont on a oublié qu'elle avait le foie fragile, avec tout ce que cela suppose. Aussi, la question mérite d'être posée, et d'abord au lucide Debray : la génération des années soixante a-t-elle été privée de sa dose d'héroïsme ? Les motifs d'héroïsme des générations précédentes étaient aussi honorables que le motif révolutionnaire. Seulement, ces générations-là ont eu l'occasion d'aller jusqu'au bout de leur aventure humaine. Sous le signe de la boucherie.

« Pratiquement, un révolutionnaire sans révolution, c'est comme un travailleur sans travail : du chômage au lumpen, il n'y a qu'un pas ». Ce pas, Pierre Goldman l'aurait franchi. Il n'est pas non plus le premier. Les rescapés des batailles de 14-18 et de l'armée des ombres de 40-44 ont donné leurs contingents d'enfants perdus, pâture à tribunaux. Le vieux débat entre ceux qui savent vivre dans l'orage et ceux qui savent vivre dans la tranquillité n'est pas clos.

Du chômage au lumpen

Reste la raison qui vous pousse, dans les deux cas. Je me sens tellement solidaire des propos de Régis Debray que je deviens mauvais juge. N'empêche qu'on est encore en droit de s'interroger : s'il était exact que « le peuple et les fusils, chez nous, ne sont pas près de se rencontrer », les ambitions de notre société deviendraient naturellement celles qui rendent malade Régis Debray. Et nous en sommes réduits à établir une échelle de valeurs donnant à telle ambition — la nôtre, bien entendu — plus d'importance qu'aux autres. Et s'il leur plaît de se tuer le dimanche sur les routes ? Et si même il leur plaisait de savoir qu'aujourd'hui la vitesse est dépassée, comme le leur serine la sainte télévision, cette magnifique machine à penser pour autrui ?

Soyons donc subjectif et partisan, si c'est une raison de vivre. Y compris avec des rendez-vous manqués. La plume de Régis Debray ne grince pas, elle tranche. A partir d'une incertitude, elle décide. S'il faut libérer Goldman « par tous les moyens, y compris les moyens légaux », c'est parce qu'il n'y a pas de petites ambitions, et que ce serait faire injure que de le comparer au héron de la fable. Sortir un homme de Fresnes ou un peuple de Pinochet, relève de la même forme d'esprit. En cela, il n'est pas de génération perdue.

GEORGES FRAMERIES

---

1) Régis Debray : « Les rendez-vous manqués (Pour Pierre Goldman) », collection Combats, Editions du Seuil.

2) Voir aussi l'article consacré à Goldman par Gilles Perrault dans « l'Unité », n° 178.

Nos lecteurs ont la parole

L'IMBROGLIO DES RETRAITES

« L'actualité étant sensibilisée aux personnes âgées, je vous serais obligée de vouloir bien parler dans votre journal de la manière souvent scandaleuse dont sont calculées les pensions des retraites et de la manière, plus scandaleuse encore, dont les fonctionnaires des diverses Caisses (régime général, agriculture, Caisses complémentaires) opèrent la « liquidation des dossiers » qui leur sont soumis.

Je prends mon cas parmi ceux, trop nombreux hélas ! que je connais : 45 ans de travail (1928-1973) comme secrétaire dans diverses professions. Il a fallu près de 2 ans de démarches (avril 1973 à janvier 1975) et d'innombrables réclamations (visites et lettres à la Caisse régionale de l'Est, au conseiller général, au ministre des Réformes, au président de la République qui a transmis au ministère du Travail) pour obtenir d'abord une « liquidation » erronée, puis une « révision » aboutissant, le 10 janvier 1975, à une pension trimestrielle de 1 440 F (soit 480 F par mois).

Cette retraite est ridiculement basse parce que la Caisse refuse de prendre en compte mes années de salaire antérieures à 1948, qui sont précisément mes meilleures années. Pourquoi cette date arbitraire de 1948 qui est, paraît-il, légale alors qu'elle ne correspond à rien et que j'ai cotisé depuis 1930 sur mes hauts salaires ? Le comble est qu'après de nombreuses réclamations auprès des plus hautes instances, il m'a été dit qu'on aurait tenu compte de ces bonnes années antérieures à 1948 si je n'avais travaillé ensuite que moins de 10 années civiles consécutives ». Alors, pénalisée pour avoir trop travaillé et cotisé ?

Mais ce n'est pas tout...

Du côté des retraites complémentaires, mêmes lenteurs, mêmes tracasseries, mêmes réponses incompréhensibles. Après de nombreuses lettres sans réponses et 5 visites au C.i.r.r. de Lyon dont relevait mon dernier employeur, j'ai compris finalement que j'aurais affaire à 4 Caisses différentes, dont l'une m'envoie chaque année, le plus sérieusement du monde, 4 mandats trimestriels de 11,15 F chacun... Après d'innombrables réclamations et révisions, les 3 autres Caisses ont fini par m'établir des pensions variant de 300,22 F (Circo) à 657,29 (U.p.s. et à 135,74 (C.i.r.r.), cette dernière Caisse ayant « oublié » de m'envoyer ses mandats après son premier versement du 17 octobre 1974...

Si bien que mes retraites complémentaires qui, théoriquement, devraient représenter 20 % de ma moyenne salariale, sont à 32 % environ de ma retraite générale, qui, elle, devrait représenter 50 % de ces salaires. Mais les Caisses complémentaires et le régime général ne font pas les mêmes enquêtes et ne prennent pas en compte les mêmes années salariales. Alors, que comprendre, que retenir de cet imbroglio ?» (Simone SCHUEMACHER, 88230-Fraize).

ELECTRICITE D'ABORD

« Ce n'est pas sans une certaine stupéfaction que j'ai lu dans le n° 177 de « l'Unité » (page 23) l'article intitulé : « 66 % contre la Centrale ». Que vous vous félicitiez d'avoir tenu en échec un U.d.r., c'est très bien. Mais que vous ayez, pour cela, été obligés d'être contre l'implantation d'une centrale nucléaire, alors là, je ne vous suis plus du tout !

Le problème est le suivant : veut-on, oui ou non, pouvoir utiliser dans un proche avenir l'électricité sans de trop graves restrictions ? Si la réponse est « oui », il faut nécessairement construire des centrales nucléaires (à ne pas confondre avec la bombe atomique). Sinon, il y aura très rapidement de très graves restrictions. Comme il faudra bien, pour éviter une augmentation du chômage, laisser tourner des usines et des services de la région parisienne et des grandes villes, ce sont uniquement les zones rurales qui supporteront ces importantes restrictions.

Cette injustice dans les restrictions, la jugez-vous compatible avec l'idéal socialiste ?

Des restrictions importantes et prolongées de l'électricité provoqueraient à coup sûr une importante régression de la civilisation.

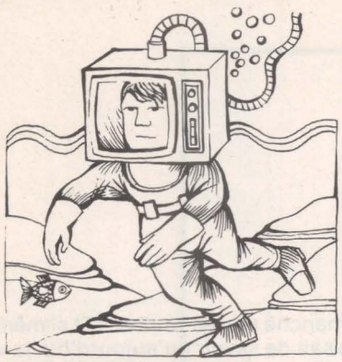
De 1920 à 1933 ou 34 j'ai toujours voté « radical ». Ensuite, j'ai toujours voté socialiste. Depuis 2 ou 3 ans, je suis inscrit au P.s. C'est la mort dans l'âme que je voterais contre le P.s., mais sans doute le ferai-je si nécessaire, car j'attache une importance considérable à l'usage de l'électricité ». (Paul BAILLEUL, 61000 Alençon.)

DONT ACTE

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article de Benoît Colombier (n° 174 de « l'Unité »), il nous est signalé que le président de Sicli ne possède aucune propriété sur la côté d'Azur et que le conseil d'administration ne lui a jamais accordé la rémunération astronomique critiquée dans cet article.

Il nous est précisé en outre que « la compagnie centrale Sicli est spécialisée dans le domaine de la lutte contre l'incendie » et que « créée il y a cinquante ans par la famille du président actuel, Sicli doit son expansion en France et dans le monde au dynamisme et à l'intégrité du président et de l'équipe de direction ».

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 5 DECEMBRE

« De quoi avons-nous peur ? », 2e partie : la solitude - avec les économistes Alain Cotta et Jacques Attali (20 h 30, F.r. 3).

Le cinquantenaire d'une institution paternaliste : la Cité universitaire de Paris, avec les anciens résidents Léopold Senghor, Michel Jobert, etc. (21 h 20, F.r. 3).

A Apostrophes, la vie des paysans — avec les historiens Georges Duby, Le Roy-Ladurie, etc. (21 h 30, A 2).

Le très célèbre film antimilitariste américain de Milestone : « A l'Ouest, rien de nouveau » — la tuerie de 1914-1918 (22 h 35, A 2).

Notre directeur, Claude Estier, face au giscardien Dominati (13 h, Radio Monte-Carlo).

DIMANCHE 7

Darry Cowl dans « Le Triporteur » de Jack Pinoteau : plusieurs sketches parodiques fameux et une réussite presque constante (14 h 50, A2).

« Saint-Tropez, acte 3, scène 4 » : un essai de Jean Dasque sur la fin d'un mythe (19 h, F.r. 3).

Le premier document — l'aube du siècle — d'une série, « Les années épiques du cinéma » (20 h 05, F.r. 3).

Télévision d'auteur : « Le mammouth », une dramatique de Paul Seban à partir du personnage du savant et homme politique Georges Cuvier (20 h 30, F.r. 3).

Une sorte de « Vingt ans après » dans l'Ouest : « L'homme qui tua Liberty Valance », un des plus beaux films de John Ford (20 h 30, T.f. 1).

Comment (re) trouver son identité, son enracinement, son utopie... La 3e émission de l'ambitieuse série de Bringuier et Knapp, « Recherche d'un homme » (22 h 30, T.f. 1).

LUNDI 8

Un Billy Wilder mené à fond de train : « Embrasse-moi, idiot », avec Dean Martin et Kim Novak irrésistibles (20 h 30, T.f. 1).

Ah ! Paris, Tour Eiffel, petites femmes : le commerce touristique, dans la série Miroirs du temps présent (22 h 45, A 2).

MARDI 9

Suivi d'un débat sur l'emploi, un reportage d'Ange Casta chez les chômeurs : « Daniel, Claude, Simone et un million d'autres » (20 h 30, A 2).

Le pouvoir politique de la presse aux Etats-Unis (20 h 05, France-Culture).

MERCREDI 10

La première partie de « Le rouge et le noir » : une adaptation très discutable par Claude Autan-Lara ; heureusement que Gérard Philipe et Danielle Darieux sont là ... (20 h 30, F.r. 3).

Georges Marchais au magazine C'est-à-dire (21 h 30, A 2).

« Recherche d'un homme », de Knapp et Bringuier, 4e et dernière partie : le passé comme refuge (21 h 50, T.f. 1).

JEUDI 11

Une grande soirée U.s.a. pour le bicentenaire des Etats-Unis, avec des extraits de films, de shows, etc. (20 h 30, T.f. 1).

Le cinéaste Michel Drach revit ses années d'enfance, celle d'un petit Juif sous l'Occupation nazie : « Les violons du bal » (20 h 30, A 2).

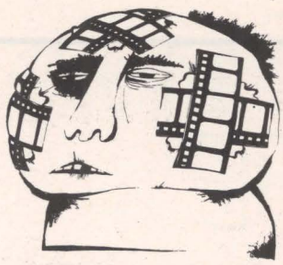
Le plus fin et le plus cruel des films de Don Siegel : « Les proies » — un soldat blessé de la guerre de Sécession, cinq ou six femmes aux aguets... (20 h 30, F.r. jeke,

---

PARIS

***Théâtre Montparnasse : « Chants profonds de la Bretagne » (les 5 et 6, à 18 h 30).**

Un spectacle conçu et réalisé par Eve Griliquez en collaboration avec France-Culture. A l'affiche les poètes et les bardes bretons, jusqu'à Paol Keineg. Atmosphère musicale de Claude Besson avec son dulcimer et son psaltérion. Environnement en images du peintre Garlonn.



Cinéma

*** Gérard Calisti : Pourquoi Goldman.**

Sur l'affaire Goldman, un film didactique en 10 chapitres tourné avant l'arrêt de la Cour de cassation, avec de nombreux témoignages — dont celui de Pierre Guidoni — pour prendre « la » Justice en défaut sur son terrain, celui des faits. Ce vidéo-film, qui passe à Paris à Vidéostone (17, rue des Grands-Augustins) jusqu'au 16 décembre, est aussi à la disposition des groupes et militants, en vente ou en location (chez l'auteur, 2 Villa Boissière, 75116 Paris).

*** Les écrans de la folie (premières Journées du film psychiatrique).**

Une remarquable sélection de 30 films et plusieurs débats avec le public (6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris). Vendredi (20 h), « La vie à l'envers », « Lilith », « Une page folle », « Shock corridor » ; samedi (22 h), « Dodes'caden » et « L'autre »...

*** Ingmar Bergman : La flûte enchantée.**

En grand metteur en scène de théâtre, Bergman a fait de l'opéra de Mozart un hymne allègre aux conventions : trompe-l'œil et coulisses remplacent micros et caméras. Magnifique, enchanteur, le film du maître suédois est parfait. Et d'une fidélité qui honore son auteur.

*** Mohammed Lakhdar Hamina : Chronique des années de braise.**

La Palme d'or du festival de Cannes : le combat du peuple algérien pour sa libération, pendant les années 39 à 54. Une fresque épique et émouvante qui passe en revue sécheresse, famine, guerre franco-allemande, typhus... Dans cet « Autant en emporte le vent »(des Aurès) le réalisateur incarne le rôle du fou prophète et donneur de leçons. Le cinéma algérien a trouvé son porte-parole humaniste.

*** James Ivory : Shakespeare Wallah.**

La reprise, dix ans tout juste après sa sortie, d'une œuvre rare, portrait d'un monde qui bascule : l'Inde que quittent les derniers Anglais.

*** Créteil-Cinécure.**

La 4e manifestation de ce genre — consacrée cette année au cinéma américain de la Columbia — à la Maison des arts et de la culture de Créteil (projections de 14 à 24 heures simultanément dans 3 salles), à partir de mardi et jusqu'au 20 décembre.



Livres

***Philippe Brachet : l'Etat patron : Théories et réalités (Cujas).**

Un ouvrage de référence indispensable sur les mésaventures du secteur public. Un bilan du rôle des entreprises publiques, une analyse de la politique des gouvernements successifs à leur égard. Un livre utile pour ceux qui s'intéressent aux « moyens » par lesquels un gouvernement de gauche mettrait les nationalisations au service de la collectivité.

*** Aurelio Peccei : L'heure de la vérité (Fayard).**

Contre la croissance, pour un « nouvel humanisme » : les discours, jamais approfondis depuis, du Club de Rome.

*** Bernadette Delarge : Vie, amour et sexualité (Editions Gamma - Editions universitaires).**

A partir de questions propres à leur vie et à leurs centres d'intérêt, ce livre permet aux jeunes de 12-15 ans d'échapper aux vieux stéréotypes ou aux clichés infantiles.

*** Marcel Cohen : Histoire d'une langue : le français (Editions sociales).**

Un ouvrage qu'il faut désormais considérer comme un classique. Une importante contribution à l'Histoire du pays de France.

*** Siegfried Bernfeld : Sisyphe ou les limites de l'éducation (Payot).**

Un disciple de Freud. Dont la passion pamphlétaire rappelle les meilleurs textes de Reich ; et s'attaque à un sujet brûlant : l'éducation.

*** Jean Valtin : Sans patrie ni frontière (Jean-Claude Lattès).**

Les Mémoires d'un ancien du Komintern. Sa fonction d'agent double « passé au service de la Gestapo sur ordre du Parti communiste allemand » ne laisse pas cependant d'intriguer...

*** Jean-Marie Carzou : Arménie 1915, un génocide exemplaire (Flammarion).**

Comment, profitant d'une guerre mondiale, le gouvernement turc organisa un des plus sinistres massacres de l'Histoire.

l'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 Bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



changer la vie culturelle

Théâtre
SPECIAL ENFANTS

Les troupes pour enfants sont, sans conteste, « les plus pauvres d'entre les pauvres ». Mais ces équipes de théâtre prouvent qu'elles ont de la résistance et de la ténacité : la saison 75-76 de la décentralisation dramatique n'affiche pas moins de 30 réalisations pour enfants dispersées à tous les coins du territoire français. La plupart des spectacles sont créés ces jours ou le mois prochain. A Saint-Denis, la compagnie Bazilier présente « Au pays de l'or blanc » ; dans le reste du département, l'Unité-Enfant de la Maison de la Culture 93 tourne « Le soleil blanc ». A Nanterre, c'est le « Voyage au centre de la Terre » de Jules Verne qui est au programme. En province, la liste est de qualité : « Gros plan » au Havre, « Le soleil, la lune et les étoiles » d'Anne Sylvestre à Orléans, « Mathias et la tempête » à Lyon, « Clown et les robots » dans le Jura, « Lapanique et Cie » en Lorraine, « Le maléfice de la phalène », de Lorca à Metz, « Quelques choses à faire » à Vénissieux, « Proffolding folies » à Besançon, « Histoire des cinq frères » à Rouen, « La lettre des îles Baladar » de Jacques Prévert à Rennes, etc. Cette énumération ne changeant en rien le ghetto méprisé et miséreux dans lequel le secrétaire d'Etat à la Culture continue de tenir le théâtre pour l'enfance et la jeunesse.

TEP
théâtre national
direction guy retoré
othello
de WILLIAM SHAKESPEARE
m. en s. GEORGES WILSON
du 9 déc. au 25 jan. 1976
fragments pour guevara
de PIERRE BOURGEADE
m.en.s. MICHAEL LONSDALE
du 7 nov. au 21 déc. 75
17 rue Malte-Brun - Paris 20e
Mo Gambetta - tél. 636.79.09

Action culturelle
BOBINO S'ENLISE

En des temps où l'action culturelle n'avait fait l'objet d'aucune réflexion ni d'aucune théorie, il était des foyers de création qui faisaient fonction de lieux d'animation. Ce fut le cas de Bobino durant les années où Félix Vitry le dirigea. Mais Félix Vitry est mort. Et la qualité des programmes avec lui. Ses successeurs ont intitulé Bobino « le théâtre de la chanson et du rire ». Encore un effort et bientôt, en allant rue de la Gaîté, on se croira au Caveau de la République ou chez les chansonniers de Montmartre. Le glissement est nettement amorcé avec l'affiche des mois à venir. Actuellement, c'est Coluche qui sévit sur la scène de Bobino. A partir du 20 janvier, Marcel Amont sera en piste : ce n'est ni une révélation ni un sommet de la chanson. Pas plus que Colette Renard, qui lui succèdera du 24 février au 28 mars. Pourquoi, dans la foulée, Bobino ne ressusciterait-il pas Berthe Silva et Dario Moreno ? La mode rétro ressemble parfois à un enlisement de première classe.

DES IRLANDAIS EN FRANCE

Ils viennent d'Irlande du Nord. Ils se nomment les Long Kesh Ramblers. Long Kesh est le camp d'internement des prisonniers politiques irlandais. Le groupe annonce donc clairement la couleur. Ses « chansons rebelles », tout en prenant des mots âpres dans la vieille culture gaélique, nomment un aujourd'hui sanglant : « Des voitures blindées et des tanks et des fusils / sont venus nous enlever nos fils... » Tout commentaire devient inutile. En 1973, les Long Kesh Ramblers avaient déjà connu un grand succès à Annemasse, Genève, Grenoble, Avignon, Montpellier, Paris, Versailles et au Larzac. Leur nouvelle tournée en France les conduira ce samedi à la Cour des Miracles (23, avenue du Maine, Paris 15e), lundi à l'Ecole polytechnique, mardi, à Gif-sur-Yvette, mercredi au Théâtre Récamier, jeudi à Cergy et le 12 à Montreuil.

Radio-télévision
L'EMISSION SANS IMAGE

Une émission que l'ex-O.r.t.f. programmait sur la troisième chaîne, une émission que la télévision « démantelée » ne diffusera pas : « Libre parcours » d'Eve Griliquez. Car la série a été reléguée sur France-Culture. Qui écoute France-Culture ? Combien d'auditeurs ? Et même en admettant que F.r. 3 ne draine pas un public vraiment plus nombreux que cette chaîne de radio, l'impact de l'image manque désormais. « Libre parcours » était un banc d'essai public et télévisé pour les « artistes de variétés ». Pas un nouveau « Petit Conservatoire de la chanson ». Un vrai tremplin sans ostracisme : toutes les catégories de métiers de la scène y avaient leur place. Elles l'ont encore. Mais on n'a plus la joie de découvrir les visages. C'est de la T.s.f. C'est presque anachronique. Et c'est vraiment dommage car, à chaque émission de Grilliquez, il y a de « belles gueules » à découvrir. L'émission qui sera enregistrée jeudi prochain au Théâtre de l'Est parisien en témoigne une nouvelle fois. Au programme, des chanteurs : les Ardéchois du Trio Imago, le chantre de la Bretagne Gilles Servat et le Chilien Angel Parra, fils de la grande Violetta et, depuis la mort de Victor Jara, fer de lance de la nouvelle chanson chilienne. Du folk, aussi : l'Egyptien Mohamed Haman, fils de paysans nubiens devenu comédien, peintre et chanteur. Du lyrique, même : une voix de basse, une voix grecque, celle de Mario Haniotis. De la musique : la kena de l'Argentin Uña Ramos. De l'humour, enfin : Jackie Kiéki, à l'ironique nom de bataille, une « diseuse » dans la lignée de Zouc. Malheureusement, leurs visages vont rester anonymes, distants : qui les écoutera les 23 et 30 décembre, à 13 h 30, sur France-Culture ? On a envie d'inviter : « Tous à vos postes ! ».

Livres
SAUVONS OSWALD (BIS)

Nous avons été les premiers dans la presse (voir notre numéro du 17 octobre dernier) à lancer un S.o.s. en faveur des éditions Pierre-Jean Oswald. Nous l'avons fait parce que nous connaissions les difficultés de cet homme courageux et de son équipe. Mais nous ignorions la gravité réelle de la situation : les éditions P.J.O. risquent bel et bien de disparaître si personne ne les aide. N'attendons rien de la part des pouvoirs publics : les mesures prises récemment ne sont que démagogie et poudre aux yeux. N'attendons rien des banques : pour elles, les stocks de livres d'Oswald ne constituent en rien une garantie ; elles ne les comptabilisent qu'en leur donnant la valeur du papier de chiffonnier, au poids ! Alors, sur qui compter ? Sur tous les militants. De deux façons. D'abord chacun a la possibilité d'acheter sur catalogue (à demander aux Editions P.J. Oswald 7, rue de l'Ecole polytechnique, 75005 Paris ; ou par téléphone : 033.90.07) 15 livres (n'importe lesquels) pour 100 F. Il y a chez Oswald le théâtre et la poésie de tous les peuples en lutte et quelques-uns des plus beaux romans du monde. En vous les procurant, vous donnerez à Oswald la trésorerie que lui refusent les banquiers. Autre sauvetage possible : prêter de l'argent, pour ceux qui en ont. Oswald remboursera. Oswald cherche 200.000 F. Il ne demande pas la charité. Il voudrait seulement mener à bien ce qu'il a commencé — et qui en d'autres pays serait considéré comme un service public.

J.-P. L.



François Mitterrand avec Henry Kissinger.

UN SOCIALISTE AUX U.S.A.

En deux jours à Washington et autant à New York, François Mitterrand a donné matière à réflexion à quelques dizaines de journalistes, parlementaires et hommes d'affaires américains. Pour la plupart d'entre eux, il était une sorte de bête curieuse : un dirigeant socialiste allié des communistes et qui affirme avec force qu'il n'a pas l'intention de rompre cette alliance, ce n'est pas monnaie courante aux Etats-Unis.

C'est bien cette alliance qui semble avoir le plus intrigué les interlocuteurs de François Mitterrand et suscité de leur part le plus d'interrogations, depuis le dîner du premier soir avec quelques éditorialistes jusqu'à la rencontre de Amherst avec un aréopage d'universitaires, en passant par les déjeuners-débats du National Press Club et du Council of Foreign Relations. N'excluant pas une prochaine victoire de la gauche en France, les spécialistes politiques américains envisagent mal la présence de communistes au gouvernement à Paris.

François Mitterrand a pu s'en convaincre au cours de son long entretien avec Henry Kissinger au Département d'Etat. Entretien sans complaisance, même s'il fut émaillé de boutades et d'anecdotes comme celle qui permit au chef de la diplomatie américaine de rappeler à son hôte qu'il lui avait rendu visite à Paris, il y a une dizaine d'années, alors qu'il n'était encore que professeur de sciences politiques à l'université de Harvard.

Ce que le Premier secrétaire du P.s. a dit à Kissinger il l'a, a peu près, répété devant les journalistes qui l'interrogeaient au National Press Club. Par exemple ceci : « Nous sommes, en France et dans l'Europe du Sud, dans une époque de transition. Le problème pour nous est de savoir si nos peuples, et particulièrement les travailleurs, pourront disposer d'un régime de justice et d'égalité. Et il ne faut pas que nos alliances extérieures nous en empêchent. Il ne faut pas que l'Alliance atlantique s'identifie à la protection de tous les régimes dictatoriaux ou conservateurs d'Europe. » « Nous avons en France un contrat politique de 5 ans, signé en 1972, entre communistes, socialistes et radicaux de gauche. C'est un programme de gouvernement dont nous sommes très satisfaits, car nous pensons que c'est un contrat qui s'inscrit dans la tradition démocratique de notre pays. »

Et encore ceci : « Le Parti socialiste français n'est pas plus défavorable à l'Otan que le général de Gaulle et il n'est pas plus prêt d'y revenir que le gouvernement de MM. Giscard d'Estaing et Chirac. C'est-à-dire que si, sur ce plan-là, vous trouvez des satisfactions avec les gouvernements conservateurs français, vous n'en aurez pas davantage avec les gouvernements de gauche. La France n'est pas dans l'Otan. Elle est restée dans l'Alliance atlantique. Le programme commun de la gauche comporte le maintien de cette alliance.

« La question de la compatibilité de la présence de la France dans l'Alliance atlantique avec une majorité comprenant des communistes est, en effet, des plus difficiles. Sur le plan de notre politique intérieure, la victoire de la gauche aux élections législatives de 1978 amènera tous les partis vainqueurs à participer au gouvernement, comme c'eut été le cas l'année dernière si, à 300 000 voix sur près de 30 millions d'électeurs, je l'avais emporté. C'est un problème qui découle de la réalité française : nous, socialistes, nous ne voulons pas laisser en dehors de la vie politique nationale 5 à 6 millions de travailleurs et d'ouvriers français. Cela passe pour nous avant toute autre considération. Maintenant, pour ceux qui s'inquiètent de la force de caractère des socialistes français, majoritaires à gauche, pour conduire une politique d'amitié et d'alliance avec les Etats-Unis, je me permettrai de vous rappeler que, de 1944 à 1947, il y a eu des communistes dans le gouvernement de la France du général de Gaulle. Et cela n'a pas empêché la France de garder l'alliance et l'amitié des Etats-Unis d'Amérique, avec bien des mauvaises humeurs réciproques, mais cependant en préservant l'essentiel.

« Si la gauche arrive au pouvoir, il n'y aura pas de renversement d'alliances. Cela est écrit et cela doit être compris à la lecture du programme commun de la gauche. Bien entendu, il y aura beaucoup d'inflexions : par exemple, nous aurons une position beaucoup plus internationale, puisque nous souhaitons participer aux conférences sur le désarmement, dont la France est absente, participer à la non-prolifération de l'arme atomique, contrairement à la politique actuelle... Mais enfin il n'y aura pas de renversement d'alliances. Tel est le contrat. Si tel ou tel de nos partenaires ne souhaitait pas respecter ce contrat, c'est à lui qu'il importerait de tirer les conséquences et non pas à nous ».

Ces explications franches ont-elles convaincu tous les interlocuteurs américains de François Mitterrand ? C'eut été sans doute trop demander, mais lui-même pense qu'elles feront peu à peu leur chemin. Il est certain en tout cas, même si la presse américaine ne s'en est pas toujours fait immédiatement l'écho, que l'accueil chaleureux qu'il a reçu pendant tout ce voyage n'est pas sans signification. Les Américains sont sans doute mal préparés à recevoir certaines idées ou certaines critiques mais ils savent très bien, quand il le faut, entendre et retenir.